

UNIVERSITÉ DE NANCY
FACULTÉ DE PHARMACIE

ANNÉE 1933-1934

N° 69 (2^e Série)

Des SOCIÉTÉS en PHARMACIE

La fabrication et la vente en gros des
produits et des spécialités pharmaceutiques

THÈSE

pour l'obtention du Diplôme de

Docteur de l'Université de Nancy
(PHARMACIE)

présentée et soutenue le 5 Juillet 1934

par Yves - Bertin LEDOUX

Pharmacien

Ancien Interne des Hôpitaux d'Amiens
né le 18 Juin 1909.

JURY { MM. DOURIS, Président
PASTUREAU, Professeur
SIMONNET, Professeur à la Faculté de droit, chargé du
cours de législation à la Faculté de pharmacie.

IMPRIMERIE
ALBERT PLOUVIER & FILS
A CARVIN (P.-d.-C.)

1934

UNIVERSITÉ DE NANCY
FACULTÉ DE PHARMACIE

ANNÉE 1933-1934

N° 69 (2^e Série)

Des SOCIÉTÉS en PHARMACIE

La fabrication et la vente en gros des
produits et des spécialités pharmaceutiques

THÈSE

pour l'obtention du Diplôme de

Docteur de l'Université de Nancy
(PHARMACIE)

présentée et soutenue le 5 Juillet 1934

par Yves - Bertin LEDOUX

Pharmacien

Ancien Interne des Hôpitaux d'Amiens
né le 18 Juin 1909.

JURY { MM. DOURIS, Président
PASTUREAU, Professeur
SIMONNET, Professeur à la Faculté de droit, chargé du
cours de législation à la Faculté de pharmacie.

IMPRIMERIE
ALBERT PLOUVIER & FILS
A CARVIN (P-d-C)

1934

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE PHARMACIE

PERSONNEL ENSEIGNANT

Doyen honoraire

M. BRUNTZ, O *, J, I F, O G, X, X, Recteur de l'Université de Nancy.

Professeurs honoraires

MM. FAVREL, *, I F.

BRUNTZ, O *, J, I F, O G, X, X.

Doyen

M. SEYOT, *, J, I F, G.

Assesseur

M. GILLOT, I F, G.

Professeurs

MM.

GRELOT, *, I F, G	Pharmacie galénique.
DOURIS, I F, G, X	Toxicologie.
PASTUREAU, O *, I F, X	Pharmacie chimique.
SEYOT, *, J, I F, G, X	Histoire naturelle.
LASSEUR, *, I F, G	Microbiologie.
GILLOT, I F, G	Matière médicale.
PREVOST, J	Chimie organique.

Agrégé libre

M. GIRARDET, *, I F Chimie et Toxicologie. |

Chargés de cours

MM.

PREVOST, J	Chimie minérale et Minéralogie.
GRELOT, *, I F, G	Hydrologie.
PASTUREAU, O *, I F, X	Chimie biologique.
DONZELOT	Physique.
VERNIER, I F	Zoologie.
SIMONNET, I F	Législation et Déontologie.
GILLOT, I F, G	Pharmacotechnie.
CORDEBARD, J, I F	Analyse chimique.
SEYOT, *, J, I F, G, X	Hygiène.

Chefs de travaux

MM.

VERNIER, I F	Microbiologie et Parasitologie.
MEUNIER	Pharmacie.
CORDEBARD, J, I F	Chimie et Analyse chimique.
STEIMETZ	Micrographie.
DONZELOT (chargé de travaux)	Physique.
DIVOUX (chargé de travaux)	Chimie biologique et Toxicologie.

Secrétariat

M. E. TRIBOLET, I F Secrétaire. |



Introduction

Suggérée par mon camarade Donders, diplômé lui aussi de notre Faculté de pharmacie de Nancy, cette étude pouvait paraître ingrate au premier abord. Mais elle était tentante parce qu'à l'ordre du jour de la Pharmacie et des Pouvoirs publics. Cela a suffi à notre curiosité et à notre esprit d'entreprise et c'est résolument et avec joie que nous l'avons réalisée.

Nous n'avons pas eu la pensée téméraire de mettre le point final à une question de cette importance ; c'est une simple contribution que nous avons modestement apportée à un sujet dont la solution appartient au législateur.

Les uns — et non des moindres — nous ont dit : c'est une œuvre intéressante, très intéressante même, mais très délicate...

Les autres, placés près du soleil, ont ajouté : la question est brûlante, mais vivante et digne de séduire une jeune activité...

C'était tout à la fois un encouragement et un avertissement.

Les encouragements, certes, ne nous ont pas manqué et nous remercions ici tous ceux — ils sont nombreux — qui ont bien voulu nous aider de leurs conseils qui nous furent si précieux, de leurs travaux et de leurs recherches, de leur expérience éprouvée.

Quant à l'avertissement, il fut heureusement donné, car toujours nous avons eu présent à l'esprit les prin-

cipes absolus d'une loi qui a fait ses preuves et qui, depuis 1803, a su protéger sans défaillance la santé publique.

Nous n'avons pas essayé de disserter sur telle ou telle disposition légale ou réglementaire, nous n'avons pas voulu torturer les textes : nous avons exposé le défendu et le permis ; nous avons fait un simple et froid enregistrement de la jurisprudence ; nous sommes restés dans la vérité juridique. En matière de législation, il ne faut pas prendre ses désirs pour la réalité, il ne faut pas, a dit M. Albert Buisson à l'audience solennelle de rentrée du Tribunal de commerce de la Seine (24 janvier 1934) (1), se laisser abuser par « les magies du romantisme juridique. »

Certains esprits superficiels pourront nous reprocher de n'avoir pas tenté de donner le « coup de pouce » à la législation actuelle, comme certains esprits plus pratiques — plus égoïstes peut-être — pourront dire que nous n'avons pas entrevu une législation plus sévère. Inaccessible à la légèreté des uns et à la rigueur des autres, nous avons tenu à ne pas nous départir d'une exactitude sans réplique.

Sans doute, nous sommes-nous étendu sur l'évolution de la pharmacie, sur celle, moins accentuée, mais réelle cependant, de la jurisprudence — ici plus libérale, là plus affirmée — mais jamais nous n'avons perdu de vue cette règle tutélaire de l'indissolubilité du diplôme, de la propriété et de la gérance.

C'est la loi du 21 Germinal an XI qui règle en France l'exercice de la pharmacie. La jurisprudence qui est résultée de son application est restée rigoureuse et constante. Mais la loi de Germinal n'avait pas prévu les besoins actuels ni les développements industriels de la pharmacie. L'évolution que subissent toutes choses ne pouvait pas ne pas gagner la pharmacie, de sorte que les méthodes commerciales de fabrication et de vente modernes réclament une extension des textes légaux.

(1) « Le Journal », 25 Janvier 1934.

Déjà le décret du 13 Juillet 1926 ⁽¹⁾ sur les spécialités marque une étape. Il est une indication et préface une législation nouvelle puisqu'il modifie un état de choses ancien et qu'il dote d'un statut, longtemps réclamé, les remèdes préparés à l'avance en vue de la délivrance au public.

L'impulsion qu'il a donnée aux produits pharmaceutiques spécialisés devait solliciter, par voie de conséquence, une adaptation plus libérale et plus souple de la législation en vigueur — « encore dans l'enfance » ⁽²⁾ — à la grande industrie de la pharmacie. Il y a lieu de réaliser l'accord nécessaire de cette industrie avec les prescriptions de la future loi : c'est le but que se propose notre thèse.

Sur l'opportunité d'une modification de la loi du 21 Germinal an XI, le Ministère de la Santé publique a consulté l'Académie de médecine. L'Académie s'y est montrée favorable et le Ministère du Commerce a été saisi à son tour de la question qui l'intéresse au premier chef puisqu'il s'agit à la fois du commerce des produits pharmaceutiques à l'intérieur du pays, dans nos Colonies, nos protectorats et à l'étranger. Nous croyons savoir que les organismes hautement qualifiés qui fonctionnent auprès des Ministères intéressés souhaitent également cet aménagement de la législation pharmaceutique.

Nous avons donc pris l'exercice légal de la pharmacie à ses débuts pour le suivre jusqu'à nos jours en soulignant son évolution tant dans la préparation des médicaments que dans l'exploitation des établissements qui fabriquent ces produits. Ensuite, nous avons recherché ce que pourrait être le régime de l'avenir sans affaiblir, DANS L'INTERET DE LA SANTE PUBLIQUE, la responsabilité et les pouvoirs du pharmacien. Nous avons essayé de démontrer que ce DROIT NOUVEAU apparaît comme le corollaire naturel du décret de Juillet 1926.

(1) Journal officiel de Juillet 1924.

(2) Perreau. Législation et jurisprudence pharmaceutiques.

Le Chapitre 1^{er}, *APERÇU HISTORIQUE*, est consacré au rappel de ce que fut la pharmacie avant la loi de Germinal. C'est un simple raccourci de son histoire.

Le Chapitre II : *DU REMEDE SECRET A LA SPECIALITE*, traite de l'illicéité du remède secret et des efforts faits pour obtenir la parution du décret du 13 Juillet 1926 sur les spécialités pharmaceutiques, c'est-à-dire sur les médicaments préparés à l'avance..

Le Chapitre III : *EXPLOITATION DES PHARMACIES* est réservé aux officines. Il indique la nécessité du diplôme, la création d'un monopole au bénéfice du pharmacien dans l'intérêt de la Santé publique, précise ce qu'il faut entendre par l'indivisibilité de la propriété et de la gérance et passe en revue les sociétés et conventions illicites (diplômés et non-diplômés) ainsi que les sociétés et conventions licites (entre diplômés).

Le Chapitre IV : *EXPRESSION JURIDIQUE ET RAISON SOCIALE DES SOCIETES*, donne des indications sommaires mais précises sur les Sociétés commerciales, mentionne qu'en l'état actuel de la jurisprudence, seules les Sociétés en nom collectif et les Sociétés à responsabilité limitée sont applicables à l'exercice de la pharmacie.

Il dit ce que sont les Coopératives de pharmacie.

Le Chapitre V : *L'EVOLUTION DE LA PHARMACIE*, montre comment l'officine a évolué et comment les spécialités, les analyses... ont industrialisé et commercialisé la profession pharmaceutique.

Le Chapitre VI : *LA FABRICATION ET LA VENTE EN GROS DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES* indique, en présence des nécessités de la production en gros de médicaments spécialisés, les interventions législatives qui ont eu lieu pour modifier la loi. Il rappelle la proposition de loi Emile Vincent et son échec.

Il enregistre la consultation de l'Académie de Médecine, reproduit le rapport de M. le Doyen Radais et fournit les résultats d'une enquête faite dans les milieux pharmaceutiques par la Revue « L'Evolution

pharmaceutique ». Il expose les préoccupations d'avenir du monde de la pharmacie, les opinions des Ecoles de pharmacie, de diverses personnalités...

Statut juridique. Il entreprend de démontrer l'adaptation possible des sociétés commerciales, y compris la Société anonyme, à la fabrication et à la vente en gros des produits pharmaceutiques. Il maintient le principe de la responsabilité du pharmacien, de la réunion de la propriété (ou de la co-propriété) et de la gérance. Il limite la formation de ces Sociétés aux seuls pharmaciens diplômés, qu'ils soient gérants ou administrateurs, et fait la démarcation entre la partie technique et commerciale et l'aide financière.

Il organise le Contrôle en subordonnant la création des Sociétés pour la fabrication et la vente en gros à une autorisation préalable donnée par arrêté interministériel sur l'avis favorable d'une Commission spéciale siégeant près des Facultés et des Ecoles de Médecine et de Pharmacie.

La surveillance de ces établissements est confiée au corps des Inspecteurs de pharmacie.

Enfin, il prévoit les sanctions qui pourront être prononcées contre les fabricants.

C'est l'ébauche du futur statut juridique.

Le Chapitre VII et dernier fait état de nos CONCLUSIONS.

CHAPITRE PREMIER

Aperçu historique

Des malades et des guérisseurs, il y en a eu de tous temps et en tous lieux. L'art pharmaceutique — inséparable de l'art médical — plonge donc ses racines jusqu'aux origines mêmes du monde.

Citer les noms d'Esculape, d'Hippocrate et de Galien, c'est évoquer les préoccupations qui, déjà, dans l'antiquité, s'attachaient à l'art de guérir.

En Grèce, on connut les cocopoles et les mignatopoles ; à Rome, les pharmacotrites ou fabricants de produits pharmaceutiques.

Chez les Arabes, la pharmacie eut une faveur et un développement prodigieux, surtout en ce qui concerne la pharmacie chimique (1).

Au 10e siècle, un sérieux effort fut fait, notamment à Naples, pour exiger des dispensateurs de médicaments une instruction appropriée.

Le moyen-âge est marqué par l'influence des Alchimistes qui n'ont sans doute pas trouvé la pierre philosophale, mais qui ont montré la voie à la chimie moderne. Le plus célèbre d'entre eux, Paracelse, fut le précurseur des composés chimiques employés dans la thérapeutique. Nous arrivons à l'époque des XVIe et XVIIe siècle où brillèrent d'un vif éclat les maîtres-apothicaires qui se faisaient passer « comme les dépositaires d'un nombre infini de grâces que la Providen-

(1) Thèse soutenue à Marseille par Stéphanou-Sépet.

ce distribuait à l'humanité par le moyen de leurs remèdes ».

M. Lafontaine, Pharmacien-Inspecteur à Nancy relève cette appréciation caractéristique de leur état d'esprit : « Un homme qui n'a pas accompli son temps d'études et d'exercice, qui n'a pas été ensuite examiné et reçu par le corps des apothicaires présidé par un Commissaire de la Faculté de médecine, le roi peut, à sa volonté, en faire un comte, un duc, un maréchal de France, mais il ne peut en faire un « maître-apothicaire ».

Si nous nous en référons aux thèses que nos distingués confrères *Monal* (1917) et *Tétau* (1932) ⁽¹⁾ soutinrent en notre Faculté de Pharmacie, la corporation vécut en Lorraine, avant la période révolutionnaire, des années paisibles dans la considération des populations et dans l'estime des autorités.

Nombreux ont été les apothicaires qui furent anoblis. Le protocole les faisait figurer entre les médecins et les chirurgiens et donnait à leur corporation le pas sur toutes les autres.

« Les noms de Nicolas « Phosphore » et de Mandel, dont l'activité scientifique ne fut pas arrêtée aux jours de la Révolution, sont des titres de noblesse pour l'Université de Nancy. »

C'est au duc Charles IV que la corporation des pharmaciens lorrains doit les lettres patentes du 4 mai 1665 qui établissent les statuts de la maîtrise des maîtres-apothicaires.

Le serment prononcé par ceux de Nancy était ainsi libellé :

« SERMENT DES APOTHICAIRES CHRETIENS
ET CRAIGNANS DIEU ⁽²⁾

Je jure et promest devant Dieu que je m'observeroy de point en point ce qui s'ensuit :

(1) Thèses qui rendent hommage à l'obligeance et au savoir de M. Bouvet, Pharmacien et Conférencier à Paris.

(2) Bulletin des Sciences Pharmacologiques. *Aperçu de l'Histoire de la Pharmacie en Lorraine*, par M. le Professeur Grélot (Août 1903).

Premièrement de vivre en la foy catholique, apostolique et rommaine,

De ne mesdire de mes anciens docteurs et maistres pharmaciens, de les honorer, respecter et vivre en bonne harmonie avec eux,

Item de ne donner aucun médicament abortive sans l'avis du médecin,

Item de ne donner aucun poison n'y conseiller jamais aucun d'en donner ou prendre,

Item de ne révéler à personne les maladies secrettes ni vénériennes,

Item d'exécuter de point en point les ordonnances des médecins et compositions des auteurs,

Item de ne mettre en œuvre aucun médicament altéré ou corrompu par avarice,

Et finalement d'exercer une profession de pharmacien avec toute fidélité et selon qu'il est requis au ditz art de Pharmacie, sans changement et altération et rabsodie des pratiques de l'un et de l'autre. »

On sait que la prestation de serment a été abrogée par la loi du 30 Juin 1906. Mais nous rappellerons néanmoins que dans certaines Facultés de médecine (Toulouse et Montpellier, en particulier), le serment d'Hippocrate est encore imprimé sur la thèse inaugurale et lu par le candidat au moment de la soutenance.

*
**

Vers la fin du XVIIIe siècle, la chimie, avec Lavoisier et toute une pléiade de savants, prend un essor considérable.

C'est alors que Louis XVI pour bien délimiter le rôle des apothicaires et des épiciers, et sans doute aussi pour mettre fin à une débauche de publicité employée en faveur de leurs produits par certains maîtres-apothicaires (les précurseurs de la spécialité moderne) promulga l'ordonnance royale du 25 Avril 1777. Le Corps des pharmaciens de Paris est érigé en Collège ayant pour mission légale de sauvegarder les intérêts professionnels de la corporation.

Pour la première fois, la Déclaration royale réserve aux « Maîtres en pharmacie » le commerce des drogues simples au poids médicinal et celui des préparations ou compositions médicamenteuses.

Mais le Collège de pharmacie eut une existence éphémère. L'Assemblée Nationale le supprima en 1791.

Dans son désir d'affranchir de ses entraves corporatives le commerce en général en supprimant les maîtrises et les jurandes, la Révolution (2 mars 1791) n'admit à la liberté absolue aucune dérogation, pas même celle du commerce pharmaceutique. C'était aller trop loin dans une improvisation généralement commune aux novateurs qui ont tendance à supprimer radicalement les règles cependant nécessaires de la tradition.

On assista alors à une licence effrénée, à une anarchie, à un développement néfaste de l'empirisme et du charlatanisme qui provoquèrent de graves abus, de nombreux et immédiats accidents.

« Les campagnes et les villes sont également infestées de charlatans qui distribuent les poisons et la mort avec une audace que les anciennes lois ne peuvent plus réprimer. Jamais la foule des remèdes secrets, toujours si dangereux, n'a été aussi nombreuse », (Exposé des motifs du projet de loi sur l'exercice de la médecine par M. le Conseiller d'Etat Fourcroy, au Corps Législatif, le 7 Ventôse an XI).

Les excès du passé étaient encore si cuisants et la faillite de l'expérience de la Révolution était telle qu'il fallut en arriver à la surveillance légale et rigoureuse de l'exercice de la pharmacie.

C'est alors que Bonaparte, premier Consul, fit voter la loi du 21 Germinal an XI (11 Avril 1803) dont le but essentiel est d'assurer la protection de la santé publique à la fois par l'organisation de l'enseignement pharmaceutique (création d'Ecoles devenues les Facultés), par la délimitation du commerce pharmaceutique, par sa réglementation pénalement sanctionnée.

Bien qu'elle soit vieille de 130 ans, la loi de Germinal reste la charte fondamentale de la pharmacie et si la jurisprudence a dû parfois emprunter à des textes plus anciens (Arrêt du Règlement du Parlement de Paris du 23 Juillet 1748, Déclaration royale du 25 Avril 1777 ⁽¹⁾ notamment) la légitimité de ses décisions, elle éclaire et règle toujours de ses articles, plus d'une fois menacés mais toujours impératifs, la profession du pharmacien.

Elle est à la Pharmacie, ce que la loi du 19 Ventôse an XI est à la Médecine.

(1) On doit considérer comme étant toujours en vigueur l'ordonnance du 25 Avril 1877. (Trib. simple police Paris 29 Mai 1907). D.P. 1907. 5-41.

CHAPITRE DEUXIEME

Du remède secret à la spécialité pharmaceutique

Par exception aux principes de liberté en matière commerciale, la loi du 21 Germinal an XI, fixe l'accès et l'exercice de la profession pharmaceutique : obligation du diplôme, responsabilité personnelle du titulaire de l'officine, indivisibilité de la propriété et de la gérance des pharmaciens. La loi détermine également comment, par souci de la santé publique, le pharmacien est seul admis à préparer et à vendre, à poids médicinal, « les drogues entrant au corps humain ».

Rien d'étonnant dès lors que, pour justifier ce monopole, elle ait indiqué, d'une part, les remèdes licites et, d'autre part, ceux qui ne le sont pas. Cette classification est donnée par les articles 32 et 36 ainsi conçus :

Art. 32 (1). — Les pharmaciens ne pourront livrer et débiter des préparations médicinales ou drogues composées quelconques, que d'après la prescription qui en sera faite par des docteurs en médecine ou en chirurgie, ou par des officiers de santé et sur leur signature. Ils ne pourront vendre aucun remède secret. Ils se conformeront, pour les préparations et compositions qu'ils devront exécuter et tenir dans leurs officines, aux formules insérées et décrites dans les dispensaires ou formulaires qui ont été rédigés ou qui le seront dans la suite par les écoles de médecine. Ils ne pourront faire, dans les mêmes lieux ou officines, aucun

(1) Codex Medicamentarius, page 905.

autre commerce ou débit que celui des drogues et préparations médicinales.

Art. 36. — Tout débit au poids médicinal, toute distribution de drogues et préparations médicamenteuses sur des théâtres ou étalages, dans les places publiques, foires et marchés, toute annonce et affiche imprimée qui indiquerait des remèdes secrets, sous quelques dénominations qu'ils soient présentés, sont sévèrement prohibés. Les individus qui se rendraient coupables de ce délit seront poursuivis par mesure de police correctionnelle et punis conformément à l'article 83 et suivants du Code des Délits et Peines.

Ces textes condamnent formellement le *remède secret* et prescrivent au pharmacien l'obligation de ne préparer les médicaments que sur prescription magistrale ou d'après une formule inscrite aux formulaires officiels. Une sanction correctionnelle prévue par l'article 36 et précisée par la loi du 29 Pluviose an XIII intervient contre le remède secret.

Mais à peine deux ans après la promulgation de la loi de Germinal, un décret du 25 Prairial an XIII (14 Juin 1805) vient atténuer la rigueur de ces prescriptions, en stipulant que la défense d'annoncer et de vendre des remèdes secrets ne concernait pas les préparations et remèdes qui, avant la publication de la loi de Germinal avaient été approuvés, etc.

Ces textes successifs se détruisant l'un l'autre, prouvent l'incertitude en la matière du pouvoir central, de sorte que des divergences d'interprétation devaient forcément se produire.

Aussi une nouvelle réglementation eut lieu avec le décret du 18 Août 1810 dont l'exposé des motifs est mentionné dans les lignes ci-après :

« Napoléon..... Plusieurs inventeurs de remèdes spécifiques contre diverses maladies, ou de substances utiles à l'art de guérir, ont obtenu des permissions de les débiter, en gardant le secret de leurs compositions. D'autres demandent encore, pour des cas pareils, de semblables autorisations. D'après le compte que nous nous sommes fait rendre, nous avons reconnu que si ces remèdes sont utiles au soulagement des maladies, notre sollicitude constante pour le bien de nos sujets doit nous porter à en répandre la connaissance

et l'emploi en achetant des inventeurs la recette de leur composition ; que c'est pour les possesseurs de tels secrets un devoir de se prêter à leur publication, et que leur empressement doit être d'autant plus grand qu'ils ont plus de confiance dans leur découverte. En conséquence, voulant d'un côté propager les lumières et augmenter les moyens utiles à l'art de guérir, et de l'autre, empêcher le charlatanisme d'imposer un tribut à la crédulité ou d'occasionner des accidents funestes, en débitant des drogues sans vertu ou des substances inconnues et dont on peut, pour ce motif, faire un emploi nuisible à la santé ou dangereux pour la vie de nos sujets.... »

D'après ce décret, les remèdes anciennement analysés étaient soumis à révision. Une commission d'examen présentant toutes garanties scientifiques était instituée et une indemnité proportionnée aux mérites de la découverte était allouée.

Mais les fabricants ne furent pas séduits par ces nouvelles dispositions et finalement le décret du 18 Août 1810 resta lettre morte.

Les laboratoires et les officines restèrent dès lors des centres de productions de remèdes en fait secrets puisqu'ils n'étaient ni magistraux, ni officinaux, ni brevetés. Grâce à une tolérance facile, ils étaient librement vendus en public.

Un décret du 3 Mai 1850 ⁽¹⁾ apportait l'espoir de mettre fin aux incertitudes des textes antérieurs en réglementant les conditions de mise en vente des remèdes nouveaux.

L'inventeur était dépossédé et la vente des remèdes devait se faire exclusivement par l'intermédiaire du pharmacien. Au préalable, les remèdes devaient être reconnus utiles par l'Académie de Médecine et publiés dans son *Bulletin* avec l'autorisation des inventeurs, en attendant l'insertion de leur formule au Codex.

Mais la jurisprudence continue d'appliquer avec constance et sévérité la loi du 21 Germinal an XI. Elle considère toujours comme remède secret, c'est-à-dire

(1) Bulletin des Lois du 21 Juin 1852.

comme interdit, le médicament qui ne figure pas au *Codex*, celui dont la formule n'a pas été acquise par le Gouvernement, ou dont la formule n'a pas été publiée au *Bulletin de l'Académie de Médecine*, ou ceux enfin qui n'ont pas fait l'objet d'une ordonnance du médecin traitant. Il convient de rappeler ici l'arrêt devenu classique de la Cour d'appel de Metz (11 février 1857) si savamment commenté la même année par M. le Conseiller Grand (1).

On sait qu'il s'agissait d'une assignation devant le tribunal de police correctionnelle de cette ville contre un sieur Edant, pharmacien à Metz, inculpé d'avoir le 10 Juillet 1856 mis en vente, dans son officine, des remèdes secrets au nombre de huit.

Cet arrêt définit d'une façon si étroite le remède secret qu'il semble interdire toute recherche de préparation nouvelle et frappe d'impuissance les efforts de ceux qui ont précisément pour mission de rechercher l'amélioration des formules dans l'intérêt de la santé publique.

Pendant plus de 70 ans encore de nombreux produits ont été reconnus illicites. Citons-en quelques-uns :

Le « Sirop de Grimault » (Trib. Seine 16 février 1865), les « Pilules du Docteur Dehault » (Trib. Seine 1852), le « Phénol Bobeuf » (Trib. Seine 23 avril 1874 et C. appel 24 juillet 1874), les « Dragées Blot » (Trib. cor. Seine 5 déc. 1886), le « Sirop pectoral au miel de Finot » (Trib. cor. Lyon 14 déc. 1886 et Cour appel Lyon 7 février 1887), la « Liqueur Radoux » (C. appel Paris 12 février 1889), la « Tisane Américaine des Shakers » (C. appel Montpellier, 2 mars 1905), la « Thyroïdine Bouty » (C. appel Orléans, 19 mars 1907), l'« Aséno-Benzol Billon » (C. Appel Paris 24 février 1923) (2), etc., etc...

Il y eut cependant quelques exceptions de fait, ce qui encouragea les fabricants de spécialités pharmaceutiques à poursuivre leurs attaques contre la réglementation du remède secret. L'année 1916 leur en fournit une double occasion. Elle la leur offrit : l'une dans l'intervention du décret du 14 Septembre 1916 in-

(1) Journal du Palais 1857.

(2) Le Remède secret par Narodetzki.

terprétatif de la loi du 12 Juillet 1916 sur les *substances vénéneuses* ⁽¹⁾ : opium, morphine, cocaïne ; l'autre dans le vote de l'article 16 de la loi de finances du 30 Décembre 1916 sur la *taxation des produits pharmaceutiques*.

Le décret du 14 Septembre 1916, dans le rapport qui le présente à la signature du Président de la République, précise la « nécessité sans détruire le commerce des spécialités pharmaceutiques, de ne pas le laisser comme une fissure par laquelle il eût été facile d'échapper aux prescriptions du décret ». Il prévoit dans quelles proportions les substances de chacune des trois catégories : toxiques, stupéfiants, séparanda, peuvent figurer dans les spécialités sans les assujettir aux obligations qui frappent la délivrance des remèdes magistraux ou officinaux. Mais en aucune façon, ce décret n'a réglé, même subsidiairement la question des spécialités pharmaceutiques.

Par ailleurs, la soumission des spécialités à l'assujettissement fiscal ne levait, en aucun cas, les prohibitions visées par les lois pénales contre le remède secret ⁽²⁾.

Quand, le 19 Avril 1923, fut votée la loi réglant les conditions d'entrée en France des *spécialités pharmaceutiques étrangères*, elle ne légittima pas davantage l'interdiction fixée par la loi de Germinal.

Une exception cependant fut faite en faveur de la *Sérothérapie*. Elle fut l'objet de la loi du 25 Avril 1895 relative à la préparation, à la vente et à la distribution des *sérums thérapeutiques* et autres produits analogues.

(1) La loi du 12 Juillet 1916 relative à l'importation, au commerce, à la détention et à l'usage des substances vénéneuses a été suivie du décret d'administration publique du 14 Septembre 1916. L'importation des médicaments dont le commerce est prohibé en France (remèdes secrets) est interdite (Ch. Crin 18 Juin 1909). Sirey 1912-1-425.

Quant aux médicaments ou produits assimilés (sérums et virus atténués, eaux minérales, saccharine ou phosphore, etc...) dont le débit n'est permis en France que suivant une autorisation administrative, leur importation peut être interdite à tout instant par le Gouvernement au nom de la santé publique.

(2) Cf. Georges Renard. *Le droit de la profession pharmaceutique*.

La fabrication de ces sérums, de ces virus atténués, de ces toxines modifiées — indépendante du diplôme de pharmacien et par conséquent de la règle de la réunion de la propriété et de la gérance — est soumise à une autorisation du Gouvernement rendue après avis du Comité consultatif d'hygiène publique de France et de l'Académie de Médecine. Cette autorisation est temporaire et révocable.

Toute pratique professionnelle d'un sérum non autorisé est interdite dans l'intérêt de la santé publique.

Par suite, la participation d'un pharmacien aux travaux de laboratoire ne suffirait pas à habilitier ce dernier au *débit public* des sérums pas plus que l'assistance donnée par un pharmacien à un droguiste n'autorise celui-ci à faire acte de pharmacien (C. Cassation 16 Avril 1921 ⁽¹⁾ (Cassation 21 Juin 1898) ⁽²⁾).

Les produits délivrés au public par les pharmaciens sur ordonnances médicales, sont soumis à une inspection exercée par une Commission nommée par le Ministre.

Cette inspection est, comme on le voit, différente de celle instituée par la loi de Germinal, laquelle est chargée de la *police* des pharmacies. *L'Inspection des Pharmacies* a été organisée d'une façon plus moderne par la loi du 25 Juin 1908, par les décrets des 5 et 6 1930 sur les assurances sociales. Le contrôle des fraudes en pharmacie, comme celui des drogues simples, est dévolu aux Inspecteurs de pharmacie (Loi du 1er Août 1905, modifiée par celles des 5 Avril 1908, 28 Juillet 1912 et 26 Mars 1919, *sur la répression des fraudes*. Décrets des 17 Octobre 1906 et 4 Juillet 1921).

Mais revenons au remède secret pour dire avec notre distingué confrère, M. le Docteur *André Nardetzki* qu'à défaut de la « reconnaissance légale du médicament spécialisé, nous n'avons enregistré qu'une interdiction générique et sans pertinence ».

Aussi, chaque fois que des circonstances amènent devant les tribunaux (vente, interprétation du contrat,

(1) Gazette Palais 1921-2-14.

(2) Sirey 1899-1-71. Dalloz 1899-1-53.

poursuite contre un débiteur, concurrence déloyale, dommages-intérêts, etc.) « l'irrégularité native de la spécialité pharmaceutique » apparaît et lui vaut, pour cause illicite prévue par l'article 1131 du Code civil, la nullité du droit civil :

« L'obligation sans cause ou sur une fausse cause ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet ».

Et l'article 1133 ajoute : « La cause est illicite quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs et à l'ordre public ». De sorte qu'on ne peut, par des conventions particulières, déroger aux lois qui sont d'ordre public (Art. 6 du Code civil).

Citons à ce sujet un arrêt de la Cour de Paris, 7e Chambre, du 5 Février 1889 ⁽¹⁾ concernant la vente d'un remède secret et déclarant nulle la convention passée entre M. Mercier, ancien pharmacien, et M. Furlon, pharmacien à Essones, associés en 1884, pour l'exploitation du produit pharmaceutique appartenant à M. Furlon et dénommé par celui-ci « La Mervine ».

Le caractère du remède secret est donc de nature à vicier toute convention relative à une spécialité pharmaceutique et la jurisprudence est constante à ce sujet puisque la cause est illicite et qu'une cause illicite ne peut être portée en justice. Une association de pharmaciens avec des non-diplômés ne fait qu'ajouter une nullité de plus (Cour appel Paris 3 Mai 1888) ⁽²⁾ Trib. comm. Seine 20 Mai 1889, ⁽³⁾, 11 Avril 1905 ⁽⁴⁾, 12 Juin, 1889 ⁽⁵⁾ ; Trib. Lille 15 Juillet 1904, ⁽⁶⁾, etc...).

« Dans une matière qui touche aux plus hauts intérêts de la Nation, à la santé de la race comme à la sauvegarde de son esprit, à la défense des crédules comme au soulagement des souffrants, on trouve la tolérance, l'arbitraire ou le laissez-faire, mais on cherche en vain l'ordre, le contrôle et le droit. Dans une

(1) La Loi (12 Mars 1889).

(2) La Loi (1^{er} Juin 1888).

(3) La Loi (6 Juin 1889).

(4) La Loi (4/5 Juin 1905).

(5) La Loi (25 Juillet 1889).

(6) Gazette du Palais 1905-1-43.

production qui apporte à l'Etat de profitables matérialités, les pactes sont déclarés honteux dans le même temps que le fisc asseoit ses perceptions sur leurs résultats. Dans une industrie qui est l'élément essentiel de l'expansion à l'étranger, le marché échappe aux directives d'une discipline établie et la même fabrication conduit à comparaître en correctionnelle et à conseiller le commerce extérieur. Dans une profession où la différenciation ne s'établit que sous la solidarité du diplôme, la probité corporative ne rencontre sa meilleure expression que dans l'oubli du diplôme » (1).

* * *

LA SPECIALITE PHARMACEUTIQUE. — Aussi tolérant qu'ait été le régime sous lequel a progressé si rapidement la spécialité pharmaceutique, il restait toujours comme une épée de Damoclès suspendue sur la tête des chercheurs de nouveautés et d'améliorations médicinales. Il ne paralysait pas entièrement les initiatives, mais il en brisait l'essor et en retardait le plein épanouissement alors que le public, de plus en plus tourné vers les inventions scientifiques et les produits laborieusement perfectionnés dans les usines et les laboratoires en réclamait impérieusement, sous réserve d'un contrôle nécessaire, la libre et utile jouissance.

Par ailleurs, l'application plus généreuse et plus intelligente de la loi sur l'Assistance médicale gratuite et, avec elle, la lutte contre la souffrance et la maladie d'un tas de braves gens auxquels la fortune n'avait pas souri, devaient faire crouler le vieil édifice de Germinal que soutenaient encore de leurs piliers branlants les décrets désuets de 1810 et de 1850.

Une *Commission des spécialités pharmaceutiques* fut constituée par arrêté en date du 9 Avril 1925 du Ministre du Travail et de l'Hygiène et l'éminent professeur *Radais*, Doyen de la Faculté de Pharmacie de Paris, fut chargé de présenter un rapport sur la question des spécialités.

(1) André Narodetzki, Docteur en Pharmacie. « *Le Remède secret* », p. 185.

Ce rapport fit l'objet de la séance du 10 Février 1926.

Après avoir fait un lumineux historique du remède secret et commenté les prescriptions des deux décrets qui, avec la loi de Germinal, sont à sa base, celui du 18 Août 1810 et celui du 3 Mai 1850, M. le Doyen Radais faisait adopter ses conclusions dont le caractère juridique et pratique est sinon la condamnation du passé, tout au moins la présentation d'un nouvel ordre de choses répondant aux besoins de la société moderne.

Elles sont trop clairement rédigées et trop honnêtement conçues pour que nous ne les reproduisions pas intégralement. Les voici :

« En fait, ces deux réglementations se sont montrées inopérantes. La Commission prévue par le décret de 1810 a cessé depuis longtemps de fonctionner, et l'Académie de Médecine ne reçoit plus depuis longtemps les sollicitations de chercheurs que guiderait désormais le souci désintéressé de la santé publique ou l'espérance honorifique de voir un jour leurs formules figurer au Code médicamentarius.

La plupart d'entre eux sont mis en vente sous la seule dénomination qui leur est propre et qui constitue la marque du pharmacien qui les prépare en se réclamant de soins particuliers ou de méthodes spéciales.

Nés dans le laboratoire du pharmacien préparateur, ces médicaments, divisés à l'avance pour la délivrance au public sous le cachet du fabricant, ont essaimé en grand nombre dans le commerce pour être vendus dans toute officine ouverte au public sous la dénomination devenue courante et populaire de spécialités pharmaceutiques.

Beaucoup de ces médicaments ont une valeur thérapeutique hautement reconnue et jouissent de la faveur du code médical. Leur notoriété passe nos frontières et provoque un imposant commerce d'exportation dont la contre-partie se traduit par l'entrée en France de spécialités médicamenteuses étrangères ana-

logues. Une loi de douane récente a même réglé les conditions d'entrée de ces remèdes étrangers, sans les exonérer d'ailleurs de la proposition légale qui peut en frapper la vente, comme celle de leurs similaires français.

Il est donc apparu depuis longtemps que, pour permettre aux malades de bénéficier des perfectionnements mondiaux apportés à la préparation des remèdes, pour donner aux médecins les moyens de faire appel en connaissance de cause à des médications nouvelles, pour satisfaire enfin à l'intérêt légitime des inventeurs, on devait faire cesser l'ostracisme légal qui, frappant en France les spécialités pharmaceutiques, laisse néanmoins se développer, sous l'égide d'une indispensable tolérance de fait, des abus certains qu'un statut nouveau, mieux adapté aux besoins thérapeutiques modernes, pourrait réfréner sans nuire aux progrès des médications utiles.

Cette question a été, à maintes reprises, débattue dans les cercles médicaux et pharmaceutiques.

L'accord s'est fait sur l'obligation de faire figurer sur chaque échantillon mis en vente et indépendamment de la dénomination spéciale choisie par le fabricant pour désigner le remède, toutes indications propres à renseigner immédiatement sur sa composition tout médecin appelé à le prescrire.

Toutefois, cette mesure envisagée sous la forme de l'inscription sur l'étiquette de la formule intégrale susceptible, d'autre part, de faciliter des imitations serviles préjudiciables aux intérêts de l'inventeur, avait soulevé de graves et légitimes objections.

Ces objections tombent si l'inscription se réduit à l'énoncé du nom et de la dose des substances actives du remède qui s'offre dès lors au choix du médecin dans les conditions d'une prescription qu'il aurait lui-même formulées, en laissant au pharmacien, comme il est d'usage, le soin de préparer et d'associer ces substances suivant les règles de son art. C'est d'ailleurs sous cette forme que les spécialités étrangères visées par la loi de douane du 19 Avril 1923 sont admises à

l'entrée en France, et l'on comprendrait mal que les remèdes français fussent soumis à un régime intérieur différent.

Reste la question du contrôle auquel doit être soumis tout remède de vente licite, dans les conditions prévues par la loi du 25 Juin 1908 et par les règlements qui s'y rattachent.

Dans certains cas, l'addition de certains excipients aux substances actives gêne le dosage de ces substances et rend nécessaire la connaissance par les services d'analyse de la formule intégrale du médicament.

La question envisagée à ce point de vue au cours de l'élaboration du dernier projet de loi sur l'exercice de la pharmacie avait paru pouvoir se résoudre par un dépôt de formule complète auprès d'un organisme officiel chargé d'en assurer la garde et le secret, sauf vis-à-vis des laboratoires qualifiés pour en connaître.

La Faculté de Pharmacie, appelée à donner son avis sur ce projet, n'avait pas cru devoir y faire obstacle et s'y était ralliée ; sans méconnaître qu'un pareil service serait appelé à prendre une importance matérielle dont les frais seraient considérables et peut-être hors de proportion avec les avantages qu'on en pourrait attendre, votre rapporteur croit pouvoir ajouter que la responsabilité morale encourue par le directeur de ce service d'enregistrement, au regard de divulgations des secrets de fabrication, serait un fardeau assez lourd pour qu'il fût difficile de pourvoir à cette direction.

Il paraîtrait plus simple et aussi efficace de résoudre la question du contrôle par la mise en œuvre, adaptée à ce cas spécial, de la procédure en usage en matière de prélèvement où l'intéressé est invité à faire, sur la nature et la composition du produit prélevé, toute déclaration qu'il juge utile pour affirmer la sincérité des énonciations qui figurent dans la formule du médicament.

Il suffirait dès lors que, le nom et l'adresse du pharmacien préparateur figurant sur l'étiquette, ce fabricant fût admis, sur l'invitation qui lui en serait faite

par les autorités qualifiées, à fournir tout renseignement propre à faire la preuve de sa bonne foi.

Telles sont, Messieurs, les considérations générales qu'il a paru utile à votre rapporteur de développer, avant de vous soumettre un projet de décret propre à constituer un statut des remèdes nouveaux et utiles, mieux adapté aux besoins actuels que les régimes instaurés en 1810 et en 1850.

Ce projet répond, dans ses grandes lignes, aux principes qui viennent d'être exposés ; il vous appartient d'apporter à ce texte les amendements que votre expérience jugera nécessaire.

Le Rapporteur, Président de la Commission, signé :
Radais. »

*
**

Le remède secret était enfin défini et le *décret du 13 juillet 1926* ⁽¹⁾, sur *les médicaments préparés à l'avance en vue de la délivrance au public*, en a été, si j'ose dire, le fossoyeur.

Voici le texte de son article 1^{er} :

« Les médicaments simples ou composés, préparés à l'avance en vue de la délivrance au public, ne peuvent être considérés comme remèdes secrets lorsqu'ils portent inscrits sur les flacons, boîtes, paquets et emballages qui contiennent ou enveloppent les produits, le nom et la dose de chacune des substances actives entrant dans leur composition, ainsi que le nom et l'adresse du pharmacien qui prépare le médicament.

Sont qualifiées substances actives celles qui sont réputées posséder des propriétés médicamenteuses, ainsi que celles que le pharmacien préparateur déclare contribuer à l'efficacité curative ou préventive du produit.

Le nom de chaque substance active s'entend de sa dénomination scientifique usuelle, toute notation ou symboles chimiques ne pouvant intervenir que comme complément de dénomination, la dose de chaque substance active s'entendant de son poids par unité de prix indéterminée, soit de sa proportion centésimale pondérable dans la préparation. »

(1) Journal Officiel du 25 Juillet 1926.

Le décret du 13 juillet 1926 (1) donne à la fois satisfaction et confiance aux fabricants en les stimulant dans la recherche des médicaments nouveaux, aux pharmaciens détaillants qui entendent poursuivre honnêtement leur commerce en ne vendant que des produits licites et au Corps des Inspecteurs chargés de la police de la pharmacie en éclairant leur mission.

Il concilie à la fois la reconnaissance de la spécialité et l'interdiction du remède secret.

Qu'est-ce au fond qu'une *spécialité* ? C'est tout simplement un médicament, une préparation qui porte le nom de son inventeur ou de son fabricant, et que les autres pharmaciens n'ont pas le droit de préparer sous le même nom. Un tel produit offre de nombreux avantages : médicament préparé à l'avance, pouvant être transporté et conservé facilement, formule constante, nom plus facile à retenir que les symboles chimiques, prix fixe, etc... D'où la grande faveur dont il jouit et la course à l'invention, d'autant plus vive, qu'en fait, rien n'est plus facile de « créer » une spécialité. C'est la définition que lui donne mon excellent camarade et confrère *Stéphanou-Sépet*, Docteur en Pharmacie à Marseille (2).

Et *Narodetzki* d'ajouter : « Il est bien rare qu'un médicament soit entièrement nouveau, l'humanité est composée de plus de morts que de vivants et un médicament nouveau n'est le plus souvent que l'amélioration d'un médicament ancien : toute acquisition de la science retentit sur la thérapeutique primitive et mille incidences successives modifient de fond en comble la fabrication, qu'elle ait lieu d'après des données personnelles ou d'après les formulaires officiels dont la mission est pourtant de fixation. »

Le Congrès international des spécialités pharmaceutiques qui s'est tenu à Paris en 1900 a défini la spé-

(1) La Presse pharmaceutique a salué sa parution en d'intéressants articles : *Toraude* (R.S.P., Septembre 1926) ; *Bogelot*, Pharmacie française (Septembre 1926) ; *Union Pharmaceutique* (Octobre 1926) ; *André Narodetzki*, Revue des spécialités (Juin 1927).

(2) Thèse soutenue en 1932 à Marseille.

cialité en disant qu'elle est « la marque de fabrique elle-même » (1).

Il résulte donc du décret de 1926 que tout médicament préparé à l'avance en vue de la délivrance au public doit donner désormais *la formule, le nom et l'adresse du fabricant*. S'il n'y satisfait pas, le pharmacien, qui seul ici a le pouvoir de fabrication, encourra des amendes et pourra également être poursuivi en vertu de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes, à laquelle nous avons déjà fait allusion.

Nous avons dit qu'il était interdit aux pharmaciens de préparer des spécialités portant le même nom. En attendant que le principe de la *propriété scientifique* soit tranché, retenons la *formule juridique* de la *spécialité* donnée par le Tribunal de commerce de la Seine le 26 septembre 1903 et confirmée par la Cour d'appel de Paris le 15 décembre 1904 (2) : les médicaments ne deviennent des spécialités qu'à raison des soins apportés à leur fabrication ou de la qualité des matières premières employées à leur confection, mais surtout à cause de la notoriété de leur fabricant et de la réputation qu'il a su attacher à son nom ou à sa marque.

Mais ces recettes nouvelles sont-elles matière à propriété préventive ? L'article 7 du décret du 18 août 1810 mentionne que « tout individu » qui aura découvert un remède et voudra qu'il en soit fait usage en soumettra la recette à notre Ministre de l'Intérieur. »

D'autre part, la loi du 5 juillet 1844 sur les *brevets d'invention* indique : « Ne sont pas susceptibles d'être brevetés : 1° les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toute espèce, les dits objets demeureront soumis aux lois et règlements sur la matière et notamment au décret du 18 août 1810 relatif aux remèdes secrets... »

Les spécialités pharmaceutiques ne sont donc *pas brevetables*, mais elles peuvent être placées sous la protection d'une *marque de fabrique* (Cour cassation, Ch. Requêtes, 24 juin 1908) (3).

(1) Journal de Pharmacie d'Alsace-Lorraine (Mars 1934).

(2) D. 1905-2-362.

(3) G.P. 1908-2-267.

La *marque* est le mode de protection juridique approprié aux façons nouvelles de présentation, façons qui révèlent et certifient l'origine de fabrication. Elle est protégée pendant 15 ans à dater du dépôt au greffe du Tribunal de commerce et le monopole de son usage peut-être conservé sans limite, à charge de renouvellement de quinze ans en quinze ans avant l'expiration de la période en cours. (Loi du 23 Juin 1857 modifiée et complétée par celles des 3 Mai 1890 et 26 Juin 1920).

La *marque* peut consister soit dans un signe matériel, soit dans une dénomination considérée en elle-même indépendamment de sa présentation matérielle ; l'essentiel est que le signe ou la dénomination soit neuf, original, et n'ait point fait l'objet d'un dépôt ou plus exactement d'un usage extérieur ⁽¹⁾.

En d'autres termes, la *marque* est un moyen matériel de reconnaître l'origine de fabrication d'un produit en quelque nom et en quelque lieu qu'on trouve le produit.

Le dépôt régulièrement effectué d'une *marque de fabrique* n'est pas attributif de propriété ; une *marque* appartient à celui qui s'en est servi le *premier* ; il suffit qu'il y ait usage public et constant ; et la priorité peut s'établir par tous les moyens (Trib. civ. Cussey, 22 Avril 1931).

Rappelons que l'*usurpation*, la *concurrence illicite et déloyale*, l'imitation sont condamnables et que les *spécialités étrangères* sont soumises aux règles ordinaires de notre législation intérieure sur les produits pharmaceutiques. Relevons encore, pour terminer ce chapitre, les commentaires ci-après puisés dans la « *Législation et jurisprudence pharmaceutiques* » (Perreau 1920, page 120 :

Comme la propriété d'une *marque* ne dépend pas de l'usage qu'on en désire faire, quoique les personnes dépourvues de diplôme de pharmacien n'aient pas le

(1) Georges Renard. Le droit et la propriété pharmaceutique, page 113.

droit de débiter de médicaments, elles peuvent être propriétaires d'une marque destinée à certains remèdes, sauf à ne les faire fabriquer et vendre que par un pharmacien régulièrement gradué. C. C. Civ. 22 Mars 1864 et 6 Juillet 1909 ⁽¹⁾. Crim. 27 Mai 1898.

Conséquemment, et sous cette réserve, elles acquièrent valablement une telle *marque*, par exemple, dans une adjudication entre plusieurs héritiers de son ancien propriétaire (Civ. 6 Juillet 1909) et sont aptes à poursuivre l'usurpation de la marque leur appartenant (Crim. 27 Mai 1898), même si elles ont cédé l'exploitation à un pharmacien (Civ. 22 Mars 1864).

Mieux encore, la *marque* étant l'objet d'un *droit distinct* de celui qu'on a sur la chose où on l'applique, doit être protégée, même quand on l'appose sur des objets illicites. C'est pourquoi l'on doit la garantir, même quand elle est apposée sur des remèdes secrets (Cassation, 6 Juillet 1909) ⁽²⁾ ; Trib. com. Seine, 8 Décembre 1915 ⁽³⁾ ; Bordeaux, 27 Mars 1918 ⁽⁴⁾.

(1) *Gazette du Palais*, 1909-2-175.

(2) *Gazette du Palais*, 1909-2-175.

(3) *Journ. Trib. com.* 1917, page 155.

(4) *Gaz P.* 1918-1919.

CHAPITRE TROISIEME

Exploitation des Pharmacies

A) LE DIPLOME ET LE MONOPOLE. — C'est comme garantie de la santé publique que les lois régissant l'exercice de la Pharmacie (art. 25, loi germinal an XI ; article 2. Déclaration royale 25 Avril 1777 ; loi 30 Juin 1906) prescrivent que pour tenir une officine, il faut être Français, diplômé, et avoir vingt-cinq ans au moins.

La Pharmacie est confiée exclusivement aux « maîtres en pharmacie » aujourd'hui pharmaciens. La profession n'est pas libre. La pharmacie, a dit *M. Astruc* ⁽¹⁾, professeur à la Faculté de Montpellier, c'est à la fois « la sœur de la médecine et la fille du commerce, elle participe à la fois de la profession libérale et du négoce ». Son caractère est double : scientifique et commercial. C'est une carrière privée, certes, mais qui collabore en même temps au fonctionnement des services publics, santé, hygiène, assistance. C'est pourquoi l'Administration est en droit d'exiger du pharmacien des conditions spéciales de savoir, d'âge, de nationalité.

Le pharmacien a donc une grande responsabilité de droit commun, c'est ce qui explique le *monopole* qui a été créé en sa faveur, non pas dans son propre intérêt, mais dans l'intérêt public.

(1) Réunion corporative. C.N.P. 1922.

Dans un réquisitoire célèbre ⁽¹⁾ (4 Mars 1858), M. le Procureur général Dupin s'exprimait ainsi : « La loi (germinal an XI) protège le pharmacien contre les vendeurs de remèdes patents ou secrets, et même contre les médecins qui, empiétant sur l'officine du pharmacien, entreprendraient de fournir eux-mêmes des remèdes à leur malade, et c'est justice, car la loi oblige les pharmaciens à de longues études théoriques et pratiques, elle les assujettit à des examens, à des épreuves ; elle exige d'eux pour l'exercice de leur état, qu'ils tiennent une officine ouverte, garnie de substances médicales simples ou composées, avec l'aptitude à préparer tous les autres remèdes, ou selon la formule du Codex, ou selon les formules magistrales, dictées par le caprice et la volonté des médecins ; on leur impose des précautions sévères et une grande responsabilité pour la garde et le débit des substances vénéneuses ; enfin on assujettit leurs établissements à des visites annuelles et c'est à ces conditions qu'on leur assure la *monopole* de la vente des médicaments.

La jurisprudence entend par *médicament* toute substance d'origine animale, végétale ou minérale servant au soulagement, à la guérison ou à la préservation des maladies humaines. Sa destination est curative ou prophylactique. « Il n'appartient pas aux juges du fait d'affirmer les qualités curatives du produit, il leur suffit de constater que ce produit a été mis en vente en vue d'un emploi curatif » dit la Chambre criminelle à la Cour de Cassation dans un arrêt du 9 Mars 1923 ⁽²⁾.

Les pharmaciens ont seuls le droit de débiter les drogues simples au poids médicinal, de fabriquer et de débiter — quelque soit le poids — les préparations et compositions pharmaceutiques (loi du 21 germinal an XI, articles 25, 33 et 36) — (Cassation, 6 Janvier 1912) ⁽³⁾.

Les *drogues simples* se nomment ainsi de tout pro-

(1) Coutant. Précis de Législation de la Pharmacie.

(2) Bulletin de la Chambre Syndicale de la Seine 1923, page 165.

(3) Sirey 1913-1-60.

duit doué de propriétés médicamenteuses, employé à l'état brut et tel qu'il existe dans la nature ou après des opérations matérielles n'exigeant aucune connaissance pharmaceutique (acides, camphre raffiné par exemple) (1). Le commerce en gros des drogues simples au poids du commerce est ouvert aux épiciers et droguistes (art. 6 Déclaration royale de 1777 et art. 25 et 33 loi germinal). La vente de toutes autres drogues leur est interdite.

Les *préparations pharmaceutiques* sont des remèdes comprenant tous produits pharmaceutiques qui ne sont pas utilisés à l'état brut ou après des opérations purement industrielles, les préparations pharmaceutiques sont obtenues par des manipulations propres à l'art du pharmacien.

(C. Cass. Crim. 1^{er} Juin 1911) (2).

Quant aux *compositions pharmaceutiques*, la jurisprudence affecte leur nom aux combinaisons et dosages de corps simples susceptibles d'en altérer la substance pour en faire un médicament (Crim. 3 Avril 1862).

Les garanties qu'offrent les pharmaciens leur font réserver la vente des *sérums*, celle de certains *toxiques*, même à d'autres titres que celui des remèdes, celle des médicaments employés pour l'usage externe non seulement par voie d'injections, mais par frottement ou contact prolongé ; elles font déroger en leur faveur à la réglementation des *eaux minérales*.

Le monopole des pharmaciens s'étend à la fabrication et à la vente en vue de l'*exportation*.

(Paris, 3 Juillet 1913 (3). (C. C. Crim. 26 Avril 1914 (4).

*
**

(1) Dalloz, pratique de médecine et de pharmacie, n° 117.

(2) Sirey, 1913-1-341.

(3) Sirey, 1913-2 sup.-55.

(4) D.P. 1914, page 56.

Serait poursuivi pour *exercice illégal de la pharmacie* le non diplômé qui aurait préparé et fait vendre à son bénéfice un médicament.

La Cour de Paris, le 9 Avril 1932 (1), a prononcé l'arrêt ci-après :

« Considérant que R. n'est pourvu d'aucun diplôme lui permettant d'exercer la profession de pharmacien ;

Considérant qu'il est établi et reconnu par R., que jusqu'en 1929 tout au moins, il a préparé à son domicile à Chelles, le remède dénommé par lui *spécifique* R, qu'il n'est pas établi qu'il ait lui-même vendu et débité ce médicament, mais qu'il a fait vendre et débiter ce médicament à son bénéfice par un pharmacien ; qu'il a ainsi contrevenu aux prescriptions de l'article 25 de la loi du 21 germinal an XI qui interdisent aux non-diplômés de préparer aucun médicament ;

Que G. reconnaît s'être rendu complice de ce débit, en faisant croire faussement qu'il était le préparateur de ce médicament et en couvrant de son titre de pharmacien la faute commise par R.,

En ce qui concerne la demande en dommages-intérêts formée par le Syndicat des pharmaciens de Seine-et-Marne contre R... G...,

...Considérant que les pharmaciens composant ce groupement ont subi un préjudice matériel du fait que ce médicament, préparé par un non-pharmacien a été vendu dans le département de Seine-et-Marne au profit de ce non-pharmacien, que l'ensemble des pharmaciens syndiqués a également éprouvé un dommage moral par le fait que R., ne possédant aucune connaissance spéciale a pratiqué dans ce département l'exercice de la profession de pharmacien dans des conditions préjudiciables à son bon renom ; que G.. a contribué à causer ce dommage en agissant de complicité avec R...,

La Cour a condamné R... et G..., solidairement à payer au Syndicat 5.000 fr. à titre de dommages-intérêts.

* *
* *

(1) Bulletin de l'Association générale des syndicats pharmaceutiques de France (31 Août 1932).

Le fait de vendre des médicaments sans être diplômé, même si ces médicaments ont été préparés par des pharmaciens et qu'ils ne sont destinés qu'à des pharmaciens, constitue le *délit d'exercice illégal de la pharmacie* (gros et détail) — (Paris, 15 Novembre 1902 et 30 Mars 1906) (1).

Un arrêt du 9 Octobre 1924 de la Cour de Cassation décide : « Quoique l'article 33 de la loi de Germinal ne parle que des épiciers et droguistes, il n'en est pas moins applicable à tous les individus qui vendent des compositions ou préparations pharmaceutiques, tels que les laboratoires ou autres marchands ».

COURTAGE. — Par suite, les *Commissionnaires en spécialités* qui ne se contentent pas de travailler à la commission mais qui achètent pour revendre doivent être pourvus du diplôme de pharmacien.

* *

COLPORTAGE. — Est licite la livraison à domicile des médicaments commandés d'avance dans une pharmacie ou prescrits sur ordonnance médicale.

Aux termes de l'article 36 de la loi du 21 Germinal an XI « tout débit au poids médicinal, toute distribution de drogues et préparations médicamenteuses » est prohibé « sur des théâtres ou étalages, dans les places publiques, foires et marchés ».

L'article unique de la loi du 29 Pluviose an XIII complétant l'article 36 a prévu pour les contrevenants une amende de 25 à 600 francs et, en cas de récidive, une détention de 3 jours au moins, à 10 jours au plus.

Se basant sur la prohibition de toute distribution sur la voie publique, des procès ont été engagés en vue d'obtenir l'interdiction de la livraison à domicile.

Mais la jurisprudence n'a pas suivi les poursuites, car l'article 36 constitue une disposition pénale dont le texte doit être interprété dans son sens le plus étroit.

(1) *La Loi*, 2 Avril 1906.

C'est ainsi qu'il a été jugé par le Tribunal correctionnel de Dijon (28 Mai 1910) et, en appel, par la Cour de cette ville (arrêt du 16 Décembre 1910) ⁽¹⁾ qu'un employé qui reçoit les commandes et qui remet ensuite les remèdes exécutés à la pharmacie de son patron à des personnes déterminées, ne se rend pas coupable d'exercice illégal de la pharmacie.

Pour qu'il y ait exercice illégal, il faut que des médicaments soient vendus sans être commandés d'avance, « qu'il y ait remise immédiate de la marchandise à tout acheteur qui en offre le prix ».

En d'autres termes, il faut que l'on se trouve en présence d'une véritable *pharmacie ambulante* dont le fonctionnement est d'autant plus irrégulier que l'employé qui l'exploite est un non diplômé.

Déjà la jurisprudence avait été fixée dans le sens de l'arrêt de Dijon (arrêts de la Cour de Cassation, Ch. Crim. 5 Juillet 1900) ⁽²⁾, alors que la poursuite se basait non pas sur l'article 36 de la loi de Germinal qui proscriit la vente des médicaments sur la voie publique, mais sur la violation de l'article 25 de la même loi, relatif à la vente et au débit des remèdes médicaux en dehors de l'officine.

Dans le même sens également, un arrêt de la Cour de Nancy (11 Mai 1892) ⁽³⁾.

Dans une étude très complète sur la question qu'il a bien voulu nous communiquer, M. le Doyen Seyot, professeur à la Faculté de Pharmacie de Nancy, a mis en relief les conséquences du *racolage* de la clientèle à domicile « qui va faire disparaître un grand nombre d'officines et enlever à la Pharmacie ce rôle d'es-pèce de tuteur moral et scientifique qu'elle a toujours joué vis-à-vis de la médecine ». Son exposé envisage le vote d'une loi tendant à limiter « les méfaits du colportage » ⁽⁴⁾.

* *

(1) Gazette du Palais 1911-1-184. Dalloz 1912-2-205.

(2) Dalloz 1901-1-53.

(3) Dalloz 1892-2-615.

(4) Bulletin de l'Association des anciens étudiants de la Faculté de Pharmacie de Nancy, 1933-1934, page 24.

Au cours du Congrès de l'Union nationale des pharmaciens de France qui a eu lieu à Nice du 30 Mars au 4 Avril 1934, M. Albert Blanc, secrétaire général, a présenté un intéressant rapport sur le colportage ⁽¹⁾.

M. Blanc conclut à la limitation des abus de cette pratique par une réorganisation de l'Inspection des pharmacies et à leur suppression par le vote d'une loi introduisant dans la législation pharmaceutique de la métropole, les dispositions en vigueur dans les colonies, lesquelles interdisent le colportage des médicaments dans l'intérêt même des populations.

*
**

PROPHARMACIE. — Signalons qu'aux termes de la loi de Germinal an XI, art. 27, les *médecins* établis dans les bourgs, villages ou communes où il *n'y aurait pas de pharmaciens* ayant officine ouverte, peuvent fournir des médicaments simples ou composés aux personnes près desquelles ils *seront appelés* mais sans avoir le droit de tenir officine ouverte.

Ce texte est exceptionnel et doit être interprété restrictivement. En dehors de ce cas, le médecin n'a jamais, ni par aucun moyen, le droit de s'ingérer dans la pharmacie. Les actes isolés d'immixtion seront aussi répréhensibles qu'une immixtion habituelle, soit que le médecin vende lui-même, soit qu'il vende par l'intermédiaire d'autrui. (Paris, 18 Sept. 1851) ⁽²⁾.

Exception serait faite sur le cas d'urgence (C. Cassation, 4 Mars 1858 ⁽³⁾).

*
**

B) L'INDIVISIBILITE DE LA PROPRIETE ET DE LA GERANCE

La fabrication, la vente et le débit des médicaments ne peuvent se faire que par les pharmaciens,

(1) La Gazette des Pharmaciens (25 Mai 1934).

(2) D.P. 1854-2-192.

(3) Médicus, 1922, page 576.

lesquels ne pourront avoir laboratoire et officine que tant qu'ils posséderont et excerceront personnellement leurs charges (art. 2 de la Déclaration royale de 1777).

De sorte que pour avoir une officine, il faut être à la fois propriétaire du fonds et muni du diplôme de pharmacien. La Cour de cassation, en des arrêts fondamentaux (arrêt Ratel, 23 Juin 1859 ⁽¹⁾ ; arrêt Raspail, 23 Août 1860 ⁽²⁾ ; arrêt 31 Mai 1862 ⁽³⁾ ; arrêt 8 Avril 1864 ⁽⁴⁾ ; arrêt Allemand et consorts, 22 Avril 1880 ; arrêts 22 Avril 1881 ⁽⁵⁾ ; 23 Mai 1905 ⁽⁶⁾ ; 21 Juin 1898 ⁽⁷⁾ réserve aux seuls pharmaciens (diplômés) l'exploitation technique et la gestion commerciale des affaires, afin de tenir en éveil, dans l'intérêt des malades, le sentiment de la responsabilité personnelle chez le pharmacien.

Pour qu'il y ait officine pharmaceutique, il est indispensable de se trouver en présence d'un local contenant un *dépôt* de médicaments destinés au *débit au public* (C. cassation ch. crim. 7 Nov. 1889 ⁽⁸⁾ ; rien n'empêche un particulier d'être propriétaire d'une réserve de produits pharmaceutiques, du moment qu'il *n'y a pas débit* (C. C. Ch. civ. 6 Juillet 1909).

M. Perreau ⁽⁹⁾, professeur à la Faculté de droit de Toulouse, explique ainsi qu'il suit les raisons de l'indissolubilité de la gestion technique et commerciale et de la propriété.

« La gestion commerciale d'une officine est la partie de l'exploitation comprenant les actes qui ne supposent pas une instruction scientifique spéciale, mais seulement les connaissances ordinaires de tous les commerçants, par exemple, commander et payer aux fournisseurs les matières premières, acheter ou louer

(1) Dalloz, périodique, 1859-1-288.

(2) Dalloz, périodique, 60-1-419.

(3) Dalloz, périodique, 63-1-493.

(4) Dalloz, périodique, 64-1-395.

(5) Dalloz, périodique, 81-1-354.

(6) Dalloz, périodique, 1906-1-275.

(7) Dalloz, périodique, 99-1-71.

(8) Sirey, 1891-1-556.

(9) Traité de « Législation et jurisprudence pharmaceutiques ».

local et matériel nécessaires ; livrer les commandes aux clients et en percevoir le prix, tenir la comptabilité pécuniaire et celle des approvisionnements, faire de la publicité réclame pour l'officine et ses produits, etc....

La question technique englobe tous les actes professionnels qui exigent des connaissances pharmaceutiques, notamment la vérification de la nature et de l'état des matières premières à l'arrivée, la surveillance de leur état de conservation en magasin, le choix et la préparation des médicaments demandés par des clients, etc...

Théoriquement, on concevait à la rigueur que les opérations du premier groupe, à l'inverse des autres, n'émanent pas d'un pharmacien diplômé, ou que celles du second soient confiées par le propriétaire de l'officine, à un simple préposé salarié par lui, d'ailleurs régulièrement diplômé. Peut-être penserait-on trouver dans de tels errements, l'avantage d'enlever au pharmacien toutes les préoccupations purement pécuniaires, qu'on le soupçonne parfois d'écouter de préférence au strict devoir professionnel ? Mais une pareille séparation d'intérêts risquerait d'avoir l'inconvénient fâcheux soit d'atténuer, chez le gérant technique, l'initiative ou la prudence que seul donne le sentiment de la propriété, soit de laisser le gérant commercial, ne s'inspirant que d'intérêts pécuniaires, transformer la pharmacie en un négoce des plus vulgaires. Dans l'ordre naturel des choses, ce résultat serait autrement probable et sérieux que l'avantage hypothétique mentionné plus haut.

Afin que la loi procure au public son maximum de garantie, en exigeant un diplôme spécial pour exercer la pharmacie, la jurisprudence exige ce diplôme pour tous les actes aussi bien commerciaux que techniques rentrant dans l'exercice de cette profession et la qualité de propriétaire de l'officine de celui qui l'exploite. »

c) SOCIÉTÉS ET CONVENTIONS ILLICITES

Malgré ce principe absolu, défini par la Déclaration de 1777 (art. 2), que nul ne peut tenir une officine de pharmacien s'il n'est propriétaire du fonds, muni du diplôme de pharmacien et exerçant personnellement sa charge, des *combinaisons* diverses ont lieu pour tourner la loi et essayer d'adapter l'exercice de la pharmacie non pas à un commerce dont la législation est spéciale, c'est-à-dire de droit étroit, mais au négoce en général, ce qui est illicite.

Ce sont des sociétés dont l'objet, a dit *Pic* (soc. com.), sans pouvoir être taxé d'immoral est néanmoins prohibé par un texte de loi formel ; ce sont celles qui sont constituées en violation des prescriptions légales ou réglementaires imposées pour l'exercice de certaines professions.

Pour l'exercice de la pharmacie, la règle de l'indis-solubilité de la propriété et de la gérance par un diplômé est absolue ; elle constitue le régime juridique, qu'il s'agisse de vente en gros ou au détail, de vente à l'intérieur de la France ou à l'étranger.

Mais les Tribunaux veillent. Confuse et un peu hésitante sur ce point pendant quelque temps, leur jurisprudence est à présent impressionnante par son unité. L'arrêt de la Cour de Paris du 29 Décembre 1893, dont nous reproduisons plus loin la formule, n'a fait que l'affermir.

C'est ainsi qu'il a été jugé qu'une personne *non pharmacien* ne peut posséder une officine, même en en confiant la gestion à un *pharmacien diplômé* — qui servirait de prête-nom — (Cour Cassation 23 Juin 1859 (1), 23 Août 1862 (2), 24 Octobre 1889, Cas. Req. 21 Juin 1898). C. C. Ch. Crim. 9 Février 1905 (3).

(1) Dalloz, 1859, page 1.289.

(2) Dalloz, 1862, page 1.493.

(3) Bulletin de la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation 1905. N° 64, page 99.

Le 11 Décembre 1895, le Tribunal de Commerce de Nantes (1) a statué en ces termes :

« Attendu... que l'article 25 de la loi de Germinal, qui porte que nul ne pourra ouvrir une officine de pharmacie, préparer ou vendre des médicaments s'il n'a pas été reçu, ne peut avoir d'autre sens que d'exiger que le propriétaire de la pharmacie soit muni d'un diplôme ;

« Qu'il faut dire, en conséquence, que la loi a entendu prohiber toute exploitation d'une officine de pharmacie, par une société formée par un diplômé et un non diplômé ; qu'en effet l'ouverture d'une officine n'est pas seulement le fait de celui qui la gère, mais bien de tous ceux qui ont un droit de propriété dans cette officine et qui en partagent les bénéfices ;

Attendu que si le dédoublement de la propriété et de la gestion peut, dans certains cas, n'offrir aucun inconvénient, il en est d'autres où ce mode est des plus dangereux ; que la loi a voulu l'interdire d'une façon absolue plutôt que de laisser la possibilité de graves abus se glisser à la faveur d'une appréciation facultative accordée aux tribunaux ; que la jurisprudence décide donc, d'accord avec la loi, que, dans toutes les combinaisons où le pharmacien n'est pas plein propriétaire de l'affaire, l'individu non diplômé qui se réserve une part quelconque est en contravention ;

Que, par suite, il faut dire que la Société en commandite ne doit pas être considérée comme légale et répondant aux exigences d'une loi spéciale visant la sécurité de la santé publique ; que cette forme de société, comme les autres, doit être déclarée nulle ; en tant que constituée pour l'exploitation d'une officine de pharmacie entre un diplômé et un non-diplômé, bien que la gérance eût été exclusivement réservée au pharmacien muni de son diplôme.

*
* *

Par ailleurs, le Tribunal de commerce de Rennes (2), dans un jugement en date du 23 Avril 1897, a émis les considérants suivants qui confirment en tous points la jurisprudence en la matière :

« Attendu... qu'aux termes des articles 1 et 2 de la dé-

(1) Dalloz, 1897-2-170.

(2) Sirey 1898.

claration royale du 25 avril 1777, confirmée par l'article 25 de la loi du 21 germinal an XI, les pharmaciens doivent posséder et exercer personnellement leurs charges, que ces deux textes sont encore en vigueur et régissent actuellement encore la profession de pharmacien. »

« Attendu que, dans ces conditions, il faut dire comme l'a fait la Cour de Paris, dans son arrêt du 29 décembre 1893, que l'intérêt de la Santé publique s'oppose à toutes les combinaisons — quels qu'en soient le titre et la forme — dans lesquelles le pharmacien diplômé ne serait pas *le maître absolu de l'officine*, non seulement au point de vue technique, mais encore au point de vue financier et commercial. d'où sa liberté d'action pourrait être entravée dans une mesure quelconque par une intervention intéressée... Déclare nul l'acte d'association dont s'agit. »

*
* *

Un arrêt de la Cour de Paris du 23 Juin 1898 ⁽¹⁾, confirmant un jugement du Tribunal de commerce du 1^{er} Mars 1897, a décidé qu'un pharmacien ne peut faire apport de son officine à une société en commandite « puisqu'il transférerait à cette société la propriété d'un fonds qu'il ne doit pas aliéner, pour pouvoir continuer l'exercice de sa profession ».

Le même arrêt ajoute qu'il n'y a pas lieu de distinguer suivant qu'il s'agit de la *vente en gros* ou en *détail* des produits pharmaceutiques. Dans le même sens, un arrêt de Cassation du 11 Janvier 1915 ⁽²⁾.

*
* *

Serait *nulle* la convention ayant pour objet la vente au détail de produits pharmaceutiques qui serait gérée à la fois par un associé pharmacien diplômé (chargé de la partie technique) et par un autre associé non diplômé (chargé de la partie commerciale et financière de l'entreprise).

⁽¹⁾ Crinon. Répertoire de Pharmacie 1897, page 168 et G.P. 1898-2-548.

⁽²⁾ D.P. 1915-1-62.

Ainsi jugé une *société de commandite* réservant la direction technique à un pharmacien et déléguant l'exploitation commerciale et financière à un non-diplômé. (Trib. Com. Seine, 30 Juin 1894).

*
* *

Est interdite la *convention* passée entre un pharmacien et un profane pour qu'il fasse de la *publicité* en faveur d'un remède, moyennant un dividende sur les *bénéfices à réaliser* (Paris, 6 Avril 1906 ⁽¹⁾) (Trib. Com. Seine, 11 avril 1905 ⁽²⁾) ; C. Cassation Crim. 7 nov. 89). Au sujet de la publicité, mentionnons que l'abus plus ou moins scandaleux qui pourrait être fait des réclames pharmaceutiques tombe sous l'application des règles générales de droit commun. Les auteurs pourraient être poursuivis pour escroqueries lorsqu'à l'appui d'allégations mensongères, ils auraient usé de manœuvres frauduleuses de nature à faire croire à une guérison absolument imaginaire (art. 405 C. pénal).

*
* *

Dans un arrêt du 19 mai 1929, que nous reproduisons ci-après, en raison de son importance, la Cour d'appel d'Angers ⁽³⁾, en audience solennelle, c'est-à-dire deux chambres réunies après renvoi de Cassation, a condamné à la fois le *remède secret*, le *contrat* entre diplômés et non diplômés, et la *Société en commandite* pour l'exploitation d'une *marque* :

Vu le jugement du Tribunal de commerce de Paimpol du 21 juin 1923 ;

Vu l'arrêt confirmatif de la Cour de Rennes du 11 mars 1924 ;

Vu l'arrêt de la Cour de cassation du 22 novembre 1927, cassant et annulant l'arrêt de la Cour de Rennes et renvoyant la cause et les parties devant la Cour d'Angers ;

(1) D.P. 1907, 907-2-117.

(2) Gazette du Palais, 1905-2-105.

(3) Bulletin des S.P. (Décembre 1929).

Attendu que Philippe, pharmacien à Paimpol d'une part. Gouet et consorts, non diplômés, d'autre part, ont formé une société, dite d'études, en vue de la constitution ultérieure d'une Société définitive pour l'exploitation d'un produit pharmaceutique dénommé « Asthmosine » ;

Attendu que, lorsque la société provisoire a pris fin, Philippe s'est refusé à participer à la constitution de la société définitive, motif pris de ce que, s'agissant de la vente d'un remède secret, cette société serait nulle ;

Attendu qu'après une mise en demeure restée sans résultat, Gouet et consorts ont assigné Philippe devant le Tribunal de commerce de Paimpol : 1° en liquidation de la société d'études par acte du 15 novembre 1920 ; 2° en constitution d'une société définitive d'exploitation du produit pharmaceutique « Asthmosine » ou tout au moins de la marque « Asthmosine » ; 3° pour s'entendre faire défense de vendre tous produits sous la marque « Asthmosine » ; 4° pour s'entendre condamner en dommages-intérêts ;

Attendu que la prétention des appelants n'est pas fondée ; que si dans la société en commandite, toutes les opérations sont laissées à l'initiative du gérant ; celui-ci n'en reste pas soumis au contrôle de ses commanditaires ; il a toujours des obligations envers eux et dès lors le but cherché n'est pas atteint ; il n'a plus l'indépendance absolue nécessaire pour que sa responsabilité reste entière ; que dès lors, il y a lieu de considérer comme illicite l'exploitation d'un produit pharmaceutique alors même qu'elle est assurée par une société en commandite, dont le gérant seulement est pharmacien, la liberté d'action du gérant ne restant pas entière et pouvant être entravée dans une mesure quelconque par une intervention intéressée ; qu'il y a d'autant plus de raison d'en décider ainsi en l'espèce, que les statuts de la société projetée contiennent un article 15 qui stipule la constitution d'une commission de deux membres pris parmi les associés commanditaires non diplômés, qui auront un droit de contrôle non seulement sur les comptes et les opérations de caisse, mais encore sur la marche des affaires en général ;

Attendu par conséquent, qu'à quelque point de vue que l'on se place, les conclusions de Gouet et consorts tendant à contraindre Philippe à exploiter avec eux le produit « Asthmosine » et à le faire condamner à des dommages-intérêts pour inexécution d'une convention nulle et non avenue doivent être rejetées comme mal fondées ;

Attendu que l'argumentation subsidiaire des appelants au point de vue de la marque n'est pas plus opérante ; et qu'en admettant que la marque puisse être distinguée du produit, il n'en reste pas moins que la propriété de la marque ne concède pas à son propriétaire non pharmacien la capacité de fabriquer le produit et de le vendre ; que prétendre cette conséquence serait encore de violer la loi de germinal an XI et vouloir tirer effet juridique d'un contrat reposant sur une cause illicite ;

Attendu, au surplus, que la société provisoire d'études n'a eu nullement pour but et pour objet l'exploitation d'une marque, mais bien celle d'un produit, lequel a été présenté au public sous le nom et la marque « Asthmosine » ;

Attendu que, d'après les stipulations de l'acte du 15 novembre 1920, la marque constitue l'un des apports de Philippe, « apport affecté, dit l'acte, à la garantie de la société civile formée ce jour et de la société commerciale qui en sera la suite » ;

Attendu que la marque n'a donc été considérée que comme l'accessoire nécessaire du produit et comme s'incorporant en quelque sorte avec lui ;

Attendu que l'accessoire doit suivre le sort du principal, c'est-à-dire que la marque doit être restituée à Philippe qui n'en a été dessaisi par aucune convention licite ;

En ce qui concerne la demande en liquidation de la société provisoire d'études ;

Attendu que cette demande n'a jamais été contestée par Philippe ;

Attendu que l'acte du 15 novembre 1920, bien que radicalement nul comme envisageant même provisoirement les conditions d'exploitation pour quelques mots de l'« Asthmosine » dans le but d'étudier l'affaire et en vue de la formation ultérieure « d'une société commerciale par actions », constatait cependant que Philippe, d'une part, apportait à la société d'études son produit et ses marques et que Gouet et consorts d'autre part, s'engageaient à apporter différentes sommes qui ont atteint 9.250 francs, et pour les parties appelantes 3.750 francs ;

Attendu que la nullité de la société dite d'études n'empêche pas que, jusqu'au moment où cette nullité a été invoquée, il y a eu entre les associés des rapports de faits qui doivent se régler par le partage équitable de l'actif ou du passif résultant des opérations qui ont été faites en commun ;

Attendu qu'à bon droit les premiers juges ont ordonné la liquidation de cette communauté de fait qui doit être réputée avoir continué jusqu'au 22 janvier 1923, date à laquelle les parties se sont adressées à la justice pour faire décider si la convention de 1920 était ou non valable et si elles se trouvaient liées par les liens d'une société véritable ou bien s'il n'avait existé entre celles-ci qu'une simple communauté de fait ;

Attendu qu'en ce qui concerne les conditions de la liquidation elle-même, il est de jurisprudence que l'on ne saurait comprendre dans la masse active provenant de la communauté d'intérêts créée par un simple fonctionnement de fait, les apports qui résultent de stipulations dont la nullité est absolue :

Attendu que le liquidateur devra donc, tout d'abord, restituer aux parties leurs apports, c'est-à-dire à Philippe le produit pharmaceutique et la marque ; à Gouet et consorts les sommes par eux versées à la communauté susvisée ; qu'il établira ensuite l'actif et le passif et répartira la perte ou le bénéfice suivant les indications de l'acte du 15 novembre 1920, soit 50 % pour Philippe ; 50 % pour Gouet et consorts ; qu'il répartira dans la même proportion les frais de liquidation ;

Sur la défense à faire à Philippe de vendre tous produits sous la marque « Asthmosiné » ;

Attendu qu'aucune convention licite n'a dessaisi Philippe de son produit l' « Asthmosine » et de sa marque ; qu'il en est toujours resté propriétaire et en a gardé la libre disposition ; que Gouet et consorts sont sans qualité pour lui faire défense de les exploiter ;

Sur la demande reconventionnelle ;

Attendu que c'est à tort que le Tribunal de Paimpol a prononcé la nullité de la location d'un magasin sis à Paimpol, rue de l'Inscription Maritime, ladite location consentie par Gouet et Philippe agissant au nom de la société provisoire, pour un loyer annuel de 800 frs ;

Attendu que le motif énoncé au jugement est que cette location envisagée uniquement pour les besoins de la société d'études a, elle aussi, une cause illicite ;

Attendu que les premiers juges ont confondu la cause et le motif de l'obligation de Philippe ; que la cause (*causa proxima*) d'une obligation conventionnelle, c'est la raison immédiate, directe, toujours la même dans un contrat déter-

miné qui a poussé le débiteur à s'obliger, étant donné qu'il a conclu tel contrat plutôt que tel autre ; que le motif, au contraire (*causa remota*), c'est le mobile personnel à chaque individu, variable avec chaque contractant, qui a inspiré au débiteur le désir de s'obliger ;

Attendu que la cause est un élément essentiel de l'obligation si bien que l'obligation sans cause, sur fausse cause, ou sur cause immorale, est nulle, tandis que les tribunaux n'ont pas à se préoccuper du motif qui a porté la partie à contracter, qu'en l'espèce la cause de l'obligation de Philippe de payer un loyer est l'obligation corrélative contractée par Gouet de faire jouir Philippe et la société d'études d'un magasin ; qu'il importe peu que le motif qui a déterminé Philippe et la société d'études à louer ait été la préparation d'un remède secret ; que si le motif de la location est illite ; par contre la cause de l'obligation contractée par Philippe et la société d'études est licite ; que le but poursuivi importe peu pour la validité de ladite obligation ;

Attendu que la location étant valable, le loyer du magasin est dû pendant toute la durée de l'occupation dudit local, que le liquidateur aura à rechercher pendant combien de temps a duré l'occupation du magasin et à porter au passif de la communauté d'intérêts à liquider les loyers afférents à cette occupation. Sur les dépens ;

Attendu que les parties succombent l'une et l'autre sur partie de leurs prétentions respectives ;

Attendu d'autre part, que la nullité de la convention du 15 novembre 1920, nullité qui rend nécessaire la liquidation qui va être ordonnée, est la conséquence d'une faute commune des parties contractantes ; qu'il convient, dès lors, de décider que les frais de ces procès, c'est-à-dire les frais de première instance, les frais de procédure exposés devant la Cour de Rennes jusque et non compris les frais de l'arrêt cassé, enfin les frais exposés devant la Cour d'Angers seront employés en frais privilégiés de liquidation ;

Par ces motifs ;

Dit et juge que le produit pharmaceutique dénommé l' « Asthmosine » est un remède secret ; en conséquence dit nuls et de nul effet, comme contraires à la loi toute convention et tout projet prétendus par Gouet et consorts pour l'exploitation de l' « Asthmosine » et de sa marque ;

Dit que Philippe n'avait ni l'obligation ni le pouvoir de faire cesser le caractère secret de l' « Asthmosine » ;

En tous cas, dit nulle et illicite l'association pour la vente d'un produit pharmaceutique dont Gouet et consorts demandent la réalisation, les associés pharmaciens s'étant réservé un droit de contrôle tant sur les comptes et opérations de caisse que sur la marche des affaires en général.

Dit et juge que, suivant la convention du 15 novembre 1920, les parties n'ont jamais eu l'intention d'exploiter séparément la marque ; que celle-ci n'a été considérée par elles que comme l'accessoire nécessaire du produit ; que l'accessoire doit suivre le sort du principal ; en conséquence dit que Gouet et consorts n'ont pas plus de droit sur la marque que sur le produit ; dit que Philippe est propriétaire de son produit et de sa marque et en a la libre disposition ;

Déclare Gouet et consorts mal fondés en leurs diverses demandes en dommages-intérêts, les en déboute ;

Ordonne la liquidation de la communauté d'intérêts ayant existé entre les parties du 15 novembre 1920 au 22 janvier 1923, date de l'assignation introductive d'instance ; commet M. Charles Servald, expert-comptable, pour procéder à ladite liquidation ;

Dit et juge que l'on ne saurait comprendre dans la masse active provenant de la communauté d'intérêts créée par un simple fonctionnement de fait les apports qui résultent de stipulations dont la nullité est absolue ;

En conséquence, dit que le liquidateur devra : 1° restituer aux parties leurs apports, c'est-à-dire à Philippe le produit pharmaceutique et sa marque ; à Gouet et consorts les sommes par eux versées à la communauté susvisée ; 2° procéder à l'examen de la comptabilité et faire, s'il y a lieu, tous redressements de comptes ; 3° établir l'actif et le passif ; 4° répartir la perte ou le bénéfice suivant la convention du 15 novembre 1920, c'est-à-dire à raison de 50 % pour Philippe, 50 % pour Gouet et consorts au prorata de leurs apports ; répartir dans les mêmes proportions les frais de liquidation ;

Déclare Philippe mal fondé en sa demande conventionnel, l'en déboute ;

Dit et juge que la location du magasin ayant eu une cause licite, le liquidateur aura à rechercher pendant combien de temps a duré l'occupation dudit magasin à porter au passif de la communauté d'intérêts à liquider les loyers afférents à cette occupation ;

Déclare les parties respectivement mal fondées en tou-

tes leurs demandes, fins et conclusions contraires aux motifs et dispositif du présent arrêt, les en déboute ;

.....

On remarquera que sur la question du remède secret, l'arrêt de la cour d'Angers n'a qu'un intérêt rétrospectif attendu que depuis la date de la passation de l'acte (15 nov. 1920) est intervenu le décret du 13 juillet 1926 sur les spécialités. Mais sur les deux autres points, il est à retenir.

D'une part, il confirme que la jurisprudence s'oppose à « *toutes les combinaisons, quels qu'en soient le titre et les formes, dans lesquelles le pharmacien ne serait pas le maître absolu de l'officine, non seulement au point de vue technique, mais encore au point de vue financier et dans lesquelles sa liberté d'action pourrait être entravée dans une mesure quelconque par une intervention étrangère.* » Illicéité d'une association de diplômés et de non-diplômés (Cour Paris, arrêt célèbre du 29 décembre 1893).

D'autre part, une société n'est licite ni pour l'ouverture d'une officine, ni pour la vente d'un *médicament* du moment où il entre dans la combinaison, ne fût-ce qu'un seul associé non diplômé ; la loi de germinal l'a précisé : préparer, vendre ou débiter *aucun médicament*. Les traités que fait avec autrui une société ainsi irrégulièrement formée sont également nuls (Ch. Requêtes 23 mai 1905 (1)).

* *

Il y a une différence à faire entre la propriété et l'*exploitation d'une marque*. Un non-diplômé peut être propriétaire d'une *marque de fabrique* (Tribunal Seine, 2 juin 1930), mais il ne peut l'exploiter lui-même : « La marque restera inerte entre ses mains », exprime l'arrêt.

Mais l'inventeur de la marque est libre de la concéder à un pharmacien qui, lui, pourra la mettre dans

(1) Sirey, 1906-1-275.

le commerce et en assurer le débit au public (Lyon 10 Février 1910) ⁽¹⁾, (Nîmes 21 Novembre 1904) ⁽²⁾ (C.C. Civ. 6 Juillet 1909) ⁽³⁾.

La propriété d'une spécialité peut, à titre de valeur patrimoniale, légitimement appartenir et être cédée à des personnes non munies du diplôme de pharmacien. (C.C. Civ. 6 Juillet 1909), (D.P. 1911-1-147).

*
**

Un pharmacien n'a pas la faculté de posséder *deux officines* à la fois, car il n'a ni la possibilité matérielle de les diriger effectivement lui-même, ni le moyen légal d'en confier la gestion à l'un de ses confrères (Lyon 24 Février 1909), (C. Cassation 22 Mai 1913 ⁽⁴⁾). Même s'il avait pris la précaution de constituer une société pour les exploiter, cette société n'ayant servi qu'à masquer une simple gérance.

Attendu, dit le jugement du Tribunal correctionnel de N... confirmé le 22 décembre 1925 par la Cour de Bourges ⁽⁵⁾, que l'acte du 1^{er} février 1921 apparaît comme ayant un caractère purement fictif, et comme n'ayant d'autre but que de masquer une illégalité ; qu'en réalité B... (bien que diplômé) n'a aucun droit de copropriété sur l'officine ; que le vœu de la loi qui est que le pharmacien puise dans sa qualité de propriétaire un intérêt corrélatif à sa responsabilité ne se trouve pas rempli.

*
**

La propriété et la gestion de l'officine sont inséparables ; elles doivent reposer sur la même tête.

La Cour de cassation décide invariablement (25 Mars 1876, 17 Juin 1880) ⁽⁶⁾ que la sanction de l'article

(1) Sirey, 1910-2-200.

(2) Sirey, 1907-2-97.

(3) Sirey, 1909-1-312.

(4) Sirey, 1909-2-sup.-21 ; Sirey, 1913-1-292 ; D.P., 1913-1-434.

(5) B.S.P. 1930, page 151.

(6) Dalloz 1880-1-353.

25 de la loi de Germinal an XI réside dans l'article 6 de la Déclaration Royale du 25 Avril 1777 et que l'article 2 de cette déclaration oblige le pharmacien à être propriétaire de son officine et non *simple mandataire, préposé ou prête-nom* d'un non-diplômé qui serait, lui, le propriétaire ou le co-propriétaire du fonds.

En d'autres termes, les pharmaciens doivent *posséder et exercer personnellement* leurs charges ; leur responsabilité de propriétaires étant, en une matière qui intéresse au plus haut chef la santé publique, la meilleure et même la seule garantie de leur gestion.

C'est ce que la Cour de Paris (9^e ch. corr.) a décidé en son audience du 2 Février 1927 : affaire Crézé contre Syndicat des Pharmaciens de la Seine (1) :

La Cour,

Considérant qu'il résulte de l'information et des débats que Crézé, administrateur de la Société « L'Epi » est locataire de locaux sis à Paris, 43, rue de la Tour d'Auvergne, dans lesquels il a ouvert une officine et où L..., pharmacien diplômé, qui n'est en réalité que son prête-nom, vend au détail des médicaments variés ;

Qu'il est sans intérêt de préciser où sont préparés ces médicaments ;

Qu'il suffit de constater qu'ils sont débités à doses médicales, par L... dans ladite officine ;

Qu'ainsi le 26 mars 1924, en présence du commissaire de police Lefèvre, il a été vendu sur présentation d'une ordonnance, deux flacons de Biarone, substance destinée au traitement des maladies microbiennes et de maladies de langueur ;

Considérant que le prévenu ne possède pas de diplôme de pharmacien, que par suite, il n'a pas qualité pour être propriétaire d'une pharmacie, alors même qu'il la ferait exploiter par un gérant remplissant les conditions de capacité requises ;

Qu'en effet, d'après les dispositions générales et d'ordre pénal des articles 2 et 6 de la Déclaration du Roi du 25 avril 1777, qui n'ont pas été abrogées, les pharmaciens doivent posséder et exercer personnellement leurs charges ;

(1) B.S.P.

Que ces prescriptions ont été maintenues par la loi du 21 germinal an XI dont notamment l'article 25 implique la réunion en une seule personne reçue suivant les formes voulues, du titre et du fonds.

Adoptant les motifs des premiers juges, confirme le jugement entrepris.

.....

*
**

Voici une autre espèce :

Sur poursuites du Parquet et sur intervention comme partie civile, de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Gironde, le Tribunal de Bordeaux a rendu le 22 Avril 1932 un jugement contre un S^r C... pour avoir à Villeneuve-d'Ornon, exercé la profession de pharmacien, ouvert une officine de pharmacie, préparé, vendu et débité des médicaments ou des drogues médicamenteuses, au poids médicinal sans être pourvu du diplôme de pharmacien.

En même temps, H..., était poursuivi pour avoir procuré à C..., le moyen qu'il savait devoir servir à l'exercice illégal de la pharmacie et d'avoir ainsi, avec connaissance, aidé ou assisté C..., dans les faits qui ont préparé, facilité ou consommé le délit.

En fait, H..., diplômé, était propriétaire de la pharmacie de Villeneuve d'Ornon, mais il résidait à Bordeaux et faisait gérer sa pharmacie par un non-diplômé.

Attendu, dit le jugement, qu'une jurisprudence constante a maintenu les principes posés dans les textes des articles 2 et 6 de la Déclaration du Roi du 25 avril 1777 et de la loi du 21 germinal an XI et a toujours admis que la propriété de l'officine est inséparable de la gérance par le propriétaire lui-même, C. et H. ont été condamnés à chacun 100 francs d'amende et aux dépens à payer solidairement à la Chambre syndicale des pharmaciens de la Gironde, la somme de un franc à titre de dommages-intérêts, la pharmacie a été vendue entre-temps à un pharmacien diplômé.

*
**

L'illicéité du contrat existerait même s'il s'agissait d'une femme achetant une pharmacie pour la faire gérer par son mari pharmacien (Paris 7 Février 1891) (1).

La nullité serait étendue à la convention par laquelle le matériel de la pharmacie appartiendrait à un autre que le pharmacien (Trib. Seine 20 Août 1868, Alger 19 Février 1875 (2).

*
**

Serait également illicite la société entre deux diplômés dont un seul aurait la propriété des deux officines (Trib. com. Nice 14 Mai 1904) (3).

*
**

Au sujet de *louage de service* masquant une *société illicite*, le tribunal de commerce de R. (4) a prononcé la nullité du contrat intervenu entre le pharmacien et son préparateur-élève en exposant notamment cet attendu :

« Attendu qu'aux termes de l'article 25 de la loi du 21 germinal an XI, l'exploitation de toute officine de pharmacie doit être l'œuvre effective et exclusive d'un pharmacien diplômé ; Et qu'en vertu de cette prescription légale une jurisprudence abondante condamne toute convention ayant pour but l'exploitation et la gestion d'une officine par toute personne non diplômée, ne reconnaissant comme licite que l'exploitation faite par un diplômé se faisant aider dans cette exploitation de l'officine dont il est propriétaire, par une ou plusieurs personnes placées à l'égard du pharmacien dans la position de subordination d'employé à patron. »

*
**

(1) Sirey 1894-2-52.

(2) Sirey 1875-2-332.

(3) Comptoir national de la Pharmacie française (Mai 1922).

(4) Moniteur jud. de Lyon (20 Mai 1905).

Même solution (Cas. 25 Mars 1876 ⁽¹⁾, Lyon 20 Février 1893 ⁽²⁾). Annulation du traité par lequel un pharmacien concède à un non-pharmacien le monopole de la vente d'une spécialité tant en gros qu'au détail (Paris 30 Mars 1906) ⁽³⁾.

*
* *

Illicite encore une association entre *pharmacien* et *médecin* (C. Paris 31 Mai 1816, Amiens 10 Février 1854 ⁽⁴⁾, Paris 31 Mai 1867 ⁽⁵⁾, comme aussi un *syndicat mixte de médecins* et de *pharmaciens* (C. Douai 10 Août 1901) ; (C. Cass. Ch. crim. 28 Février 1902) ⁽⁶⁾.

Nous donnons ci-dessous le jugement du Tribunal de Commerce de la Seine en son audience du 14 Novembre 1919, au sujet d'une convention passée entre un médecin et un pharmacien pour la vente d'une spécialité.

« Attendu qu'en date du 15 Novembre 1918 à Paris, il est intervenu entre les parties une convention sous seings privés, qui sera enregistrée avec le présent jugement, aux termes de laquelle le docteur en médecine de Médevielle cédait au pharmacien D..., le monopole de la fabrication et de la vente, tant en France qu'à l'étranger, du Saccharosyl, spécialité pharmaceutique destinée au traitement de la tuberculose, de la marque déposée duquel de Médevielle était propriétaire ;

Qu'il était notamment stipulé :

Premièrement que de Médevielle s'interdisait de prêter directement ou indirectement son concours à une spécialité similaire, comme de son côté D... s'interdisait de s'adresser directement ou indirectement à aucune préparation spécialisée de même formule ou de formule analogue à celle du Saccharosyl ;

Deuxièmement, que les conventions étaient conclues pour une durée de dix années, étant toutefois spécifié qu'après les deux premières années de leur exercice, D..

(1) Sirey 1876-1-183.

(2) Dalloz 1893-2-511.

(3) La Loi (2 Avril 1906).

(4) Dalloz 1885-2-62.

(5) Sirey 1867-2-49.

(6) Sirey 1903-1-445.

pourrait les résilier à toute époque, moyennant préavis de dix mois ; ;

Troisièmement, que, en rémunération des droits et privilèges cédés à D..., celui-ci allouerait à Médevielle une somme fixe par unité vendue ;

Que cette redevance serait de 1 fr. 25 pour un prix de 8 francs marqué sur l'emballage extérieur et que si ce prix de 8 francs venait à être augmenté, la rémunération serait comptée à raison de 15 % du prix nouveau établi ;

Quatrièmement, que de Médevielle établirait son contrôle sur la vente du Saccharosyl au moyen d'une vignette à ses initiales à apposer sur chaque boîte vendue, chaque vignette représentant une valeur de 1 fr. 25 dont le paiement serait effectué dans les deux mois suivant sa remise ;

Cinquièmement, qu'afin de dédommager D... de ses peines et de ses soins, de Médevielle devait, au cas où il se refuserait à renouveler le contrat à son expiration, verser à D... pendant deux ans une redevance par unité vendue égale à la moitié de celle qu'il recevrait lui-même au moment de la fin du contrat ;

Attendu que, sans qu'il soit besoin de rechercher si le Saccharosyl est ou n'est pas un remède secret, comme D... et de Médevielle le font plaider en sens contraire, il est de la plus complète évidence que, sous un masque d'exploitation d'une marque déposée, les parties ont purement et simplement conclu une convention commerciale vulgairement dénommée « compérage médico-pharmaceutique » et en vertu de laquelle le pharmacien D... assure au médecin de Médevielle, dans l'exercice de sa profession, un profit sur la vente de médicaments prônés par ce médecin à sa clientèle ;

Que cela se trouve d'ailleurs corroboré par la correspondance de de Médevielle, traitant D... de « cher associé », ou bien déclarant à D... : « Nous lançons une affaire qui dépassera vos espoirs, soyez-en certain et qui, en septembre, va prendre un bel essor ; ne négligeons aucune remarque même critique, pour l'améliorer, mais toujours avec le souci d'apporter entre nous la plus cordiale collaboration. »

Attendu qu'il est de jurisprudence certaine que pareille convention d'association d'intérêts, dont il n'est pas nécessaire de démontrer l'immoralité, est entachée d'une nullité radicale et absolue comme contraire à l'ordre public, en tant que constituant l'immixtion d'un individu non diplômé comme pharmacien dans l'exploitation d'une officine, ce qui est

prohibé par les nombreuses dispositions que le législateur a édictées dans le but de protéger la santé publique, notamment par la loi du 21 Germinal an XI.

Attendu que de Médevielle ne base sa demande que sur une telle convention ; qu'il est par suite irrecevable en sa demande, laquelle il convient de déclarer telle à toutes fins qu'elle comporte, en faisant au contraire droit à la demande reconventionnelle de D... qui tend à voir prononcer la nullité de la convention ;

Par ces motifs,

Le Tribunal jugeant en premier ressort :

Déclare nulle et de nul effet la convention liant les parties, comme intervenue sur une cause illicite ;

Déclare en conséquence de Médevielle non recevable en sa demande à toutes fins qu'elle comporte,

L'en déboute,

Et le condamne par les voies de droit en tous les dépens, même au coût de l'enregistrement du présent jugement,

Ordonne que le présent jugement sera exécuté selon sa forme et teneur.

*
**

Prohibée serait la *société en nom collectif* ou en *participation* dont tous les membres, diplômés ou non, auraient dans la gestion de l'officine des pouvoirs égaux (C. appel Paris 27 Mars 1862 ⁽¹⁾ (Trib. com. Seine 18 Juin 1904) ⁽²⁾).

*
**

Pacte social interdit celui d'une *société anonyme* qui aurait pour gérant effectif un diplômé quand les statuts laissent aux membres du Conseil d'administration non diplômés la faculté de s'intéresser à la gestion de l'officine (Crim. 22 Avril 1880 ⁽³⁾, Bourges 13 Juillet 1905 ⁽⁴⁾).

*
**

(1) D.P. 1862-2-105 ; Sirey 62-2-381.

(2) D.P. 1905-5-13.

(3) D.P. 1880-1-354 ; Sirey 1880-1-434.

(4) Ann. de la propr. ind. 1907, page 174.

Irrégulière aussi toute *société anonyme* : peu importe que la société vende exclusivement des spécialités pharmaceutiques par elle fabriquées (produits Bravais) dès lors que les spécialités ont le caractère de médicaments (Trib. com. Seine 30 Juin 1894 (1)).

..

Pour terminer cette série d'exemples de *conventions illicites*, observons que les pharmaciens confrères ou les syndicats de pharmaciens qui auraient éprouvé quelque dommage à raison de ces conventions pourraient intenter une action civile en concurrence déloyale et obtenir des dommages-intérêts (Paris 1er Février 1908, Bordeaux 22 Avril 1932, Paris 9 Avril 1932, cité plus haut).

D'autre part, les personnes qui auraient pris une part effective au délit ou en auraient aidé l'accomplissement (un prête-nom pharmacien, un capitaliste faisant l'avance des fonds...) peuvent être punies des mêmes sanctions pénales à titre de *complices*, que les auteurs eux-mêmes (Trib. Seine 16 Novembre 1911 (2) et 6 Mars 1930).

L'officine ouverte irrégulièrement sera fermée soit par l'autorité administrative (mesure de police), soit par décision correctionnelle (peine ou réparation due à l'intérêt public).

..

D) SOCIÉTÉS ET CONVENTIONS LICITES ENTRE PHARMACIENS DIPLOMÉS CO-PROPRIÉTAIRES

Nous venons d'examiner les combinaisons, les « contrats de gérance », suivant l'expression bien connue en pharmacie, généralement adoptés en vue de la gestion clandestine d'une officine ou d'un établisse-

(1) Sirey 1894-2-316.

(2) G.P., 7 Décembre 1911.

ment pharmaceutique, et d'exposer que les Tribunaux ne se sont jamais départis d'une jurisprudence qui, pour extraite qu'elle soit de divers textes anciens, n'en reste pas moins souveraine.

Nous verrons plus loin vers quelles sociétés régulières tendent les besoins sans cesse grandissants de la pharmacie et les mesures législatives qu'il serait souhaitable de voir voter pour donner à cette importante industrie nationale les moyens légaux de lutter victorieusement contre la concurrence étrangère tout en fabriquant de meilleurs produits et à meilleur compte. Pour le moment, restons entre pharmaciens diplômés qui, pour des raisons de famille, de sécurité dans l'exploitation, de réduction des frais généraux, de meilleure utilisation des produits pharmaceutiques mis à leur disposition par les maisons de gros ou les coopératives, de facilité dans leurs achats, de suppression de rivalités entre confrères, d'extension de leur fonds, d'amélioration de leur outillage et de leurs laboratoires, éprouvent le besoin de s'associer entre eux, de former une *société commerciale*.

La question est double, soit que l'officine soit gérée par plusieurs pharmaciens associés, soit que plusieurs diplômés se soient constitués en société pour gérer plusieurs officines.

Sur le premier point — l'administration d'une seule officine — la licéité de la société n'est pas douteuse et si — à notre avis — la jurisprudence n'a jamais eu à en connaître, c'est qu'un texte formel en a ainsi décidé. Nous le trouvons dans l'article 19 des lettres patentes du 10 Février 1780 : « *Aucun des Maîtres composant le Collège de la pharmacie ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, avoir de société ouverte qu'avec les Maîtres de la dite profession.* »

*
**

Dans la deuxième hypothèse, on admet les sociétés formées pour *l'exploitation de plusieurs officines entre diplômés*, lorsque le nombre de celles-ci ne dépas-

se pas celui des associés et que chaque associé a la direction d'une officine. Dans l'intérêt de la santé publique, il y a avantage en principe, à déléguer, à conserver à la tête de la même officine le même titulaire co-associé. Dans ce cas, aucun des associés n'est propriétaire d'officine en propre ; les officines exploitées sont la propriété de la société.

Le Tribunal de Cusset en 1908 et la Cour de Riom (1) le 16 Juin 1909 ont eu à délibérer sur une espèce analogue : deux pharmaciens de Vichy établis aux deux extrémités de la ville décidèrent de s'associer pour l'exploitation en société de deux officines. Le Tribunal de Cusset décide que la Société était régulière, chaque associé étant diplômé et co-propriétaire dans chaque officine et aucune personne étrangère (un non-diplômé) n'intervenant dans l'administration et la gérance de la société.

Ce jugement fut confirmé en ces termes par l'arrêt du 16 Juin de la Cour de Riom :

« Considérant qu'il résulte des documents produits que Boulot et Olivier, tous les deux munis d'un diplôme régulier, sont co-propriétaires à Vichy de deux pharmacies et qu'ils ont pris soin d'indiquer dans le pacte social que chacun d'eux conserve la direction exclusive et personnelle de l'une des deux officines.

Pour ces motifs et ceux non contraires du jugement, confirme. »

*
**

Il en serait autrement si les statuts d'une société prévoyaient que les fonctions de tel associé sont limitées à la gestion commerciale et financière et celles de tel autre à la gestion technique.

La responsabilité des associés ne serait plus entière. Ce serait davantage un contrat de gérance déguisée qu'une association sincère et réelle. Dès lors son caractère illicite apparaîtrait puisque propriété et gérance ne reposeraient plus sur la même personne.

(1) Bulletin des S.P. (Octobre 1931). D.P. 1909-5-65.

Voici le jugement qu'a pris dans ce sens le Tribunal de la Seine (10e Chambre en son audience du 6 Mars 1930 : (1))

« Ministère public c. H... et autres.

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi,

Attendu que H..., pharmacien, déjà propriétaire d'une officine, 76, rue du Château-d'Eau, a acheté le 3 juillet 1928, une seconde officine 62, rue des Petits-Champs et, le 13 août suivant une troisième officine, 5, place Lévis ;

Que conservant la propriété et la gérance de l'officine de la rue des Petits-Champs, H... a créé deux sociétés à responsabilité limitée, ayant pour objet l'exploitation de deux autres pharmacies ;

Attendu que la première société, relative à la pharmacie de la rue du Château d'Eau a été constituée entre H... et M... pour une durée de trois ans ; que sur les 250 parts de 1.000 francs composant le capital social, 249 sont attribuées à H... et une seule à M..., qui reçoit un traitement annuel de 14.000 francs payable par douzième et porté au compte « frais généraux » ;

Attendu que la deuxième société, ayant pour objet la pharmacie de la place Lévis a été constituée entre H... et D..., pour une durée de trois ans, que sur 37 parts, 36 sont attribuées à H... et une seule à D..., dont le traitement porté en compte « frais généraux » est de 12.000 francs payable par douzième ;

Attendu qu'il est de jurisprudence constante que la propriété et la gérance des offices pharmaceutiques doivent être réunies en une même personne ;

Attendu que la brièveté des contrats de société, la disproportion des apports des associés, la modicité du traitement mensuel des gérants, la cause de dissolution anticipée des sociétés, et le fait que H... après la constitution de ces sociétés a donné nantissement du tiers sur les fonds de pharmacie, en représentant comme étant personnellement propriétaire, démontrent à l'évidence que ces sociétés ne sont que de simples façades et que les circonstances et les clauses de leur constitution établissent l'intention parfaitement arrêtée par H... de tourner les dispositions légales, et de réaliser à son profit des combinaisons qui, en enlevant

(1) Bulletin des S.P. (Octobre 1931).

aux gérants diplômés des deux officines leur entière liberté de gestion, ont eu pour but de faire échec aux prescriptions des articles 2 de la déclaration du 25 avril 1777 et 25, 26 et 30 de la loi du 21 germinal an XI ;

Attendu que M... et D... se sont rendus complices de H...,
Pour ces motifs,

Déclare H..., M... et D... atteints et convaincus d'avoir, à Paris, depuis un temps non prescrit :

H..., exercé illégalement la pharmacie par la réunion entre ses mains de la propriété de plusieurs officines ;

M... et D..., été complices de délit d'exercice illégal de la pharmacie ci-dessus relevé contre le sieur H...,

Délit prévu par les articles 59, 60 du Code pénal, 25 loi 21 germinal an XI, 6 de la déclaration de 1777 ;

Faisant application des articles précités ;

Condamne H..., M... et D... chacun à 500 francs d'amende ;

Statuant sur les conclusions de la partie civile, condamne solidairement à lui payer la somme de 3.000 francs à titre de dommages-intérêts ;

Les condamne solidairement aux dépens du présent jugement ;

Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

Dans un article paru au *Bulletin des Sciences pharmacologiques* (1), M. Paul Bogelot, Avocat à la Cour de Paris, pose la question qui ne semble pas encore avoir été résolue par les Tribunaux, de savoir si un pharmacien propriétaire de son officine peut en même temps être co-propriétaire d'une autre en laissant, bien entendu, pleine liberté à son associé dans la gérance de la Pharmacie mise en société. En d'autres termes, si un pharmacien diplômé, qu'il soit retiré des affaires ou en exercice, peut placer ses capitaux dans une Société exploitant une ou plusieurs autres officines.

(1) Juillet 1930.

A ce sujet, M. Paul Bogelot fait les réflexions suivantes :

« Je veux justifier une affirmation que j'ai faite lorsque j'ai dit que ces sociétés comportant des officines multiples dans lesquelles il existe des pharmaciens pleins propriétaires d'une officine et possédant des droits de sociétés dans d'autres, existent à de multiples exemplaires, sans jamais que ce soit ait songé à les critiquer, et ce serait dommage d'ailleurs pour la pharmacie et pour la santé publique.

Aurait-on par hasard perdu de vue que la Cour de cassation a décidé que tous les grosses maisons indispensables, appelées communément drogueries, ne sont en réalité aux yeux de la loi que des pharmacies en gros, puisqu'elles ne se cantonnent pas dans le commerce de la *drogue simple*, mais préparent et fabriquent les médicaments composés qui, le plus souvent, doivent être livrés au public sans aucune modification.

Ces sociétés, régulières d'ailleurs, si elles sont uniquement formées entre pharmaciens, ont des actions réparties entre d'innombrables pharmaciens qui ont tous une officine en propre.

Et les coopératives d'achat ? Et les comptoirs d'intermédiaires, etc. »

*
**

A cette opinion personnelle, nous nous devons d'ajouter qu'à l'article 12 de la proposition de loi Vincent, il était prévu que, dans le cas d'une association entre pharmaciens diplômés pour l'exploitation d'une officine, aucun des coassociés ne pourrait posséder en propre une autre officine ouverte au public ou y avoir des intérêts.

CHAPITRE QUATRIEME

Expression juridique et raison sociale des Sociétés commerciales

Nous avons cité l'arrêt de la Cour de Paris du 29 décembre 1893 dont la formule, interdisant toute convention entre diplômés et non-diplômés, a été maintes fois confirmée par la Cour de cassation. Recherchons maintenant les sociétés qui peuvent être formées avec régularité tant dans leur expression juridique que dans leur raison sociale.

Le Code civil donne du contrat de *Société* la définition suivante en son article 1832 : « Un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans le but de partager le bénéfice qui pourra en résulter. »

Et l'article 1833 ajoute : « **Toute** société doit avoir un objet licite et être contractée pour l'intérêt commun des parties. Chaque associé doit y apporter ou de l'argent, ou du bien, ou son industrie. »

Dans son « *Traité des lois civiles* », Domat définit ainsi la *Société commerciale* : « C'est une convention entre deux ou plusieurs personnes par laquelle celles-ci mettent en commun entre elles ou tous leurs biens ou en partie, ou quelque commerce, quelque ouvrage, ou quelque autre affaire, pour partager tout ce qu'elles pourront avoir de gain ou souffrir de pertes de ce qu'elles auront mis en société. »

La Société est donc un contrat. Pour que ce contrat existe et puisse être suivi d'effet, il devra réunir le consentement des parties, leur capacité, avoir un objet ou une cause *licite*, dire l'intention formelle des parties de s'associer, l'*affectio societatis*, préciser leur part de chaque associé, l'exploitation en vue des bénéfices à réaliser et la participation de chaque sociétaire aux bénéfices et aux pertes.

Pour jouir de la personnalité morale que la loi leur accorde — et pour être opposable aux tiers — la *société commerciale* doit être l'objet d'une publicité déterminée. Malgré la dénomination qu'auront pu donner les associés à ce contrat de société, les tribunaux auront un pouvoir souverain pour en affirmer l'existence. (Cass. 28 mars 1892) (1).

Pour une meilleure compréhension de la question, exposons ce que sont — en particulier — les sociétés commerciales.

Les sociétés commerciales se divisent en *Sociétés de personnes* ou *par intérêt* et en *sociétés de capitaux* ou *par actions*.

Les sociétés de personnes ou par intérêts comprennent :

les sociétés en nom collectif,
les sociétés en commandite simple.

Les sociétés de capitaux ou par actions comprennent :

les sociétés en commandite par actions,
les sociétés anonymes.

Une loi récente, celle du 7 mars 1925, a autorisé la formation de *Sociétés à responsabilité limitée*.

* * *

1°) SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF. — Nous venons de l'indiquer, c'est une société de personnes. C'est la société commerciale la plus simple et sans doute

(1) René Gain. Sociétés commerciales.

aussi la plus répandue dans la petite industrie et le moyen commerce.

C'est la société, déclare l'article 20 du Code de commerce, que contractent deux personnes ou un plus grand nombre et qui a pour objet de faire le commerce sous une *raison sociale*. Cette *raison sociale* groupe collectivement les noms des associés, lesquels sont responsables sur leurs propres biens, même en dehors de l'actif social, indéfiniment et solidairement, des dettes et des engagements sociaux.

Sauf conventions contraires, un associé ne peut céder sa part — qui n'est pas négociable — à un tiers et la société se trouve dissoute par l'incapacité personnelle de l'un ou l'autre de ses membres (décès, interdiction, faillite, liquidation judiciaire).

Pour éviter toute confusion, précisons que l'*enseigne commerciale* fait partie du fonds social et est entièrement indépendante de la *raison sociale*.

La Société en *nom collectif* est administrée et dirigée par un ou plusieurs *gérants* choisis parmi les associés ou pris en dehors d'eux.

La Société peut être transformée en une Société d'une autre forme ; sa fusion avec une autre société est également possible.

Pour qu'elle soit licite dans l'exercice de la pharmacie, il importe que les *associés*, en même temps *gérants*, soient *tous diplômés* afin que soit respecté le principe de la réunion de la propriété et de la gérance (Trib. com. Seine 30 Juin 1894 ⁽¹⁾, (Cour Riom 16 juin 1909 ⁽²⁾).

* * *

2°) SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SIMPLE. — C'est également une société de personnes régie par les articles 23 à 28 du Code de Commerce. Elle est contractée entre un ou plusieurs associés responsables et solidai-

(1) Sirey 1894-2-316.

(2) Sirey 1909-2-132.

res, *les commandités*, et un ou plusieurs associés, simples *bailleurs de fonds*, que l'on nomme *commanditaires* ou associés en commandite.

Elle tire son nom (commandite) du contrat de commande par lequel une partie des contractants confie à l'autre partie des capitaux ou des biens pour que celle-ci les fasse fructifier et en partage avec elle les bénéfices.

A la différence de la Société en *nom collectif* qui détermine la responsabilité *ad infinitum* de tous ses membres, la Société en *commandite* n'engage que la *responsabilité* des *commandités*. Elle se borne à exiger des commanditaires le seul versement de leurs apports attendu qu'ils ne participent pas à la gestion sociale. Mais les commanditaires ont sur l'affaire un droit de surveillance et de contrôle.

La Société en *commandite simple* est régie sous un *nom social* qui doit être nécessairement celui d'un ou de plusieurs commandités.

La Société est administrée par des *gérants* désignés par les statuts ou nommés par un acte postérieur, mais ces gérants ne peuvent être choisis parmi les commanditaires. Je ne sache pas que les Tribunaux aient jamais tranché le point de savoir si une Société en *commandite simple* qui serait composée de commandités et de commanditaires tous pharmaciens diplômés est licite.

Mais nous pouvons faire état d'un arrêt récent de la Cour de Paris (3^e Chambre) — il est du 23 juillet 1930 (3) — qui réforme un jugement du Tribunal de commerce de la Seine. Il a trait à une Société initialement constituée en *nom collectif* entre trois pharmaciens diplômés et transformée, à la suite d'un décès, en une *société en commandite*, comprenant deux associés gérants responsables (les deux pharmaciens vivants) et divers commanditaires *non-diplômés*.

« La Cour,

Considérant que la Société X... et Cie a pour objet la

(3) Archives du Droit médical et de l'Hygiène (Février 1933. Commentaires de M. Jean Letort, Avocat à Paris).

fabrication, le lancement et la vente de spécialités pharmaceutiques. qu'initialement constituée sous la forme d'une société en nom collectif entre trois personnes pourvues du diplôme de pharmacien, elle est, à la suite de décès et d'actes modificatifs, devenue une société en commandite entre deux pharmaciens seuls associés gérants responsables et diverses personnes non diplômées commanditaires ;

Considérant que la réglementation restrictive de la liberté du commerce et de l'industrie qui résulte de la déclaration du 25 avril 1777 et de la loi du 21 germinal an XI interdit la fabrication et la vente des préparations médicinales à toutes personnes qui ne justifient pas par la possession d'un diplôme qu'elles ont acquis les connaissances techniques nécessaires ; que, contrairement à l'opinion des premiers juges, cette réglementation ne distingue pas entre la *vente de ces produits en gros* aux pharmaciens détaillants et leur *vente au détail* aux particuliers ; que les motifs de sécurité publique qui ont inspiré ces dispositions législatives n'ont même que plus de *force* s'agissant de la *fabrication et de la vente en gros* ;

Considérant qu'aux termes de cette législation, nul ne peut tenir une officine de pharmacie s'il n'est en même temps propriétaire de la pharmacie et muni du diplôme de pharmacien ; que si la mise en société d'une pharmacie entre diplômés peut être jugée licite, les droits de propriété et leur exercice se trouvant en fait appartenir à des personnes légalement aptes à la profession, l'association est contraire à la loi, si, inversement, elle a lieu entre pharmaciens et non-pharmaciens ;

Considérant que les intéressés objectent que, dans la société en commandite simple dont ils font partie, la gérance appartient exclusivement aux diplômés, que les non-diplômés, ne peuvent intervenir en quoi que ce soit dans l'administration de la Société ; que, dans toutes leurs relations avec la Société, ils doivent être représentés par un des gérants et qu'ainsi ils ne seraient que de simples bailleurs de fonds ;

Mais considérant que leurs qualités d'associés ne les investit pas moins d'un droit de contrôle, de surveillance et de conseil qui, même exercé, indirectement et par mandataire, est propre à leur assurer, sur les décisions du gérant, une influence d'autant plus puissante que leur part de commandite serait plus élevée ; que toute combinaison de personnes ou de capitaux qui aboutit à faire dépendre la préparation et la diffusion des produits pharmaceutiques, direc-

tement ou indirectement, de personnes incompetentes, credit à une législation qui, dans un intérêt d'ordre public, a eu pour but de les écarter de ce commerce spécial ;

Considérant que, aussi inutilement, il est tiré argument de l'ancienneté d'une législation qui n'est plus en harmonie avec les conditions économiques actuelles, imprévisibles au moment où la loi a été élaborée et qui imposent désormais à tout commerçant de recourir à l'association s'il a le souci de développer ses moyens financiers dans la mesure indispensable à la vie de son entreprise ; que s'il importe, en effet, que l'application que fait le juge de textes anciens évolue et s'adapte aux nécessités du présent, cette application ne doit pas moins rester conforme à l'esprit qui a inspiré le législateur ;

Considérant que la nullité de la Société qui est prononcée est la conséquence de l'erreur de tous les associés ; qu'il convient que tous supportent les frais que cette erreur a entraînés ;

Par ces motifs,

Confirme le jugement entrepris,

Et statuant à nouveau, déclare nulle à compter du 1er janvier 1927, la Société dont il s'agit, comme contrevenant aux dispositions de la loi du 21 germinal an XI, ordonne sa dissolution ;

Nomme Bévière liquidateur, avec les pouvoirs ordinaires et de droit et la mission de réaliser l'actif, payer le passif et répartir le surplus s'il y a lieu entre les associés ;

Dit qu'en cas de difficultés entre les parties, Bévière aura également, en qualité d'arbitre-rapporteur, mission d'établir les comptes entre elles et de donner son avis sur leurs contestations dans un rapport qu'il déposera au greffe du tribunal chargé d'en connaître ;

Dit qu'il sera fait masse des dépens, tant de première instance que d'appel ; ordonne leur emploi en frais de liquidation. »



La Cour de Paris ne s'arrête plus à la question spé-
cieuse, théorique, tant de fois posée, à savoir que l'*être moral juridique* qu'est la *société* ne peut être diplômé et que toute forme sociale se manifestant pour l'exercice de la pharmacie doit être frappée d'incapacité. Elle

affirme, au contraire, que la mise en société d'une pharmacie entre diplômés peut-être jugée licite, « les droits de propriété et leur exercice se trouvant en fait appartenir à des personnes légalement aptes à la profession. »

Mais du fait que la pharmacie *n'est pas un commerce libre*, que c'est une profession réglementée, elle ne peut s'exercer que par des diplômés, exclusivement. Toute société dans laquelle il entre un non-diplômé est donc nulle ; que cette entrée ait lieu lors de la formation de la société ou après le décès de l'un des associés gérants pharmaciens.

Par suite, tout établissement se consacrant à la fabrication et à la vente de médicaments fonctionne en violation de la loi, s'il n'est pas soit la propriété d'une personne diplômée, soit la propriété d'une collectivité formée des pharmaciens munis du diplôme ; il n'y a pas lieu de distinguer s'il s'agit de la *vente en gros* à des pharmaciens détaillants ou de la *vente au public* par des détaillants diplômés.



3°) SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS.

— C'est une forme, une modalité de la Société en commandite. L'article 38 du Code de commerce indique que le capital de cette société pourra être divisé en *actions*.

Dans la société à commandite simple, les parts d'intérêt ne sont pas négociables, tandis que dans la société en commandite par actions les droits sociaux se traduisant sous la forme de *titres négociables*, exclusifs de tout *intuitus personae*. C'est ce qui fait que cette société s'apparente — de ce point de vue — avec la société anonyme dont elle a la même réglementation (loi du 24 juillet 1867 et subséquentes sur les sociétés par actions).

Le caractère de cette société est de réunir à la fois un élément personnel (les commandités) et un élément impersonnel et matériel (actions négociables).

Elle permet aux commandités-gérants de se faire déclarer irrévocables par les statuts, à la différence des

administrateurs des sociétés anonymes qui peuvent être révoqués par les actionnaires.

En l'état actuel de la jurisprudence, la Société en commandite par actions, ne peut s'adapter à l'exercice de la pharmacie, car du fait que les titres sont négociables et qu'ils se trouveront naturellement entre les mains de personnes non-diplômées, la société est rendue illicite.

*
* *

4°) SOCIETE ANONYME. — C'est exclusivement une société de capitaux, car l'élément de « personnes » n'intervient pas.

Les associés ne forment contrat qu'en vue des capitaux à grouper et non en vue des personnes qui en font l'apport.

Les associés sont les actionnaires qui ne sont responsables que jusqu'à concurrence de leur mise. Il n'y a pas ici d'associés indéfiniment et solidairement responsables. Elle convient aux entreprises de grande envergure dans lesquelles des capitaux importants sont nécessaires.

La société anonyme est régie par la loi du 24 juillet 1867. Elle peut avoir une *dénomination commerciale*, mais elle n'a *pas de raison sociale* (elle est impersonnelle) ; elle a un siège social. Comme toutes les sociétés commerciales, elle constitue un être moral juridique distinct de chaque associé.

De même que dans la commandite par actions, le capital social est divisé en actions ou coupures d'actions d'une valeur nominale égale (art. 34 du C. de commerce).

La *société anonyme* ne peut être administrée que par des actionnaires appelés *administrateurs*, qui ne sont que les mandataires des autres actionnaires.

Les administrateurs peuvent être révoqués par les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire. Ils délèguent généralement leurs pouvoirs à un *administrateur-délégué* pour la surveillance permanente des divers

rouages de l'entreprise, pour l'expédition des affaires courantes, pour la signature du courrier. Parfois c'est à un directeur que ces pouvoirs sont dévolus et même ce dernier peut être choisi parmi les administrateurs (art. 22 loi 1867).

Le directeur et l'administrateur sont révocables *ad nutum*, c'est-à-dire au gré de ceux qui les ont nommés.

L'état actuel de la législation sur l'exercice de la pharmacie ne permet pas d'adapter cette profession à la société anonyme, étant donné que la règle de la réunion de la propriété et de la gérance ne peut être respectée ; que le ou les pharmaciens ne sont pas les « maîtres absolus » aussi bien au point de vue technique qu'au point de vue commercial et financier.



S'il fallait une consécration jurisprudentielle à cette matière de voir, nous la trouverions nette et formelle dans un jugement en date du 13 avril 1931 du Tribunal de commerce de la Seine que la Cour d'appel de Paris a confirmé en son audience du 25 juillet 1933 (1).

A été déclarée *nulle* la *Société anonyme* d'importation et d'exportation *Exi* faisant le commerce de produits pharmaceutiques dont le Conseil d'administration se composait d'un pharmacien, de plusieurs médecins et de divers, sans profession déterminée, mais qui n'étaient pas munis du diplôme de pharmaciens.

La nullité de cette association est d'ordre public et peut être soulevée en tout état de cause.

Voici cet arrêt :

Soc. *Exi* c. *Grumberg*.

« La Cour,

Statuant sur l'appel, interjeté par la société d'exportation et d'importation *Exi*, d'un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 13 avril 1931 qui l'a déclarée mal

(1) *L'Evolution pharmaceutique* (Octobre-Décembre 1933).

fondée dans la demande en dommages-intérêts par elle introduite contre Grumberg, et basée sur le préjudice qu'il lui aurait causé en exportant des produits pharmaceutiques provenant des Etablissements Châtelain, contrairement à une réglementation de lui connue ;

Sur la recevabilité de l'action et de l'appel interjeté ; Considérant que la Société Exi est une société anonyme faisant le commerce de produits pharmaceutiques, que son Conseil d'administration se compose d'un pharmacien, de plusieurs médecins et de divers, sans profession qui soit déterminée, mais à l'encontre desquels il est affirmé, sans que cette assertion soit démentie par une preuve contraire, qu'ils ne sont pas munis du diplôme de pharmacien, qu'aux termes de l'article 25 de la loi du 21 germinal an XI. seuls peuvent faire le commerce de médicaments ceux qui sont nantis de ce diplôme, que cette interdiction doit s'étendre à toute association composée de pharmaciens et de non-pharmaciens susceptibles de participer à sa gestion, d'acheter et de revendre tous médicaments ou spécialités pharmaceutiques ;

Que la nullité de cette association est d'ordre public et peut être soulevée en tout état de cause ; qu'elle est de nature, en tout état de cause, à faire déclarer irrecevable l'action de la Société Exi comme l'appel interjeté du jugement entrepris ;

Sur le fond, et pour répondre à toutes fins ; — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs, dit irrecevable et mal fondée l'action de la Société Exi contre Grumberg, comme l'appel par elle interjeté du jugement du 13 avril 1930 ; — Déboute la Société Exi de tous ses moyens, fins et prétentions ; — La condamne en tous les dépens de 1^{re} instance et d'appel.

*
**

5°) SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE (Société à R.L.) — Nous avons dit que la distinction classique des Sociétés s'établissait entre sociétés de personnes et par intérêts (Sociétés en nom collectif et sociétés en commandite simple) et Sociétés par actions (Sociétés en commandite par actions et sociétés anonymes).

Mais jusqu'à la loi récente du 7 mars 1925 qui régit les *sociétés à responsabilité limitée*, il n'existait aucune forme de société intermédiaire plus souple, permettant aux fondateurs de limiter leurs risques aux seuls capitaux investis, de se libérer de certaines formalités longues et coûteuses et de participer d'une façon active et personnelle à la gestion de l'affaire. C'était là une lacune qui avait été comblée depuis longtemps déjà en Allemagne par la loi du 29 avril 1892 (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) et en 1908 par la législation anglaise (*Private Companies Act*.)

En Allemagne, la Société à R.L. s'est développée avec rapidité. Dans la pensée de ses auteurs, elle devait se limiter aux groupements moyens, mais en peu de temps elle s'est étendue à la grande industrie: chantiers maritimes, métallurgie, produits chimiques, cartels, comptoirs de vente...

Dans leur traité : *Des sociétés à R.L.* (page 149), MM. Paul Pic et Baratin donnent à la Société à R.L., la définition suivante : « La société à responsabilité limitée est une société commerciale composée exclusivement d'associés tenus jusqu'à concurrence de leur apport pouvant exister néanmoins sous une raison sociale dont les parts, non négociables, ne sont cessibles que sous certaines conditions, rigoureusement déterminées par la loi, et administrée par des gérants, associés ou non, dont les statuts fixent librement les pouvoirs, ainsi que le mode de nomination. »

Le caractère spécifique de cette société réside donc dans la non-négociabilité des parts d'intérêts revêtant la forme nominative et dans la limitation de responsabilité au montant des mises, sans qu'elle soit étendue indéfiniment et solidairement aux biens présents et futurs des associés. Le caractère hybride qu'indiquent à la Société à R.L. MM. Lyon-Caen et Renault la soustrait aux entraînements de la spéculation.

Elle a également ceci de particulier, c'est qu'elle peut être gérée sous une *raison sociale* contenant les noms d'un ou plusieurs associés et par un ou plusieurs *gérants* pris parmi les associés ou étrangers à la Société.

Il n'est pas douteux que la *Société à responsabilité limitée* a apporté à l'industrie et au commerce en général des facilités que ne permettrait pas la rigidité des sociétés commerciales de personnes ou de capitaux. Les pharmaciens, eux aussi, ont eu recours à sa souplesse et aux avantages qu'elle procure. Les sociétés qu'ils ont constituées sous cette forme semblent donc *licites* pourvu qu'ils n'aient pas introduit diplômés et non-diplômés parmi les associés, pourvu qu'ils n'aient pas exprimé de cause illicite dans les statuts, pourvu qu'ils aient observé le principe fondamental de l'indissolubilité de la propriété et de la gérance...

M. Bogelot, Avocat à la Cour de Paris, à qui nous voulons rendre hommage pour sa science en matière de législation pharmaceutique et pour son bon sens juridique, a fait une étude remarquée (1) sur la formation possible d'une *Société à responsabilité limitée* pour l'exploitation d'une pharmacie ou d'une spécialité.

Nous donnons ci-après de larges extraits de cette étude :

« N'oublions pas que le risque de voir, surtout *jadis*, le non-diplômé imposer ses volontés au diplômé était certain. Dès l'origine de cette jurisprudence, elle fut appliquée sans hésitation aux sociétés en noms collectifs et aux sociétés anonymes.

Dans les premières, l'action de l'associé en nom collectif était trop évident sur son coassocié ; dans les anonymes, le délégué à l'administration était en vérité le mandataire et rien de plus.

Devait-on en décider de même pour les commandites ?

Dans celles-ci, la loi de 1867 fait du gérant commandité un véritable monarque absolu. Il semblait donc, au moins en apparence, que le pharmacien commandité pouvait résister à toutes suggestions fâcheuses d'un commanditaire et que, si minime que puisse être la part pécuniaire du pharmacien, dès lors qu'il est le commandité, il pouvait légalement résister à tout. Le 28 avril 1864, la Cour de cassation rendait un arrêt connu en pharmacie sous le nom

(1) B.S.P. Janvier 1929.

d'arrêt *Chazal*, qui laissait la question incertaine. (Dalloz 64-1-395).

Dans cet arrêt, le prévenu avait été condamné *comme étant le seul et unique propriétaire* de l'officine sous le couvert d'un prête-nom, et pour sa défense, il avait soutenu qu'il n'était qu'un simple commanditaire.

La Cour de cassation rejeta son pourvoi en décidant que Chazal ne justifiait pas qu'il fût un *simple commanditaire*.

On inférait que cet arrêt de la Cour de cassation ne statuait ainsi que parce qu'elle reconnaissait, qu'en fait, Chazal était un propriétaire et non un commanditaire et que, si la preuve sérieuse avait été faite, l'arrêt eût été tout autre.

La situation juridique de cette époque redevint confuse et chaotique.

Les premières décisions de la Cour de cassation au sujet des sociétés en noms collectifs et des sociétés anonymes avaient paru trancher la question dans un sens nettement opposé à *toutes sociétés* et l'arrêt Chazal semblait par prétérition ouvrir une porte aux commandites.

A la vérité, cet arrêt Chazal n'était que l'accentuation d'un principe cher à la Cour de cassation et que je ne saurais jamais assez déplorer, car elle l'applique non seulement à la pharmacie, mais à toutes les autres matières : *Ne jamais engager l'avenir et se tenir rigoureusement dans les limites du pourvoi*. J'ai probablement tort, mais je crois qu'au contraire, la Cour de cassation dont le véritable nom devrait être Cour régulatrice, devrait avoir pour mission, tout en se tenant dans les limites du pourvoi, de laisser entendre clairement quelle est son interprétation générale d'une loi afin de renseigner les plaideurs et de tarir les procès inutiles.

Dans tous les cas, l'hésitation ne fut pas de longue durée et presque aussitôt les cours et tribunaux décidèrent que *toutes les sociétés, y compris la commandite*, étaient interdites entre diplômés et non-diplômés.

La question était donc résolue *par la jurisprudence* aussi bien pour les commandites que pour les noms collectifs que pour les anonymes.

Mais alors une nouvelle difficulté surgit.

Toutes ces sociétés, par une fiction légale, ont la *personnalité juridique*, c'est-à-dire que les associés, pour ainsi dire, disparaissent, pour faire place à un *être moral* qui est la Société. Or, cet être moral n'étant pas uniquement cons-

titué de diplômés ne pouvait exercer la pharmacie quelles qu'eussent été les précautions prises de laisser la direction technique à un diplômé.

Il y avait cependant une forme d'association qui pouvait paraître laissée en dehors, c'est la *participation*.

Dans la participation, il n'y a pas d'être moral, ce n'est même pas, au dire de beaucoup, une véritable société.

Elle n'a d'existence qu'entre les contractants et aucune à l'égard des tiers. Seul, le gérant gère, administre et contracte, ses pouvoirs sont à l'égard des tiers, plus grands que ceux d'un gérant de commandite.

La commandite est obligatoirement publiée, et les tiers peuvent savoir par les statuts, les limites du mandat donné au commandité. La participation, au contraire, est occulte, elle n'est publiée nulle part, les tiers n'ont en face d'eux que le gérant et ils ignorent même que ce gérant est le gérant de quelque chose. Ils traitent avec lui comme s'il était seul et même s'il agit complètement en contradiction des pouvoirs qui lui sont donnés, il contracte valablement avec les tiers. Seuls ses coparticipants peuvent lui demander des comptes et critiquer ses actes, mais ils sont désarmés contre les tiers à moins de démontrer la fraude consciente des tiers. En fait, il y eut beaucoup de participations et peu d'espèces appréciées par la jurisprudence. Je viens de dire que la participation est occulte, il était donc difficile d'en démontrer l'existence, et tout intéressé à savoir la vérité se heurtait à une dénégation et se trouvait en présence d'un pharmacien se prétendant seul maître de tout.

Il y eut cependant des poursuites dans les cas où les intéressés s'estimant en règle, n'hésitèrent pas à produire la convention. La jurisprudence flotta et certains tribunaux admirèrent la licéité de la combinaison ; d'autres, en plus grand nombre, proclamèrent l'illicéité.

La question fut enfin tranchée par un arrêt très motivé, sinon fortement motivé de la Cour de Paris en date du 29 décembre 1893, qui, cette fois, ne prête à aucun doute.

Toutes les formes les plus quelconques de sociétés entre diplômés et non-diplômés furent prohibées.

Cet arrêt n'a pas hésité à *engager l'avenir* et s'est servi d'un mot, si général, qu'il ne laisse plus de place pour rien.

Voici la phrase principale qu'il renferme :

Attendu que l'intérêt de la santé publique s'oppose à toutes les combinaisons, quels qu'en soient le titre et la for-

me, dans lesquelles le pharmacien ne serait pas le maître absolu de l'officine, non seulement au point de vue technique, mais encore au point de vue commercial et financier et dans lesquelles sa liberté d'action pourrait être entravée dans une mesure quelconque par une intervention intéressée.

Depuis cet arrêt de la Cour de Paris, sa formule intégrale a été adoptée par la Cour de cassation et nous la retrouvons identique dans vingt arrêts de la Cour suprême.

Encore un coup, je ne prends pas parti pour la jurisprudence pas plus que je ne prends parti contre elle, je la constate simplement, et je me demande sincèrement quelle société ou combinaison quelconque on peut espérer faire passer à travers cette formule.

Si grands que soient les droits conférés dans la société ou combinaison au diplômé, et alors même que les non-diplômés se cantonneraient dans la partie pécuniaire, il est évident qu'un associé aura toujours le droit au moins une fois l'an, lors de l'approbation des comptes de gestion, de dire son mot, et la liberté du pharmacien ne sera plus absolue.

Cette formule de la jurisprudence de la Cour de cassation est incontestablement suffisante pour me permettre de conclure. Cependant, avant de le faire, je veux mettre sous vos yeux un autre et dernier arrêt de cette Cour qui nous indique l'opinion qu'elle a de la loi sur la pharmacie.

Il s'agissait dans l'espèce d'un pharmacien diplômé, qui avait monté, dans une autre ville, une succursale de son officine et faisait diriger cette succursale par un autre *pharmacien diplômé*, c'est-à-dire dans des conditions qui présentaient, pour la santé publiques, toutes garanties.

Voici en quels termes s'exprime la Cour de cassation, chambre civile, le 22 mai 1913 (« Gazette des Tribunaux » du 19 juin 1913) :

Attendu que, si les dispositions de l'article 2 de la déclaration du 25 avril 1777 relatives à la possession et à l'exercice par la même personne ayant titre à cet effet de la charge de pharmacien n'ont pas été reproduites explicitement par la loi de germinal an XI, elles sont du moins virtuellement contenues dans les articles 25, 29 et 30 de cette dernière loi ; qu'en effet, l'article 25 implique la réunion dans une seule personne légalement reçue de la possession du titre et du fonds ; que les articles 24 et 26 excluent la faculté d'avoir une officine ouverte sans avoir en même

temps le titre légal autorisant à prendre une patente de pharmacie ; que l'article 30 en renvoyant aux lois antérieures pour procéder contre ceux qui fabriqueraient ou débiteraient sans autorisations légales des préparations ou compositions médicales s'est approprié les conditions de légalité antérieurement établies en même temps que leurs sanctions pénales ;

Attendu que de telles dispositions sont manifestement inconciliables avec la faculté de faire gérer une pharmacie, même par une personne qui serait apte à la posséder et qu'elles sont la conséquence de ce que la profession de pharmacien n'est pas libre.

Maintenant, je puis conclure :

J'ai sous les yeux un article qu'on m'envoie découpé et j'ignore dans quel journal il a paru. Il a pour titre : *Les sociétés à responsabilité limitée, leur application à la pharmacie et aux spécialités.*

L'auteur admet, sans aucune hésitation, que la société à responsabilité limitée est parfaitement licite et s'adapte merveilleusement à l'exploitation des officines et des spécialités.

Il admet que ces sortes de sociétés entre diplômés et non-diplômés sont strictement légales et à l'abri de toutes critiques.

J'avoue que je ne comprends pas du tout. Il est vrai que l'auteur de l'article ne cherche nullement à faire comprendre, car il procède par simple affirmation et ne donne aucun argument à l'appui de son affirmation. Peut-être apportera-t-il d'autres arguments par la suite. Cependant, si cet auteur limite cette possibilité d'association à la loi du 7 mars 1925, c'est qu'évidemment il sait l'état de la jurisprudence sur les autres formes de sociétés et qu'il s'incline (peut-être comme moi-même, sans approuver), et c'est cette loi nouvelle qui, à son sens, va ouvrir une porte que la Cour de cassation tenait si soigneusement fermée.

Mais sur quelles raisons peut-on bien se fonder pour faire cette affirmation ? Est-ce parce que cette loi est postérieure aux arrêts que j'ai rapportés ? Je ne puis croire que ce soit là le seul argument, car, en vérité, il serait de peu de valeur.

Aucune société ne peut être formée que si elle a un *objet licite* et il importe peu que le législateur mette à notre disposition de nouvelles formes de sociétés.

Elles seront toujours soumises au grand principe *que toute société quelle qu'elle soit doit avoir un objet licite* et la Cour de cassation nous déclare :

« Que la pharmacie n'est pas un commerce libre et qu'il ne peut être exercé que par une ou plusieurs personnes ayant toutes le titre de pharmacien. »

Après la Cour de Paris, la Cour de cassation nous dit : « Que ce qui est interdit, c'est non seulement toutes formes de sociétés ; mais, ce qui est infiniment plus général, toute combinaison quels qu'en soient la forme et le titre. »

Encore un coup, je ne comprends pas cette affirmation en l'état de la jurisprudence actuelle.

Je n'hésite pas à conclure diamétralement à l'opposé et à dire qu'en l'état de la *jurisprudence actuelle* aucune société, même sous forme de société à responsabilité limitée, n'est valable si elle comporte un seul non-diplômé.

Non seulement c'est une *combinaison*, ce qui suffit pour la faire rentrer dans la jurisprudence, mais c'est nettement une société commerciale ayant la *personnalité morale*.

L'article 24 de la loi est catégorique : La société à responsabilité limitée est gérée par un ou plusieurs mandataires des associés. Il n'y a donc aucun doute à cet égard ; on retombe dans ce que la jurisprudence, à tort ou à raison, a voulu éviter.

La loi de 1925 est en somme une variété de l'anonyme qui se prête aux sociétés de famille ou d'amis, mais le ou les mandataires qui administrent agissent exactement comme les administrateurs d'une anonyme.

Sans doute, il n'y a pas d'actions en nombre illimité pouvant se promener partout ; il y a des parts et ces parts ne sont pas cessibles aussi facilement que des actions. Elles ne peuvent être cédées à *des étrangers* à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés. Elles peuvent par contre être cédées à tout moment à l'un quelconque des associés sans aucune formalité.

Le danger que la jurisprudence a voulu prévenir *par son interprétation* est donc et demeure le même.

Alors qu'au début, la part du ou des diplômés serait prépondérante, elle pourra cesser de l'être bientôt si un ou plusieurs associés réunissent les parts de non-diplômés. La loi ne dit d'ailleurs nulle part que tel ou tel associé devra avoir un nombre de parts quelconque.

Si la société limitée le veut, elle peut ne donner qu'une part au diplômé et en réserver 99 à un non-diplômé ou à plusieurs non-diplômés.

Faut-il, allant plus loin, dire que chaque société sera une espèce et que si la part réservée au diplômé est trop faible, elle pourra être annulée tandis qu'elle sera considérée comme licite si le ou les diplômés ont une part prépondérante ou plus simplement normale ?

Alors, ce serait une question d'appréciation dont je vois mal le critérium. Une société de 100 parts, dont 51 appartiendraient à un ou plusieurs diplômés, serait licite et elle cesserait de l'être si au contraire les non-diplômés possédaient 51 parts ? Ce qui, l'ailleurs, serait vrai le jour de la constitution, ne le serait peut-être plus le lendemain si l'un des non-diplômés venait à acquérir des parts de l'un des diplômés.

J'admets que les statuts pourraient prévoir ce cas et qu'allant au-delà des limites de l'article 22 de la loi, il y serait stipulé que les non-diplômés ne pourraient jamais acquérir les parts des diplômés, qui devraient toujours être cédées à des diplômés.

Cette stipulation serait possible comme non contraire à l'article 22, mais si les associés diplômés ne veulent pas prendre de nouvelles parts, on ne peut cependant violer l'article 22 dans l'autre sens et décider qu'au dit cas le partant diplômé pourra céder à des étrangers sans l'assentiment des autres pourvu qu'ils soient diplômés.

Pauvre société dont les parts ne vaudraient pas cher au bout de peu de temps, si de pareilles entraves étaient apportées à la cession des parts

Mais je n'ai pas à examiner l'infinie variété des cas qui peuvent se produire et il me suffit, pour résoudre la question en droit, de dire qu'en l'état d'une jurisprudence qui s'oppose à toutes les *combinaisons*, je ne vois pas comment la société à responsabilité limitée pourrait échapper à la limitation de ce mot : « combinaison ».

Je ne vois guère mieux en fait comment la validité de cette forme de société, si on pouvait oublier le mot *combinaison*, pourrait varier à chaque instant, selon que les parts passeraient d'une main à l'autre. Nous aurions alors une société qui serait licite aujourd'hui et illicite demain pour redevenir licite après-demain.

On m'objecte cependant que tous les jours il se fonde

des limitées ; c'est parfaitement exact, et on peut même ajouter qu'on fonde tout autant de commandites et surtout d'anonymes, pour lesquelles il n'existe cependant pas de doute. Qu'est-ce que cela prouve ?

Cela ne prouve pas la régularité de ces sociétés, ce n'est pas douteux, mais cela prouve tout de même quelque chose.

Je n'ai guère dissimulé, au cours de cet article, que je ne crois pas que le vœu du législateur de l'an XI ait été de proscrire la société entre diplômés et non-diplômés et j'ai dit que je m'inclinai devant la jurisprudence sans prendre parti.

Je suis prêt à ajouter que je comprends cependant cette jurisprudence, qui a voulu préserver la santé publique, mais je crois aussi que les conditions de la vie ne sont plus les mêmes.

Nous avons aujourd'hui un service de l'inspection des pharmacies qui fonctionne parfaitement, nous avons un service de la répression des fraudes qui ne laisse pas à désirer, les méthodes d'analyse sont maintenant perfectionnées, et les dangers qui existaient jadis n'existent peut-être plus aujourd'hui, ou du moins sont très atténués.

La loi sur la pharmacie ou tout au moins l'interprétation que la jurisprudence en a donnée ne correspond certainement plus à nos mœurs et à nos habitudes.

Il semble peu à craindre de nos jours qu'une intervention non diplômée oblige le pharmacien à commettre des irrégularités de toute nature. Il peut même paraître utile à cette même santé publique qu'il y ait des associations de capitaux permettant des économies.

Les pharmaciens l'ont eux-mêmes si bien compris qu'ils ont déjà formé entre eux des coopératives d'achat, mais ils ne peuvent pas toujours trouver pour la fabrication des capitaux exclusivement diplômés.

Les trouveraient-ils à la formation, que bientôt des décès d'associés diplômés viendraient tout bouleverser.

Au décès d'un pharmacien, son hérédité sera souvent constituée par des non-diplômés et la société des diplômés licite à l'origine deviendra rapidement irrégulière.

Est-il d'ailleurs admissible que le pharmacien qui aura mis ses fonds dans une affaire ne puisse les retirer s'il en a subitement besoin et ne voit-on pas que s'il lui faut à tout prix trouver un acquéreur diplômé, le marché devient limité, et ses fonds courent le risque de ne plus se retrouver dans leur valeur réelle ?

Tant mieux, me dira-t-on, pour les diplômés qui resteront, c'est eux qui acquerront les actions à meilleur prix et du moins l'affaire restera pharmaceutique. C'est fort bien, mais comme presque tous les pharmaciens sont mortels, ils songeront à ceux qu'ils laisseront derrière eux et hésiteront à placer leurs capitaux dans une affaire où ils risquent de les voir compromis.

C'est l'hésitation des pharmaciens qui a fait l'audace des non-pharmaciens et c'est pourquoi nous voyons aujourd'hui tant de sociétés parfaitement correctes, mais irrégulières *selon la jurisprudence*.

Les mœurs sont toujours en avance sur la jurisprudence et sur les lois. Je crois qu'un jour viendra où les lois sur la pharmacie seront modifiées et élargies. Dans quelle mesure ?? L'avenir seul pourra nous le dire. Sincèrement je ne crois pas qu'il soit désirable que la pharmacie devienne jamais une profession libre.

Non seulement ce n'est pas l'intérêt des pharmaciens, mais ce n'est pas celui des malades.

Jusqu'ici, il faut bien le reconnaître, le corps pharmaceutique a été hostile aux changements, parce qu'il a craint, peut-être légitimement, d'être par trop sacrifié, mais je crois cependant qu'il vaudrait mieux réformer la loi maintenant plutôt que reculer le jour qui viendra, ce n'est pas douteux.

Ce jour-là, on ira peut-être plus loin qu'il ne faudra. Mais cela n'est pas une question de droit ; c'est une question d'ordre professionnel qui ne saurait me concerner. Les pharmaciens connaissent les conditions d'exercice de leur admirable profession, trop méconnue du public, et c'est eux seuls qui peuvent examiner dans quelle mesure il convient d'entr'ouvrir une porte pour éviter qu'elle ne soit un jour enfoncée.

Comme conclusion, je réponds à la question posée au début et je dis nettement : *qu'en l'état de la jurisprudence*, la société à responsabilité limitée ne se différencie en rien des autres *combinaisons* et qu'elle est tout aussi illicite.

J'ajoute qu'il n'y a aucune différence à faire entre une officine et un produit unique spécialisé ou non.

L'article 25 de la loi est formel et dit expressément : « Que nul s'il n'est pharmacien ne peut ouvrir une officine, préparer, vendre et débiter *aucun médicament*. »

Aucun médicament est une expression claire. »

Ceux-là étaient dans la vérité lorsque, au lendemain du vote de la loi du 7 mars 1925, ils estimaient que l'emballlement des uns et la confiance des autres dans les *Sociétés à responsabilité limitée* comprenant à la fois des diplômés et des non-diplômés seraient vite arrêtés au carrefour de la jurisprudence constante et solidement établie des Tribunaux, des Cours d'appel et de la Cour de cassation.

Dans une audience du 4 décembre 1929 ⁽¹⁾, le Tribunal de commerce de la Seine a déclaré *nulle*, comme contraire à la loi de Germinal, l'association à *responsabilité limitée* constituée entre un pharmacien et un non-pharmacien pour l'exploitation d'un produit pharmaceutique. L'associé pharmacien possédait la majeure partie du capital social, mais le contrôle et la collaboration de son associé étaient susceptibles d'entraver son indépendance absolue puisque ce dernier avait le droit d'intervenir dans la partie commerciale et financière de l'affaire.

La nullité de l'acte d'association a entraîné la liquidation de la Société de fait.

Voici ce jugement :

Le Tribunal :

Attendu que, suivant conventions sous seing privé, en date à Paris des 31 juillet et 8 août 1928, il a été formé une société à responsabilité dénommée « Laboratoire Le B... », société ayant pour objet notamment la fabrication et l'exploitation commerciale d'un produit dénommé « Ortho Gastrine » ou « Ortho Salma », destiné à combattre les affections gastriques, et la réalisation de toutes opérations s'y rattachant directement ou indirectement, les opérations de la pharmacie de détail exploitée par Le B... étant forcément exclues, société présentement établie à Paris, 51, rue Gay-Lussac, au capital de 101.000 francs, divisé en 101 parts entièrement libérées, attribuées : 51 parts à Le B..., et 30 parts à Le R..., en représentation d'apports en numéraire, les apports en nature étant constitués par divers éléments d'une société de fait ayant existé entre les parties et ayant eu pour objet l'étude et l'exploitation de l'« Ortho Gastrine », un

(1) B.S.P. 1930, page 69.

de ces éléments représentant la somme de 21.594 fr. 45 et se rapportant aux débours exposés en vue de l'exploitation de la marque, la Société à responsabilité limitée étant gérée par Le B..., avec les pouvoirs les plus étendus, ce pour toute la durée de la société, lesdites fonctions ne pouvant prendre fin sans son consentement que pour cause dûment constatée de nature à causer préjudice à la société, telle que malversations, usage de la signature sociale pour ses propres affaires, abandon de son poste de gérance pour une cause quelconque pendant plus de six mois consécutifs, le gérant étant tenu de fournir chaque année le rapport sur la situation morale et financière de la société, rapport auquel doivent être joints le bilan et l'inventaire, ainsi que les propositions de bénéfices, s'il y a lieu, et de solliciter la décision collective des associés concernant la gestion, les résolutions devant être prises à l'unanimité lorsque les associés sont au nombre de deux, notamment pour régler les appointements et attributions du gérant et réaliser les opérations se rapportant directement ou indirectement à l'objet social, à l'exception de la réalisation technique de la fabrication et de l'exploitation commerciale du produit, réalisation pour laquelle le gérant a des pouvoirs illimités et sans réserves, le gérant ou les associés réunissant les conditions requises pouvant provoquer une demande d'avis ou une réunion effective des associés, étant stipulé que toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la société entre les associés, à raison des affaires sociales, seront jugées par les tribunaux du siège social dans le cas où l'application de la clause compromissaire prévue n'aurait pas mis fin à ces constatations ;

Attendu que Le B... expose que Le R... n'étant pas pharmacien, la société susvisée doit être déclarée nulle, l'article 25 de la loi de germinal an IX portant que nul ne pourra préparer ou vendre des médicaments s'il n'a pas été reçu pharmacien ; que Le B... demande la dissolution de la société et la nomination d'un liquidateur ;

Attendu que Le R... soutient notamment qu'il aurait été et est encore co-proprétaire tant des éléments matériels que de la dénomination et la marque de la spécialité susvisée ; que par les dispositions exposées au contrat de société, Le B... muni du diplôme de pharmacien a seul le pouvoir irrévocable de fabriquer et de vendre ladite spécialité ; que la demande de Le B... serait mal fondée ; que Le B... voudrait le dépouiller du légitime profit auquel il s'est exposé ; qu'une telle attitude devrait entraîner la dissolution de la

société aux torts de Le B... ; que pour apprécier la réparation desdits torts, les parties devraient être renvoyées à se pourvoir conformément à la clause compromissaire stipulée ; qu'il demande, en outre, la somme de 10.000 francs à titre de dommages-intérêts pour action vexatoire, en concluant subsidiairement, au cas où le Tribunal ne ferait pas état de la clause compromissaire, à la nomination d'un liquidateur avec mission de réaliser par la voie d'enchères l'actif de la société à responsabilité limitée pour le prix être réparti dans les proportions de 51 et 50 ;

Sur la nullité de la Société ;

Attendu qu'en interdisant la préparation et la vente de médicaments par des personnes autres que des pharmaciens, la loi a eu en vue l'intérêt de la santé publique ; que pour sa sauvegarde, il importe que les préparations pharmaceutiques soient faites suivant les règles de l'art, par des personnes compétentes, ayant l'indépendance absolue nécessaire pour que leur responsabilité reste entière ;

Attendu que, si, en l'espèce, la fabrication et l'exploitation du produit susvisé qui est incontestablement un produit pharmaceutique, était dans les attributions du pharmacien Le B... qui avait à ce sujet des pouvoirs illimités et sans réserves, son indépendance et sa liberté d'action n'étaient pas absolues ; qu'il restait soumis au contrôle de son associé, lequel pouvait provoquer des demandes d'avis et modifier, d'accord avec le gérant, le taux des appointements de ce dernier et régler certaines de ses attributions ; que Le R... pouvait intervenir, sinon dans la partie technique de la fabrication et de l'exploitation commerciale, tout au moins dans toutes les opérations mobilières, immobilières, financières, commerciales, industrielles, en vue de la réalisation de cette fabrication et de cette exploitation commerciale ;

Attendu qu'en l'espèce, Le B... ayant des obligations envers son associé et sa liberté d'action pouvant être entravée par une intervention de sa part, le but cherché par la loi n'est pas atteint ; que la conséquence susvisée est en conséquence illicite et nulle ; l'associé non-pharmacien s'étant réservé un droit de contrôle et de collaboration pouvant compromettre l'indépendance absolue du gérant ; qu'il convient, dès lors, de faire droit à la demande en les termes qui suivront, en nommant un liquidateur pour liquider la communauté de fait qui a existé entre les parties, sans qu'il y ait lieu de faire état de la stipulation relative à la clause compromissaire, la nullité de l'acte entraînant celle de la

stipulation d'arbitrage y contenue, en disant que l'on ne saurait comprendre dans la masse active les apports résultant de stipulations dont la nullité est absolue, et en conférant au liquidateur la mission d'arbitre-rapporteur sur les contestations nées ou à naître entre les parties ;

Sur les conclusions de Le R... ;

Attendu que, par voie de conséquence, il n'y a lieu ni de prononcer la dissolution de la société aux torts et griefs de Le B..., ni d'appliquer la clause compromissaire contenue dans un acte nul, ni d'allouer de dommages-intérêts à Le R... qui a participé sciemment aux conventions illicites, ni d'indiquer au liquidateur par quelle voie il devra procéder à la réalisation de l'actif, ni de statuer quant à présent sur les contestations qui pourraient exister entre les parties ; concernant la copropriété revendiquée par Le R... sur les éléments matériels, la dénomination et la marque de la spécialité dont il s'agit, le liquidateur ayant la mission d'arbitre-rapporteur sur lesdites contestations, ni de répondre autrement aux conclusions de Le R..., les motifs exprimés au jugement répondant suffisamment ; qu'il convient dès lors de rejeter les conclusions à toutes fins qu'elles comportent ;

Sur les dépens,

Attendu que la nullité de la société et la liquidation en résultant sont la conséquence d'une faute commune ; qu'il convient par suite de faire masse des dépens, qui seront employés en frais privilégiés de liquidation ;

Par ces motifs ;

Déclare nulle et de nul effet les conversions d'association en date, à Paris, des 31 juillet, 8 août 1928, intervenues entre Le B... et Le R... ;

Nomme le sieur Catat liquidateur de la communauté d'intérêts qui a existé entre les parties ;

Dit que l'on ne saurait comprendre dans la masse active les apports résultant des stipulations dont la nullité est absolue ;

Confère audit sieur Catat les pouvoirs les plus étendus d'après les lois et usages du commerce pour la constatation et la réalisation des biens mobiliers et immobiliers de ladite communauté ; l'acquittement du passif et le règlement des droits de tiers et des intéressés, dans lesquels pouvoirs les plus étendus ainsi conférés sont compris ceux de donner mainlevée et consentir la réalisation de toutes inscriptions, saisies et oppositions, avec désistement du droit de privilège,

hypothèque et action résolutoire, le tout avec ou sans cons-tation de paiement ;

Dit que les sommes provenant des opérations de la liqui-dation seront, au fur et à mesure de leur réalisation, versées par le liquidateur à la Caisse des dépôts et consignations et autorise le liquidateur à retirer de ladite Caisse sur simple mandat signé de lui, tout ou partie des sommes déposées suivant les besoins de la liquidation ;

Dit qu'en fin de mandat, le liquidateur devra adresser et déposer au greffe de ce Tribunal un dépôt de ses opérations et qu'en cas de difficultés cet état sera soumis à l'homolo-gation du Tribunal, à la requête de la partie la plus dili-gente, en présence de tous les anciens membres de la société ou eux dûment appelés, et que, faute par le liquidateur d'obtenir de ces derniers son quitus, son compte de recettes et dépenses sera vérifié et ses honoraires arbitrés par juge-ment de ce Tribunal rendu, soit sur la demande par lui for-mée contre les anciens membres de la société qui n'auront pas donné quitus, soit si la demande n'est pas possible sur simple requête présentée par lui avec pièces justificatives à l'appui ;

Confère en outre audit sieur Catat la qualité d'arbitre-rapporteur sur les contestations nées ou à naître entre les parties ;

Dit qu'en cas de non-conciliation sur ces contestations, l'arbitre sus-nommé rédigera sur papier timbré son rapport qu'il enverra clos et cacheté au greffe de ce Tribunal pour être ensuite conclu et statué ce qu'il appartiendra ;

Ordonne qu'avis de sa nomination sera transmis au liquidateur par le greffier de ce Tribunal ;

Dit qu'en cas d'empêchement ou de démission, il sera remplacé par ordonnance de M. le Président du Tribunal rendu sur simple requête ;

Ordonne que, conformément aux art. 55 et 61 de la loi du 24 juillet 1867, expédition du présent jugement sera déposée au greffe de ce Tribunal et de la justice de paix de l'arrondissement où est établie la société, et, qu'en outre, extrait dudit jugement, en ce qui touche la nullité de la Société et la nomination du liquidateur, sera inséré dans les formes et délais prescrits par la loi ;

Déclare Le R... mal fondé en ses conclusions reconven-tionnelles à toutes fins qu'elles comportent ; l'en déboute.

Pour nous résumer, disons que l'ingérence de tiers non-diplômés dans la gestion de l'établissement est de nature à créer une sorte de provocation à l'exercice illégal de la pharmacie et un état de choses contraire à l'ordre public.

Nous sommes ici enserrés dans les textes d'une loi restrictive applicable à la pharmacie et si nous pouvons conclure à la validité des sociétés de personnes (Sociétés en nom collectif et des Sociétés à R.L. avec raison sociale), c'est à la condition que tous les membres associés soient tous diplômés, que l'association soit sincère, qu'elle ne gère pas un nombre d'officines supérieur à celui des associés, qu'aucun des associés ne possède une officine en propre, qu'en cas de pluralité d'officines, le contrat social réserve à chacun des diplômés-sociétaires la gérance exclusive de l'une des officines.

Au surplus, dans toute société comprenant des associés en nom, *seuls chargés de gérer l'officine* ou l'établissement, tout se passe comme s'ils étaient personnellement propriétaires et le public a les mêmes garanties puisqu'ils ont exclusivement la direction des affaires sociales et qu'ils sont indéfiniment tenus, sur tous leurs biens propres, de tous les engagements sociaux.

D'ailleurs, la loi les assimile complètement à des personnes faisant le commerce pour leur compte (art. 438 C. Commerce loi 15 juillet 1880 modifiée par la loi du 19 avril 1905).

Constatons que les raisons qui militent en faveur d'une telle jurisprudence, affirmée par de nombreuses décisions, sont évidentes et qu'elles touchent trop à la responsabilité, au secret professionnel, à la sauvegarde des droits des tiers, à la santé publique pour qu'il y soit apporté la moindre dérogation.

*
* *

6°) DISSOLUTION ET LIQUIDATIONS DES SOCIÉTÉS DE PHARMACIENS. — La formation de Sociétés entre pharmaciens diplômés est trop à l'ordre du

jour, elle répond trop, dans certains cas, à une nécessité et s'affirme trop comme devant, dans l'avenir, s'affranchir de l'isolement et concentrer des moyens puissants de production et d'analyse, pour que nous ne signalions pas l'intérêt de la question de *dissolution et de liquidation* de ces sociétés.

Au regard de notre législation civile et commerciale, ce sont déjà des matières délicates, mais elles le deviennent davantage quand il s'agit d'associations professant l'exercice de la pharmacie, exercice pour lequel une législation spéciale se greffe sur le droit commun.

Cette importante question a été traitée par le professeur Perreau, de la Faculté de droit de Toulouse, dans son ouvrage de *Législation et jurisprudence pharmaceutiques*. On en lira ses développements avec fruit ; nous nous contenterons, ici, d'indiquer les grandes lignes de son exposé.

Les causes de dissolution communes avec d'autres espèces de sociétés sont envisagées comme aussi les causes de dissolution propres aux sociétés de pharmacie.

Il y est traité de l'administration provisoire, de la désignation de l'administrateur provisoire, des qualités légales de l'administrateur, des pouvoirs de l'administrateur.

Un chapitre est consacré à la liquidation : désignation du liquidateur, fonctions du liquidateur.

Ajoutons ceci : Que la société soit nulle ou régulière, sa liquidation se déroulera suivant un processus assez semblable, grâce à la théorie des *sociétés de fait* ⁽¹⁾, c'est-à-dire conformément à la loi des parties.

■
**

7°) CONVENTIONS VALABLES PAR DEROGATION AU DROIT COMMUN. — Ces exceptions sont au nombre de trois ; elles sont consenties par la loi au

(1) Cf. *Revue des Sociétés* (Juillet 1930). Cass. Civ., 13 Juillet 1927 : *Gaz-Pal.*, 1927-2-604. — Cass. 27, Janvier 1920 : *Sirey* 1920-1-364.

profit de la veuve et des héritiers du pharmacien (arrêté du 25 thermidor an XI et loi du 9 février 1916 modifiée par la loi du 15 juin 1922), au bénéfice des Hôpitaux (loi du 7 août 1851) et des Mutualités (loi du 1^{er} avril 1898).

*
**

8°) LES COOPERATIVES DE PHARMACIENS. —

Le principe de la coopération est trop connu, la devise du coopératisme « Chacun pour tous, tous pour chacun » reçoit trop souvent son application dans les domaines les plus divers, pour que nous exposions les avantages de cette mise en commun des moyens tendant à satisfaire les mêmes besoins.

La pharmacie coopérative se conçoit sous la forme de coopérative de consommation, de coopérative de production et de coopérative mixte de production et de consommation.

La coopérative de consommation est née de la volonté de soustraire le pharmacien aux exigences de l'intermédiaire. Elle paraît avoir été la première manifestation de solidarité professionnelle.

Les pharmaciens ont vite compris l'intérêt qu'ils avaient à s'approvisionner directement en créant des bureaux d'achats qui se chargent de répartir entre leurs adhérents les produits acquis à des prix intéressants dans les maisons de gros. Leur champ d'action est vaste : produits chimiques, accessoires, pansements, articles d'orthopédie, spécialités, etc.

La coopérative de production suppose un échelon plus élevé dans la voie de la solidarité professionnelle.

Il ne s'agit plus de gérer un Comptoir d'achats, mais de l'organisation de laboratoires en vue de la préparation de produits pharmaceutiques.

Son action ne paraît pas devoir être efficace pour la préparation des *produits chimiques*, car les grandes installations industrielles qui sont spécialisées dans ces fabrications sont trop puissantes et exigent des capitaux

trop imposants pour qu'il soit possible de lutter contre elles ; elles sont trop savamment outillées pour qu'il soit permis de leur faire concurrence. Au surplus, les pharmaciens n'ont pas le monopole de la vente des produits chimiques.

Il en est autrement des préparations officinales proprement dites parce que leur vente est réservée aux pharmaciens. De sorte que la préparation en commun de ces produits, notamment huile camphrée, teinture d'iode, liniment de Rosen et autres teintures alcooliques et extraits mous et aqueux, etc., est fort intéressante.

Quant à la *spécialité*, elle trouve dans l'outillage et les laboratoires de la coopérative de précieux éléments de production.

La coopération a déjà rendu de réels services à la cause des pharmaciens et elle ne peut qu'être fertile dans l'avenir en réalités heureuses.

La coopérative mixte de production et de consommation est certainement le type des coopératives le plus usité. Elle assure l'approvisionnement de ses membres en produits manufacturés, en produits médicaux et en spécialités. Grâce à son organisation, les spécialités qu'elle fabrique personnellement peuvent recevoir une vulgarisation commerciale considérable et stimuler ainsi les inventeurs, tout en favorisant les adhérents.

Les coopératives pharmaceutiques ne sont recrutées que parmi les pharmaciens et comme ceux-ci gèrent déjà une officine, c'est donc sous le signe de la tolérance qu'elles fonctionnent et prospèrent pour le plus grand bien non seulement des pharmaciens, mais aussi des malades eux-mêmes. A ce point de vue, la jurisprudence a heureusement évolué.

C'est ainsi notamment que se sont formés : le *Comptoir National de la Pharmacie française*, la *Coopérative des Pharmaciens de l'Est*, la *Galénique* (à triple base : syndicale, mutualiste et coopérative), la *Société Générale de Droguerie française* (Sogedrof), la *Coopérative pharmaceutique française* (La Cooper de Melun).

Cette dernière ⁽¹⁾ est une Société anonyme au capital de 3.600.000 francs et son chiffre d'affaires annuel dépasse plus de cent millions. Elle fabrique une quantité considérable de produits spécialisés qui sont diffusés directement auprès du client par les coopérateurs.

Ces produits s'appellent des « *socialités* ».

Il existe aussi une société à responsabilité limitée au capital de 1.850.000 francs appelée : « *Laboratoires galéniques Vernin* » à Melun, rue Dajot.

Signalons également la *Société générale de Droguerie française* ⁽²⁾ (Sogedrof), société anonyme au capital de 600.000 francs, fondée en 1910, dont le siège social est 7, rue Jules César à Paris. Elle ne fournit que les membres du Syndicat des Grandes Pharmacies et se limite à tout ce qui n'est pas la spécialité.

Le but de la société « Sogedrof », après une juste rémunération du capital, n'est pas d'accumuler des réserves d'argent pour donner une plus-value aux actions, mais de vendre le moins cher possible.

A la mort ou au départ d'un actionnaire, ses actions reviennent obligatoirement au Siège social pour être remises à son remplaçant.

Le nombre des actions possédées par tout actionnaire est limité, mais chacun doit en avoir un minimum afin qu'il n'ait pas à se désintéresser de la marche de l'affaire.

Indiquons cette autre société : *Comptoir pharmaceutique moderne*, à Paris, qui ne s'occupe, elle, que de spécialités.

Quant au « *Comptoir national de la Pharmacie Française* » ⁽³⁾ (C.N.P.F.), c'est une société anonyme coopérative à capital variable (articles 48 et 54 de la loi du 24 Juillet 1867), son siège social est 9 bis, rue Antoine Bourdelle à Paris (15^e). Elle possède des agences en province, à Angers, Châteauroux, Marseille et Rennes.

(1) Voir Statuts de la Société.

(2) Voir Statuts de la Société.

(3) Voir Statuts de la Société.

La *Coopérative des Pharmaciens de l'Est* ⁽¹⁾, est une société anonyme entre pharmaciens dont le siège social est 8, Grande-Rue, à Belfort. Elle a aussi parmi ses membres une mutuelle coopérative dont les statuts ont été approuvés par le Ministre du Travail le 12 Juin 1933. La Société a pour objet de servir d'intermédiaire entre les fabricants et les pharmaciens détaillants pour les approvisionnements de ces derniers en produits de droguerie, de pharmacie et de produits connexes.

Le capital social est fixé à 400.000 francs, il est divisé en huit cents actions de 500 francs chacune.

Les actions qui sont nominatives ne peuvent devenir ou demeurer la propriété que de pharmaciens. En cas de décès d'un pharmacien associé, la veuve ou les héritiers sont tenus de céder les actions qu'ils possèdent à des pharmaciens associés ou agréés. La Société est administrée par un Conseil composé de cinq membres au moins et de treize au plus. Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont gratuites.

La Coopérative des Pharmacies de l'Est compte actuellement 250 adhérents. Le montant de ses répartitions au cours de l'année 1932-1933 a été de 15,400.000 francs.

(1) Voir Statuts de la Société.

CHAPITRE CINQUIEME

L'évolution de la pharmacie

Les progrès incessants de la chimie dans tous ses domaines : inorganiques, organiques, biologiques, analytiques, etc..., ont fait du pharmacien moderne plus un chimiste qu'un botaniste. La pharmacopée végétale tend à faire place à la pharmacopée chimique et cette transformation se poursuit sans arrêt dans les laboratoires.

La thérapeutique devient scientifique et le pharmacien d'officine, débordé par la multiplicité des branches nouvelles de sa profession, se tourne vers ses confrères spécialisés et leur demande une variété infinie de produits. C'est ainsi qu'a pris naissance la spécialisation dans la pharmacie. En dehors des Intrails (véritables extraits de « plantes stabilisées »), les simples occupent aujourd'hui peu de place dans les officines à côté des « granulés », « pasta », « pilules », « ovules », « perles », « ampoules », et autres produits irradiés.

La vieille thérapeutique moyenâgeuse, spécialement végétale, comprenant force décoctés de racines, ou de fleurs fraîches de provenance connue ou soigneusement cachée va tomber petit à petit en désuétude.

Les sels minéraux vont supplanter les bocaux à plantes. L'approvisionnement et l'achat des produits chimiques simples ou composés est moins facile que l'ancien approvisionnement en herbes sèches. Il faut s'adresser à l'industrie : il faut acheter et il faut revendre...

Voici la chimie organique avec ses combinaisons et ses éléments nouveaux ; son vaste champ d'exploitation. Le pharmacien ne prépare plus lui-même, il ne le peut plus ; il a recours à l'industriel mieux outillé pour préparer son hexaméthylène tetramine, son sulfo-ricinale de soude, son salicylate de paratolyldiméthylpyrazolone (salipyrine), son benzoate de soude.

Les comprimés ont le vent en poupe. Une nouvelle médication s'est instaurée : colloïdaux, organo-métalliques, métalloïdiques, ferments (lactiques en particulier), produits radio-actifs (la radio et la radium-thérapie). Les méthodes modernes de traitement, préventives et curatives, comme la séro-thérapie, la vaccinothérapie, l'opothérapie, d'après les travaux de Claude Bernard, le sollicitent et il se trouve dans l'impossibilité d'assurer la préparation des sérums qui est confiée à des maisons spécialement autorisées à cet effet.

L'utilisation à l'état frais, sous forme d'extraits ingérés ou injectés (hypodermie) des organes et tissus, corps thyroïde, thymus, corps pituitaire, capsules surrénales, rate, testicules, ovaires, foie, pancréas, glandes mammaires, moëlle osseuse, etc., exige l'intervention de laboratoires opothérapiques. Les énergétènes (sorte d'opothérapie végétale) ont fait leur apparition.

La toxicologie, la bactériologie et les sciences voisines ont pris d'énormes développements. Les procédés de stérilisation, de Pasteurisation, de Tyndallisation dépassent les moyens de l'officine ordinaire de sorte que les produits stérilisés, pansements, catgus, cotons, ampoules, etc., sont fabriqués dans des établissements spéciaux et livrés prêts à la vente.

Dans le domaine chirurgical, l'asepsie tend à remplacer l'antisepsie. Les progrès accomplis tant dans la chimie que dans la physique (optique de précision, radiations, électro-chimie, etc.) nécessitent la propriété d'appareils délicats et coûteux.

Enfin, comment ne pas être frappé par les progrès du machinisme dans la préparation actuelle des médicaments ?

« La mécanique a, en effet, amené d'heureuses transformations dans l'outillage de l'industrie pharmaceutique. Les appareils d'épuisement et d'évaporation se sont prodigieusement perfectionnés. Les méthodes nouvelles de distillation sous pression et même dans le vide permettent maintenant de ne pas détruire la molécule albuminoïdique la plus fragile. Les concasseurs, les pulvérisateurs, les tamis, permettent l'obtention rapide de produits irréprochables. Les malaxeurs, les mélangeurs, les émulsionneurs, assurent une fabrication absolument impeccable.

Et le médicament, prêt à être livré, soigneusement emballé et luxueusement présenté, s'en va dans toutes les directions, dans toutes les officines de France où le malade le trouvera. » (1).

La faveur que le public accorde aux spécialités dont le nombre dépasse peut-être 30.000 oblige le pharmacien à recourir aux usines-laboratoires, aux établissements purement commerciaux ou industriels.

Enfin, il n'est pas jusqu'aux conditions actuelles d'exercice de la médecine qui n'aient influencé la profession du pharmacien et l'engouement du Corps médical pour la spécialité est trop certain pour que nous ne le mentionnions pas. Dans sa thèse sur les *Apothicaires de Nancy*, au XVIII^e siècle, *Jean Tétau* relève l'admiration qu'avait déjà le public lorrain pour la spécialité à cette époque — avant la lettre par conséquent — et qu'elle faisait prévoir le développement qu'elle devait prendre par la suite pour aboutir à son triomphe au XX^e siècle.

« Et encore, la méthode ne semble-t-elle pas à son apogée tant sont pressantes les causes, et sans réplique les raisons qui motivent cette pratique, indépendamment de la certitude, de la rapidité et de la puissance de l'action curative, qualités qui ne font plus question », déclare M. le Docteur Lafay (2).

En dehors de quelques médicaments galéniques par-

(1) Illustrations d'H. Iselin. Marie-Josèphe Ducros.

(2) Comptoir national de la Pharmacie française (Sept. 1922).

ticulièrement simples, écrivait déjà en 1905 M. le Professeur Moureu, le pharmacien est aujourd'hui dans l'impossibilité matérielle absolue de préparer lui-même la majeure partie des produits pharmaceutiques qu'il utilise. Depuis lors, l'évolution n'a fait que se poursuivre à une cadence accélérée et a suivi les transformations que la médecine elle-même a subies.

« En pharmacie comme ailleurs, a écrit Narodetzki, la spécialisation est devenue la condition première de toute bonne fabrication qui y trouve la récompense du profit et l'émulation de la concurrence ; et le remède a évolué au rythme du siècle.

Remède moyen, offert par la voie de la grande presse à la consommation des demi-malades, des convalescents, des affaiblis, des « mal-fichus », qu'un essai convertira aux pilules antianémiques, au vin fortifiant, à la pastille béchique, que la publicité aura appâtés, mais que seule la qualité saura retenir ; remède moyen, qui ne peut réussir commercialement que s'il réussit sans autre qualification ; remède moyen qui a éliminé les secrets de bonne femme et les élucubrations charlatanesques ; remède moyen qui a vaincu les superstitions et démocratisé l'hygiène ; remède moyen qui fait de... (ne nommons personne !) la monnaie de Pasteur et élève au foyer moyen la qualité moyenne de la vie... Ou remède inédit, remède nouveau échappé au hasard des cornues, conçu dans la dignité des laboratoires de science pure élaboré dans la fièvre des hautes industries et qui ne cesse d'être un article d'expérimentation pour rentrer dans l'application quotidienne qu'après avoir connu les appréciations judicieuses du prix de revient et donné les assurances du profit légitime. Remèdes qui tous, quels qu'ils soient, malgré l'interdiction légale d'hier et l'irrégularité fiscale d'aujourd'hui, apportent à la race des hommes avec toujours un peu d'illusion, la certitude des réalités souvent bienfaisantes, remèdes qui aident à vivre comme à mourir, quelle autorité aurait pu briser leur essor que la force des choses imposait à la méconnaissance des textes et à la mauvaise volonté des procédures. »

CHAPITRE SIXIEME

La fabrication et la vente en gros des produits pharmaceutiques

La pharmacie s'est donc de plus en plus industrialisée et son évolution a impérieusement sollicité l'installation de vastes usines, de laboratoires de recherches ou de production, savamment et puissamment outillés, et de grands comptoirs de vente ; la collaboration de compétences scientifiques, techniques et commerciales ; l'apport d'importants capitaux.

L'officine continue de débiter au détail, mais sous la poussée irrésistible de la science, des appels du public aux spécialités, des besoins de l'hygiène, du désir des fabricants d'offrir à meilleur marché des produits de plus en plus purs et bienfaisants, de la concurrence qui s'exerce non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi à l'étranger, dans nos Colonies et nos Protectorats, la fabrication en gros a pris des développements considérables et s'est enrichie de nombreuses découvertes. En présence de l'infériorité économique du pharmacien détaillant, elle est devenue une nécessité : nécessité scientifique et médicale, nécessité industrielle et commerciale, nécessité nationale et internationale.

De même que les cadres de la législation de Germinal ont fini par céder (décret précité du 13 juillet 1926) devant la magnifique floraison de la spécialité qui était en puissance dans le remède secret, de même les limites

étroites de la jurisprudence en matière de sociétés pharmaceutiques finiront peut-être par s'élargir pour permettre aux procédés modernes de fabrication et de vente en gros de se déployer plus librement en conciliant tout à la fois la technique et le capital, en fixant les rapports du diplôme et de l'aide financière, en renforçant — si besoin est — les responsabilités dans l'intérêt de la santé publique.

Tout évolue avec le temps, même la législation et c'est heureux. Les Sociétés, comme les Etats, sont en voie d'évolution constante, d'où l'obligation de réadapter périodiquement la réglementation aux besoins contemporains. Des lois nouvelles, dont la nécessité ne s'était pas révélée autrefois, n'ont-elles pas été votées récemment : loi sur les loyers, loi sur les baux ruraux, loi sur la propriété commerciale, loi sur les billets de fonds de commerce, loi sur les assurances sociales, etc.

Le rajeunissement de la législation pharmaceutique est une des lois du progrès.

Il y a quelques années déjà (loi du 2 juillet 1862), n'avons-nous pas assisté à une modification profonde des conditions d'exploitation des *offices d'agents de change* ; ceux-ci d'abord tenus de posséder intégralement leur charge ont été admis à s'adjoindre des *bailleurs de fonds* participant aux bénéfices et aux pertes de l'exploitation. L'article 75 du Code de Commerce ⁽¹⁾ qui règle leur situation est intéressant à lire et à méditer, aussi l'avons-nous transcrit ci-après :

« Les agents de change près des bourses pourvues d'un parquet pourront s'adjoindre des bailleurs de fonds intéressés, participant aux bénéfices et aux parties résultant de l'exploitation de l'office et de la liquidation de sa valeur.

Ces bailleurs ne sont passibles de pertes que jusqu'à concurrence des capitaux qu'ils auront engagés.

Le titulaire de l'office doit toujours être propriétaire en son nom personnel du quart au moins de la somme représentant le prix de l'office et le montant du cautionnement.

* *

(1) Code commerce Dalloz. Petite collection, page 148.

La survenance d'un élément nouveau (la constitution des Sociétés) dans la vie sociale a mis plusieurs fois à l'ordre du jour la question de modification de la loi de Germinal. Mais les nombreuses tentatives faites par le Parlement pour la résoudre ont échoué.

Les propositions de loi les plus récentes sur l'exercice de la pharmacie sont dues à M. Mille, à MM. Barthe et Gaston Lalanne, Députés, et sur la réglementation et la vente des spécialités pharmaceutiques, à M. Amédée Peyroux et à M. Edmond Lefebvre du Prey, Députés. Elles ont fait l'objet d'un rapport à la Chambre des Députés, déposé en mars 1914 par M. Schmidt.

Ce rapport a été repris, au nom de la Commission de l'Hygiène publique, le 6 février 1919 par M. Emile Vincent, Député de l'Yonne et pharmacien, qui a eu la grande amabilité de nous aider dans nos recherches sur ce point particulier de notre travail.

Puis, M. Vincent a pris l'initiative (23 janvier 1920), de déposer lui-même une proposition de loi sur l'exercice de la pharmacie et il en a été le rapporteur. Son rapport a été présenté dans la séance du 16 avril 1920. Après avoir déclaré que l'« évolution pharmaceutique s'est faite contre la loi », M. Emile Vincent nous donne quelques citations suggestives au sujet de notre infériorité au point de vue chimique : M. Haller (1). — « L'essor de l'industrie chimique allemande date du commencement de la seconde moitié du siècle. Avant cette époque, la France et l'Angleterre détenaient le monopole de l'industrie chimique. Elles se partageaient le marché du monde et étaient les nations initiatrices d'où partaient la plupart des découvertes et améliorations.

Presque toujours les idées premières jaillissaient en France mais recevaient leur première application en Angleterre. Tant que nos besoins se bornaient aux produits de la grande industrie chimique et que l'on demandait à la nature les colorants, les parfums, les médicaments nécessaires à la consommation, la science chimique de l'industrie pouvait être facilement limitée.

(1) M. Haller. Exposition de Chicago 1893.

Les ingénieurs sortant de nos écoles spéciales étaient suffisamment préparés pour diriger les usines et améliorer les produits de fabrication. D'autant plus que ces améliorations étaient, la plupart, d'ordre mécanique. Mais le jour où la chimie a élargi son domaine, où, par ses procédés synthétiques, elle s'est posée en concurrente de la nature, où elle s'est mise à exploiter celle même qu'on appelle le goudron de houille, où elle s'est imposée à la médecine et à l'hygiène, ou enfin elle a forcé la porte de beaucoup d'autres industries où l'empirisme régnait en maître, il en fut autrement.

A ce moment, il fallut à l'industrie une armée de travailleurs instruits, familiarisés avec toutes les méthodes scientifiques, pourvus non seulement de connaissances accumulées par leurs devanciers, mais encore des découvertes qui se poursuivaient parallèlement dans le monde entier ; cette armée, il faut le reconnaître, l'Allemagne la possédait à point nommé et c'est au concours de ces forces, réunies à une judicieuse organisation, que son industrie doit son épanouissement actuel... »



M. Haller ⁽²⁾. — « Une des causes de cette déchéance, et la principale, c'est le malentendu, le désaccord progressif entre l'élément scientifique et l'industrie, c'est l'indifférence que les hommes de science ont témoignée à l'égard de celle-ci. »

— *M. Georges Blondel* ⁽¹⁾. — « J'ai constaté partout en Allemagne l'union féconde de la science et de l'industrie. Le savant aide l'industriel, et tous deux, je crois, comprennent mieux que nous le caractère de l'industrie moderne qui est le perpétuel changement.

Il ne suffit pas pour un peuple de posséder des savants éminents, il faut que les méthodes des savants pénètrent le plus rapidement possible au sein des masses, que leurs découvertes soient transformées en riches-

(2) M. Haller. Rapport exposition universelle 1900.

(1) M. Georges Blondel. L'essor industriel de l'Allemagne.

ses par les industriels et les travailleurs. Or, l'Allemagne s'est ingéniée à mettre la science à la portée de tous. Les grandes usines ne se contentent pas de leur propre personnel. Elles s'attachent encore régulièrement comme conseil les professeurs d'universités les plus renommés ou s'assurent la propriété de leurs découvertes éventuelles. Les savants allemands ne dédaignent point d'ailleurs de prendre eux-mêmes et en leur nom des brevets qu'ils cèdent ensuite aux fabricants qui désirent les exploiter. C'est un vrai drainage de la production scientifique au produit de l'industrie, celle-ci à son tour fait bénéficier la science de nombreux perfectionnements réalisés dans les usines. Par l'étendue et la puissance des moyens qu'elle met en œuvre, elle a permis à bien des savants allemands de mener à bonne fin des recherches qu'il eût été impossible de réaliser sans de fortes dépenses et de grandes pertes de temps dans les laboratoires des universités »

M. P. Garnal (2). — « Mais la loi française interdit ce que les nécessités du progrès industriel moderne exigent.

La loi française proclame illicite et nulle toute association sous quelque forme que ce soit entre pharmaciens et médecins, capitalistes, chefs d'entreprise non pharmaciens, constituée en vue de la fabrication et de la vente d'un médicament, produit chimique ou préparation galénique.

Cette association ne peut se produire que clandestinement en violation des lois, par des artifices juridiques et permet aux pharmaciens de ne collaborer aux progrès de l'industrie chimique et pharmaceutique que comme prête-noms et comme salariés à gage.

Il faut que cette situation contraire aux intérêts de notre industrie pharmaceutique cesse ; elle constitue le plus monstrueux des anachronismes. »

■
* *

(2) M. Paul Garnal, *Action pharmaceutique* (1918).

Le décret du 13 juillet 1926 sur les spécialités est postérieur à ces citations ; il marque une étape très importante dans l'exercice de la pharmacie, mais il ne modifie pas la jurisprudence en ce qui concerne les capacités financières de production, de fabrication et de vente en gros.

Cependant, les spécialités ont pris un développement considérable.

« L'homme qui a l'espérance, s'il fait une découverte utile de monopoliser pour un temps son produit, d'imposer à la consommation sa marque de fabrique et d'édifier ainsi sa fortune, travaille et découvre soit des associations de substances, soit des modes nouveaux, d'administration plus commodes et plus faciles et même des remèdes nouveaux. Lutter contre les spécialités en pharmacie, ce serait enrayer le perfectionnement de la science pharmaceutique, ce serait tuer l'initiative individuelle, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus productif et de plus fécond... Et ce n'est pas seulement dans l'ordre scientifique et pratique que la réglementation à outrance serait funeste : elle serait funeste au point de vue du commerce général de nos *exportations*. »

(M. Naquet — Rapport Emile Vincent).

On sait que la vente et la fabrication, en vue de l'exportation, des préparations et compositions pharmaceutiques sont exclusivement réservées aux pharmaciens (Paris 3 juillet 1913, C. C. Ch. crim. 26 avril 1914), et que toute infraction à ce principe entraîne les peines prononcées par les lois des 21 Germinal an XI (art. 33) et 29 Pluviôse an XIII.

« Pourquoi reprocher à un pharmacien, dit M. Astier (rapport Emile Vincent), de s'adonner plus particulièrement à l'étude, à la préparation d'une substance utile à la santé, de consacrer à cette œuvre, à cette entreprise, si l'on veut, un effort constant, de chercher à la développer, soit par des ressources personnelles, soit par celles d'autrui, de créer enfin un établissement d'où partiront sous son cachet et sous sa marque pour entrer dans la consommation courante, les produits de son intelligence et de son labeur... Il est d'ailleurs évident

pour nous que le pharmacien qui prépare chaque jour les mêmes médicaments d'après des méthodes éprouvées et invariables sera en mesure de livrer à la consommation un produit mieux préparé, plus uniforme, plus en rapport à tous égards avec les besoins de la thérapeutique...

Si l'on veut bien réfléchir à ce fait que la fabrication en grand de certains médicaments exige de vastes usines et des capitaux considérables, on conviendra qu'il serait bien impossible à la plupart des pharmaciens détaillants d'entreprendre cette fabrication ».

*
**

A) PROPOSITION DE LOI BUSSIERE. — Dans la séance du 9 février 1909 de la Chambre des Députés, M. Bussière, Député, déposa une proposition de loi (N° 2298) tendant à modifier la loi de Germinal en ce qui concerne la constitution des associations qui exploitent des établissements se livrant à la fabrication de produits pharmaceutiques.

L'article 1^{er} prévoyait « qu'aucun établissement se livrant à la *fabrication* et à la *vente en gros* de compositions et préparations pharmaceutiques ne pourra être exploité par une association autre qu'une société en nom collectif dont l'un des membres au moins sera un pharmacien diplômé ou une société en commandite simple dont l'un des commandités, gérant, sera diplômé ou enfin par une société en commandite par actions dont l'un des gérants sera diplômé. »

Cet article ajoutait: « De plus, dans tous les cas prévus au précédent alinéa, le pharmacien y visé devra, d'après les termes formels de l'article social :

d'une part, avoir fait un apport effectif et réel,

d'autre part, occuper au point de vue de la gestion une situation prépondérante. »

La proposition de loi fut rapportée le 25 mars 1909 par M. le Député Andrieu, mais M. Bussière dut l'abandonner et se rallier au texte de la Commission.

*
**

B) PROPOSITION DE LOI EMILE VINCENT. — Nous l'avons dit, cette proposition déposée le 23 janvier 1920 (annexe N° 231 du J.O.), fut rapportée par son auteur le 16 avril 1920 (annexe N° 717 du J.O.), mais fut renvoyée « à la suite », c'est-à-dire *sine die*, le jour même où M. Poincaré, Président du Conseil, dut répondre aux interpellations sur l'occupation de la Ruhr.

La proposition Vincent est l'œuvre la plus complète qui ait été présentée jusqu'ici sur l'exercice de la pharmacie ; il est vrai qu'elle émane d'un familier de la profession qui connaît les détours du sérail...

Son rapport est fouillé et étayé d'une abondante documentation puisée aux sources les plus autorisées. La Commission d'hygiène, déclare-t-il, ne s'est pas bornée à l'examen du texte qui lui était soumis : elle s'est emparée de diverses propositions faites au cours des législatures précédentes et a fait une étude approfondie de ces propositions.

L'article 19 consacrait le droit de vente libre pour les drogues simples et des produits chimiques définis.

« Il n'y a pas lieu, dit le rapport, d'astreindre les grandes entreprises vendant aux pharmaciens aux mêmes règles que les officines préposées à la vente au public. Il faut donc leur créer un *statut* et établir les conditions de la *vente en gros* des médicaments. »

L'article 22 du rapport présenté au nom de la Commission était ainsi conçu :

« Lorsqu'un établissement exploitera et mettra en vente soit des drogues simples ou des produits chimiques destinés à la pharmacie, préparés pour la vente au consommateur et livrés sous cachet au pharmacien, soit des compositions ou préparations pharmaceutiques mises en vente dans les mêmes conditions, il devra être exploité, soit par un pharmacien, soit par une société en nom collectif dont l'un des associés-gérants, sera pharmacien, soit par une société en commandite simple dont le commandité sera pharmacien, soit par une société en commandite par actions dont l'un des gérants sera diplômé, soit par une société anonyme dont le Conseil d'administration devra comprendre des pharmaciens.

Dans ce dernier cas, le nombre des membres du Conseil d'administration munis du diplôme de pharmacien ne sera pas inférieur au quart.

Dans tous les cas, le pharmacien gérant diplômé ou l'un des administrateurs diplômés sera responsable des quantités spécifiques ou dosimétrique des produits.

Tout pharmacien qui prendra la gestion et la responsabilité d'un établissement visé au présent article sera tenu de déposer son diplôme dans les conditions fixées par l'article 2. »

Ce texte est différent de celui que M. Vincent, se substituant à son collègue M. Schmit, avait proposé dans son premier rapport sur la question (séance du 6 février 1919 — n° 5664 — 11^e Législature).

Il prévoyait, en effet, la « *société anonyme* dont « tous les actionnaires seront pharmaciens » et précisait que les « actions des sociétés visées au 1^{er} § de l'article 23 (ancien) seront nominatives et les deux tiers de ces actions au moins, devront être entre les mains de porteurs de nationalité française. »

Ce dernier texte a fait l'objet de la note suivante du *Syndicat de l'Industrie chimique pharmaceutique*, 61, rue de l'Arcade, à Paris, laquelle communication a été insérée au Bulletin S.P. (novembre 1920) :

« Le rapport si remarquable de M. Billon sur le projet de loi de M. Vincent réglementant l'exercice de la pharmacie, contient un exposé complet des raisons qui militent en faveur de la modification de l'article 23 dans un sens favorable aux sociétés anonymes.

Il souligne avec raison l'importance prise par les laboratoires industriels. L'art du pharmacien a évolué. La science pharmaceutique, qui a eu longtemps pour objet la préparation des médicaments d'origine galénique, devient de plus en plus une dépendance de la chimie dont l'étude sous toutes ses formes prend une place toujours croissante dans le programme des Ecoles. Etant donnée d'autre part la complexité des corps que la chimie, notamment la chimie organique, met à la disposition de la pharmacie, il faut reconnaître que dans bien des cas, le pharmacien est obligé de recourir à des laboratoires industriels de recherches, pouvant mettre en œuvre toutes les ressources de la science moderne, avec l'organisation coûteuse qu'elles comportent pour la production du vide, du froid, de la vapeur, de l'électricité, etc.,

Ces laboratoires industriels exigent un personnel technique d'une compétence particulière ayant fait des études approfondies, et possédant l'expérience nécessaire pour transformer les fabrications de laboratoire en fabrications industrielles, dresser des plans d'appareils, créer en un mot les usines qui permettront la fabrication en grand des corps recherchés et l'utilisation des sous-produits.

La création et l'entretien de ces laboratoires scientifiques et de ces usines, que l'Allemagne possédait en si grand nombre avant la guerre (et qu'elle possède toujours) ont donc pour corollaire une organisation financière très forte.

Cette puissance financière, la loi projetée semble vouloir mettre obstacle à sa réalisation. M. Billon fait justement remarquer qu'en imposant aux Sociétés en commandite par actions de donner à leurs titres la forme nominative, le projet de loi Vincent entrave leur création. Pour les Sociétés anonymes, il constate également que l'obligation de ne compter parmi les actionnaires que des pharmaciens, revient purement et simplement à les éliminer des formes de Sociétés autorisées.

Nous ajouterons aux arguments de M. Billon que ces Sociétés mises dans la nécessité de recruter toujours dans le même cercle leurs actionnaires, ne pourront se multiplier comme l'exigerait l'intérêt de la science des produits chimiques pharmaceutiques.

En outre, à quelles difficultés une Société anonyme composée d'actionnaires exclusivement pharmaciens peut-elle être exposée, lorsque survient le décès d'un de ses membres ? En cas d'existence de mineurs, ces difficultés peuvent être insolubles et la vie même de la Société se trouver mise en jeu.

Les conditions de validité imposées par l'article 23 sont-elles d'ailleurs dictées par le seul souci qui puisse justifier ces restrictions et qui doive dominer la matière qui nous occupe : la protection de la santé publique ? Si cette protection ne réclame pas les mesures proposées qui sont inutiles et inopérantes, comme nous allons le voir plus loin, il faut les écarter du projet, et ne pas oublier qu'il est de l'intérêt national bien compris de donner aux Sociétés anonymes la liberté dont elles ont besoin pour réunir capitaux importants nécessaires au but qu'elles poursuivent ; ce ne sont ni les Sociétés en commandite par actions nominatives, ni les Sociétés composées d'actionnaires exclusivement pharmaciens qui pourront répondre aux exigences actuelles.

Plaçons-nous maintenant au point de vue purement juridique. Il nous sera facile de signaler l'illogisme des dispositions proposées par l'article 23 visant les Sociétés en commandite qu'il place sous un régime de faveur injustifié, alors que toutes les rigueurs du législateur sont réservées aux Sociétés anonymes.

Reprenons les termes de l'article 23 : « L'établissement devra être exploité par un pharmacien, soit par une Société en nom collectif dont l'un des associés-gérants sera pharmacien, soit par une Société en commandite par actions, dont l'un des gérants sera diplômé. »

Contrairement à une jurisprudence qui s'était établie et qui avait étendu plus ou moins juridiquement la loi de Germinal an XI aux nécessités actuelles, la loi nouvelle n'exigera donc plus que dans les Sociétés en nom collectif tous les associés soient diplômés.

Est-ce que cette disposition serait de nature à assurer, selon le vœu du législateur, la protection de la santé publique ?

Peut-on considérer comme suffisante pour cet objet la faculté de confier la direction d'une telle Société à des gérants dont l'un, par exemple, titulaire du diplôme de pharmacien, pourra n'avoir qu'un intérêt infime dans la Société, une simple situation de prête-nom, tandis que l'autre, propriétaire de la partie la plus importante du fonds, n'offrira aucune garantie de compétence professionnelle ?

La loi de Germinal an XI ne répondait plus sans doute aux exigences actuelles, mais il nous semble que le projet de loi Vincent dépasse de beaucoup les limites de tolérance qui sont compatibles avec la protection de la santé publique.

Nous ferons les mêmes critiques aux dispositions qui concernent les Sociétés en commandite par actions, puisqu'il suffit, d'après le texte proposé, que l'un des gérants soit diplômé. Ce projet semble ignorer la dépendance dans laquelle risque de se trouver le gérant-pharmacien vis-à-vis d'autres commandités qui, non-diplômés, mais propriétaires principaux de l'établissement, peuvent influencer sur les décisions du pharmacien et altérer ses préoccupations professionnelles.

Remarquons que pour les Sociétés en commandite, le projet de loi ne se préoccupe pas des commanditaires — ce qui est juridique, puisque le commanditaire ne peut, aux termes de l'article 27 du Code de commerce, prendre aucune part à la gestion des Sociétés en commandite.

Mais s'il en est ainsi pour les Sociétés en commandite, pourquoi donc l'article 23 se préoccupe-t-il davantage de la qualité des actionnaires dans les Sociétés anonymes ?

Cependant, ceux-ci n'ont, pas plus que les commanditaires, de part dans la gestion de la Société, laquelle est confiée exclusivement au Conseil d'administration.

Ceci nous amène à conclure que, pour les Sociétés anonymes, comme pour les Sociétés en commandite, la qualité seule de l'organisme chargé de la gestion doit faire l'objet de dispositions spéciales inspirées de la nécessité pour le législateur de protéger la santé publique.

Nous avons trouvé que pour répondre à cette préoccupation, le projet Vincent était insuffisant en ce qui concerne les garanties exigées des gérants des Sociétés en commandite. En ce qui concerne les sociétés anonymes, nous dirons que le projet dépasse le but, puisqu'il entrave la contribution des Sociétés anonymes en imposant inutilement aux actionnaires d'être munis d'un diplôme qui aurait pour objet de leur faire partager une responsabilité qu'exclut la forme même la la Société anonyme.

Il eut suffi d'imposer cette compétence pharmaceutique aux membres du Conseil d'administration, c'est-à-dire au seul organe directeur de la Société, ou tout au moins, à la majorité des membres de ce Conseil, étant entendu que l'administrateur-délégué, au surplus, se trouvant pris par les membres du Conseil d'administration munis du diplôme de pharmacien, possédera nécessairement les compétences professionnelles voulues. Si nous demandons, en outre, que ses pouvoirs soient aussi étendus que possible, nous aurons ainsi donné toute satisfaction aux préoccupations légitimes du législateur quant à la protection de la santé publique.

Comme conclusion aux considérations qui précèdent, nous vous proposons d'adopter l'amendement présenté par la section de législation de la Fédération des Industriels et Commerçants français : au texte de l'article 23 de la proposition Vincent, à la fin du paragraphe 1^{er} de l'article 23, les mots « dont tous les actionnaires seront pharmaciens » devront être remplacés par ceux-ci : « dont le Conseil d'administration sera composé d'une majorité de pharmaciens et dont l'administrateur-délégué, chargé de la fabrication et de la vente des produits pharmaceutiques, sera pharmacien et responsable. Il sera obligatoirement muni des pouvoirs les plus étendus. »

La proposition de loi *Emile Vincent* n'étant pas venue en discussion et aucun projet d'initiative gouvernementale n'ayant été déposé depuis lors, aucune disposition législative nouvelle sur l'exercice de la pharmacie n'est intervenue. Très étudiée, — nous l'avons déjà souligné — modifiant la loi fondamentale de Germinal en de nombreux points, la proposition Vincent touchait sinon à tout, tout au moins à beaucoup de choses. Elle voulait trop bien faire. Trop d'intérêts privés étaient peut-être mis en cause ou..... menacés pour qu'elle pût affronter les délibérations du Parlement. On ne modifie pas impunément une institution séculaire et, à vouloir innover trop radicalement, on risque de tout compromettre.

Tout est donc resté en l'état, rien n'a avancé sur le terrain toujours glissant d'une législation en voie d'évolution. On n'a encore fait aucune distinction entre la pharmacie au détail et la pharmacie en gros, cependant que semble s'établir une certaine tolérance de fait en faveur de « situations spéciales », d'exploitations « sans histoires », de sociétés à l'encontre desquelles il n'y a pas eu constitution de partie civile, de combinaisons apparemment régulières, mais qui cherchent un abri dans les conventions occultes...

La fabrication et la vente en gros des produits pharmaceutiques souffrent de cette situation : il leur faut un *statut juridique*, un droit nouveau adapté aux nécessités économiques modernes et sage serait celui qui, dans la forêt encore vierge de Germinal, ne se risquerait pas à vouloir trop défricher.... Il n'y a encore rien de tel que de sérier les questions.

Au surplus, n'avons-nous pas essayé de démontrer — et peut-être y sommes-nous parvenu — que le statut de l'officine était nettement fixé et qu'elle pouvait poursuivre son existence, sans trop de heurts, en se conformant à la jurisprudence établie.

C) L'AVIS DE L'ACADEMIE DE MEDECINE. — LE RAPPORT DE M. LE DOYEN RADAIS. — C'est sans doute ainsi que l'a compris le *Ministère de la Santé publique* lorsque, dernièrement, il a consulté l'Académie de médecine sur une modification éventuelle de la législation en matière de *fabrication et de vente en gros des produits pharmaceutiques*.

Voici le texte de la délibération prise à ce sujet par la haute et docte Assemblée :

M. Radais : « La section de Pharmacie, invitée à présenter au vote de l'Académie un projet de réponse à une question posée par M. le Ministre de la Santé publique au sujet de la fabrication et de la vente en gros des produits pharmaceutiques, propose le texte suivant :

Répondant à une question posée par M. le Ministre de la Santé publique au sujet de l'opportunité d'une modification de la législation actuelle sur les sociétés ayant pour objet la fabrication et la vente en gros des produits pharmaceutiques et dont tous les membres ne sont pas pharmaciens, l'Académie considère :

Qu'il importe de préciser tout d'abord que les produits chimiques ou les drogues simples dont la production et le commerce sont libres, ne prennent le caractère de produits pharmaceutiques dont la fabrication et la vente sont au contraire réglementées, que lorsque ces matières premières, soit seules sous la forme de médicaments simples, soit en association sous la forme de médicaments composés, sont mises en vente dans un but thérapeutique.

Que le développement progressif des établissements se livrant au commerce intérieur et extérieur des produits pharmaceutiques ainsi définis et particulièrement des médicaments préparés à l'avance sous le cachet et la marque du fabricant pour être débités dans les pharmacies de détail, nécessite la mise en œuvre de coûteux laboratoires de recherche et de contrôle et de puissants moyens de production et de vente qui exigent des capitaux importants et ont conduit à faire appel au concours financier de non-pharmaciens :

Que des sociétés ainsi constituées peuvent se trouver en opposition avec les lois et règlements en vigueur en permettant l'ingérence prépondérante de non-diplômés dans la gestion des entreprises envisagées.

Que les dispositions combinées de la loi du 21 germinal an XI et des règlements antérieurs à cette loi, en admettant comme seules licites les associations formées entre pharmaciens, ont eu pour but d'empêcher qu'aucune immixtion étrangère ne puisse faire échec à l'autorité et à l'indépendance des praticiens diplômés dans la détermination des responsabilités nécessaires à la sauvegarde de la santé publique.

Que ces règles fondamentales de la profession de pharmacien fixées à une époque où les fabrications et la vente des remèdes se trouvaient centralisées dans les seules officines ouvertes au public, ne sont pas moins nécessaires aujourd'hui au fonctionnement de laboratoires spécialisés dans la production et la vente en gros de médicaments, surtout lorsqu'ils sont mis sous cachet et protégés par une marque de fabrique en vue du débit par les pharmaciens détaillants, mais que ces règles doivent subir une adaptation pour s'appliquer à l'industrie pharmaceutique moderne.

En conséquence, l'Académie estime que, pour satisfaire aux besoins légitimes de la production et du commerce des produits pharmaceutiques sans porter atteinte à la sauvegarde de la santé publique, il paraît utile qu'intervienne un statut juridique qui aura pour objet :

1°. - Définir les conditions dans lesquelles les pharmaciens pourront faire appel au concours financier des non-pharmaciens en matière de fabrication et de vente en gros des médicaments, de telle manière que soit réalisée la séparation entre l'aide financière étrangère donnée à l'entreprise et la gestion technique et commerciale réservée aux seuls diplômés ;

2°. - De déterminer les mesures de contrôle et de surveillance propres à assurer la régularité et la sincérité des pactes sociaux prévus par le statut, ainsi que les sanctions applicables en cas d'infractions constatées.

M. le Président. — Les conclusions du rapport de M. Radais seront discutées dans quinze jours en comité secret.

Bull. de l'Académie de Médecine n° 18-9-5-1933 p. 641/642. Les conclusions du rapport Radais ont été adoptées par l'Académie. »



D) UNE ENQUETE. — On remarquera avec quelle compétence précise et ordonnée, avec quelle clarté et quel bonheur d'expressions volontairement concises, l'éminent Doyen honoraire de la Faculté de Paris, M. le professeur *Radais*, à qui nous savons un gré infini d'avoir bien voulu nous recevoir et nous conseiller, a répondu par la voix toujours si autorisée et écoutée de notre Académie de médecine.

Cette consultation dont la portée n'échappe à personne ne pouvait pas ne pas avoir sa répercussion dans le monde de la pharmacie. Notre très actif et obligeant confrère, M. *Paul Creissent* a été bien inspiré en ouvrant une enquête à ce sujet. Il en a donné les résultats dans la revue « *l'Evolution pharmaceutique* » N° de Décembre 1933, Février et Avril 1934). Cette information est trop d'actualité et trop intéressante, elle filme trop sur le vif les doctrines, elle tend trop à sauvegarder les prérogatives des pharmaciens ainsi qu'à protéger la santé publique et à accroître la production des médicaments efficaces, pour que nous jetions sur elle le voile du silence. Le débat est ouvert, nous le reproduisons donc volontiers ci-après :

Afin de répondre à l'enquête dont l'« *Evolution Pharmaceutique* » a bien voulu nous charger, dit en débutant M. Creissent, nous avons adressé à diverses personnalités de qui nous sollicitons une interview, le questionnaire suivant :

1° Que pensez-vous du rapport de M. Radais ?

2° Comment concevez-vous la constitution d'une société pour l'exploitation ?

a. D'un laboratoire de produits pharmaceutiques.

b. D'une pharmacie ?

Cette société pouvant être sous une des formes diverses admises par la loi : nom collectif, commandite, anonyme, responsabilité limitée.

3° Quelles conditions seront nécessaires pour fixer le rôle du pharmacien dans l'étendue de ses droits ?

Comment, dans le cadre actuel de la loi de Germinal envisagez-vous la situation des héritiers ?

a. D'un laboratoire.

b. D'une pharmacie ?

trop importants pour être pratiquement vendus à un seul acquéreur. Si l'un des héritiers est pharmacien et les autres non-pharmaciens, comment empêcher la liquidation d'une affaire ?

5° Que pensez-vous de la légalité d'une solution déjà employée : Société de marques, société d'exploitation ?

6° Comment empêcherait-on l'exploitation des spécialités par des groupes de médecins ou de capitalistes avec un pharmacien prête-nom, et toutes les affaires de dichotomie plus ou moins déguisées.

■
* *

CHEZ M^e P. BOGELOT,
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Tous les pharmaciens connaissent ce nom. M^e Bogelot qui a succédé à son père, avocat spécialisé lui aussi dans les questions et droit et de jurisprudence pharmaceutiques, a été pendant de très longues années un brillant rédacteur de l'*Union Pharmaceutique*, bulletin mensuel de la P.C.

.....

« S'il est exact qu'en Germinal an onze, c'est-à-dire en 1803 ; le pharmacien pouvait préparer assez facilement tous les médicaments qu'il vendait, et débitait dans son officine, il ne le peut plus aujourd'hui.

Le niveau des études pharmaceutiques s'est élevé très sensiblement, et ce n'est pas la science du pharmacien que je discute, ce sont les moyens matériels qui lui manquent.

Il lui faudrait des locaux, du matériel, et du personnel ; son prix de revient ne serait plus commercialement rémunérateur.

Il faut tenir compte de la hausse des loyers, de celle des salaires, des assurances accidents du travail et assurances sociales.

Il faudrait, en outre, tenir compte des dangers d'incendie, d'explosions, et même dans certains cas des odeurs qui ne seraient plus tolérées dans une ville.

C'est donc la force des choses et les besoins de la thérapeutique qui ont provoqué la formation des grosses maisons qualifiées « drogueries » lesquelles sont en réalité devenues le laboratoire commun de tous les pharmaciens d'officine.

Ces maisons n'ont pu se former et se développer qu'avec des capitaux assez considérables et l'expérience a démontré que même à la création, il était difficile de réunir ces capitaux uniquement dans le monde pharmaceutique.

Mais y parviendrait-on, que la société originellement constituée uniquement entre pharmaciens, deviendrait rapidement une société mixte de diplômés et de non-diplômés.

Plus la société sera importante, plus elle aura besoin de capitaux, et, plus elle aura besoin de capitaux plus elle devra réunir un grand nombre d'actionnaires.

Avec un grand nombre d'actionnaires, il faut malheureusement envisager un plus grand nombre de décès, et les disparus ne laisseront pas toujours derrière eux des héritiers diplômés. Pourrait-on prévoir dans les statuts que seuls des diplômés pourront acquérir des actions des disparus ? Je ne le pense pas ; ce serait constituer un marché restreint pour ces actions, et, la baisse considérable des titres. Ce serait lamentable pour les veuves, héritiers et successeurs.

La santé publique est-elle intéressée à ce que la fabrication des médicaments en gros soit réservée à des pharmaciens exclusivement ? Je ne le pense pas, et il me paraît suffisant que la direction technique de la maison soit confiée à un diplômé avec un personnel choisi par lui.

Les faits sont d'ailleurs démonstratifs. La plupart des maisons, dites drogueries, sont irrégulières aux yeux de la jurisprudence actuelle, et, je n'ai jamais entendu dire que la santé publique en ait souffert un dommage.

Bien mieux, à l'étranger, notamment hélas, en Allemagne, les firmes *Badische und Soda*, *Fabrik-Meister Lucius-Bayer*, *Schering*, sont des sociétés ouvertes, et, je n'ai jamais entendu dire que leurs produits fussent mauvais. Ils me paraissent même jouir d'une assez grande faveur.

L'argument : Santé publique, me paraît donc sans aucune valeur ici.

D'un autre côté, ces maisons portent-elles préjudice au commerce du pharmacien d'officine ?

Je ne le pense pas non plus, si une nouvelle législation plus souple astreint bien ces maisons à ne faire le commerce des drogues et médicaments qu'en gros. Ces maisons feront un commerce libre de produits chimiques industriel avec tout le monde, mais la branche produits pharmaceutiques ne pourra trouver d'écoulement que chez le pharmacien d'officine, qui dès lors, n'a pas à redouter de concurrence.

Je suis donc tout à fait rallié aux vœux émis par l'Académie de Médecine et qui sont rapportés par le doyen Radais.

Toutefois cette réforme ne pourra pas se faire aussi facilement que celle du décret du 13 juillet 1926 sur les remèdes secrets. Dans ce cas, il suffisait d'un décret, tandis qu'aujourd'hui il faut une loi pour modifier la loi de Germinal. Il faut mettre le Parlement en œuvre, et c'est assez difficile.

Mais si M. le doyen Radais parvient à intéresser

les pouvoirs publics à ce travail, je crois qu'il aura rendu à tous les pharmaciens un réel et gros service.

Le parlement ne se bornera certainement pas à autoriser les sociétés limitées au commerce de gros ; il renforcera en même temps les pénalités de la loi de Germinal d'une manière très sensible par des peines de prison.

La situation ne sera donc pas changée, en fait, pour le commerce du gros, mais, il deviendra régulier. Des capitaux qui hésitent à se placer dans une affaire dont la vie est toujours précaire, viendront plus facilement, et ces maisons françaises pourront, je l'espère, lutter plus aisément contre les firmes étrangères. Quant aux pharmaciens d'officine, ils seront mieux armés pour lutter contre les empiètements trop nombreux dans le commerce du détail.

M. Radais est un esprit clair, précis et très réalisateur. Il passerait difficilement pour un ennemi de la pharmacie, et c'est enfin un grand travailleur.

Ceux qui ne l'ont connu que dans ses fonctions d'inspecteur ont pu le trouver parfois un peu... rigide, parce qu'il se considère comme l'esclave de son devoir, mais ceux qui l'ont approché d'un peu près ne peuvent ignorer que sous un dehors un peu sévère, c'est au fond un Grand Bienveillant en même temps qu'un Grand Utilitaire.

Dès lors que le projet est présenté avec un pareil parrainage, on peut être assuré qu'il a été longtemps mûri, retourné sous tous ses aspects. En suivant Radais on a de bien grandes chances d'être dans le vrai. Son rapport n'est qu'un vœu, mais je serais bien étonné si derrière le rapport il n'y a pas un projet de loi tout prêt, et parfaitement étudié.

Si le projet de loi est jamais proposé aux Chambres par le Gouvernement, celui-ci ferait sagement de s'adjoindre Radais comme rapporteur devant le Parlement, parce que, s'il a des qualités de travailleur il y joint encore celle d'être un orateur remarquable. Il sait ce qu'il demande, il sait pourquoi il le demande,

et il a à sa disposition une bien jolie langue française pour faire comprendre ce qu'il dit et pour le dire dans un style que bien des orateurs pourraient lui envier. »

CHEZ M. ALBERT BUISSON

On sait qu'au titre de docteur en pharmacie, *M. A. Buisson* joint celui de docteur en droit. *M. A. Buisson* est fabricant d'un certain nombre de spécialités connues. En outre, il occupe dans la société une place fort enviable. Il a été le collaborateur écouté de M. Clémentel lorsque celui-ci était ministre des Finances, il doit à son activité et sa compétence de figurer dans un grand nombre de sociétés comme administrateur, à la B.N.C.I. comme président du Conseil d'administration, et enfin depuis deux années à la Présidence du Tribunal de Commerce de la Seine.

Aussi avons-nous été heureux que *M. A. Buisson* consentit à nous recevoir.

C'est dans son cabinet de président que nous avons pu le joindre. « Soyez le bienvenu dans cette maison » nous dit *M. A. Buisson*, en nous tendant une main cordiale. Notre crayon était bien appointé et notre bloc-note prêt à son rôle, lorsque nous primes place dans un confortable fauteuil en face de notre interlocuteur. Mais un geste précis nous interdit toute velléité d'écrire.

— Je suis heureux de recevoir un rédacteur de l'« Evolution Pharmaceutique », mais laissez-moi vous dire tout de suite que vous devez renoncer à une interview. Si je suis pharmacien, je suis juge aussi. Comme tel, nous sommes assez fréquemment appelés à connaître des affaires concernant la pharmacie. Que dirait-on si je me permettais de donner publiquement mon avis sur une question aussi controversée que celle qui fait l'objet de votre démarche ? Je m'exposerais à me voir récuser un jour par un avocat qui aurait beau jeu de dire au tribunal : « Nous connaissons par avance l'opinion de M. le Président, nous regrettons donc de ne pouvoir accepter qu'il juge notre affaire ».

Croyez que je suis tenu dans la place que j'occupe à la plus grande discrétion, et quel que soit mon

désir de vous être agréable, je ne saurais vous faire de déclarations sur la question qui vous préoccupe.

J'ai pensé tout de même à vous. Je viens de mettre de côté un jugement du Tribunal Civil condamnant une Société exploitant des produits pharmaceutiques, Société dans laquelle certains associés n'étaient pas pharmaciens. Ce jugement confirme un jugement précédent du Tribunal de Commerce, il vous donnera une idée de notre doctrine.

Et M. Buisson donne alors connaissance de l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris (4e Ch.), du 25 Juillet 1933, relatif à la Société d'exportation et d'importation Exi, lequel arrêt nous avons reproduit en étudiant la *société anonyme*. On sait qu'il a prononcé la *nullité*, comme étant d'ordre public, de l'association, faisant le commerce de produits pharmaceutiques, entre un pharmacien, plusieurs médecins et diverses personnes sans profession déterminée.

.....

Nous sommes heureux, ajoute M. Buisson, de voir que la jurisprudence qui a été souvent assez accommodante avec les Sociétés non conformes à l'esprit de la loi de Germinal (car cette loi n'avait pu prévoir les associations), ne fléchit nullement à notre époque. On dit même que son indulgence est en regression marquée, et les pharmaciens ne peuvent que s'en réjouir.

— Mais avec le rapport de M. le doyen *Radais*, avançons-nous, nous sommes, dans le domaine de l'éventualité. Une réforme de la loi actuelle est-elle souhaitable ? Convient-il d'envisager des possibilités légales d'association entre le diplôme et le capital ? C'était cette opinion que nous aurions souhaité d'obtenir de vous.

— Non ! Laissez-moi ce moment-ci. Je veux bien causer avec vous, mais ne donnez pas justement à ce que je puis vous dire le sens d'une opinion. Vous parlez de capital. Le capital est asexué, c'est un fluide sans caractère personnel ni moral. C'est une nécessité. Le capital est protégé, polyforme. Il n'y a qu'une vérité : le diplôme.

S'il m'arrivait un jour de solliciter un mandat législatif et que je l'obtins, mon premier effort serait certainement de déposer un projet de loi sur cette question. Vous voyez donc que je ne m'en désintéresse pas.

Mais dans ce cas il est possible qu'à l'encontre des divers projets qui ont été étudiés, je ne m'occupe pas du capital. Ce qui me paraîtrait nécessaire c'est que les administrateurs d'une Société créée pour la fabrication ou l'exploitation de produits pharmaceutiques fussent *tous* pharmaciens, sans exception.

Il n'y a pas beaucoup de moyens actuellement pour réaliser une association légale de pharmaciens et de non-pharmaciens. Il en est un cependant et vous le connaissez...

— Oui ! le privilège de la marque ! A la condition, bien entendu que le propriétaire d'une marque pharmaceutique donnant licence à un pharmacien pour l'exploitation de cette marque, soit rémunéré par une somme forfaitaire, et non pas *proportionnellement aux résultats de l'entreprise*...

— Je vois que vous connaissez la question. La loi ne saurait admettre en effet une rémunération qui serait calculée par exemple en fonction des unités vendues, car il y aurait là participation directe à l'exploitation d'un produit pharmaceutique. Il semble donc que dans n'importe quelle modification de la loi de Germinal pour la question qui nous occupe, et indépendamment de la question capital, l'administration devrait rester toute entière, avec, la responsabilité, entre les mains du ou des pharmaciens.

— En sorte que l'on pourrait aisément concevoir pour certaines affaires, un service de fabrication et un service de mise en forme des produits lequel serait composé exclusivement de pharmaciens et qui serait chargé de la vente de ces produits.

— C'est très délicat et nous échangeons des idées. Je ne vous fais aucune déclaration.

CHEZ M. LE DOCTEUR ROUSSEL

Dans un vaste bureau meublé de pièces de style, un homme solide, aux épaules carrées, me tend une main solide, dans un geste affable.

On voit un front largement découvert, une moustache épaisse, mais taillée comme un gazon, et un regard vif derrière les lunettes rondes.

Un bureau net sur lequel on distingue une coupure de l'« Evolution », et quelques papiers qui doivent se rapporter à notre visite. On n'a guère le temps d'observer autre chose sinon un petit portrait de Pasteur accroché au mur derrière le maître de céans. On ne peut observer autre chose, car la conversation s'engage aussitôt, nette et précise, et que le regard appuyé ne nous quitte plus.

Puis c'est au tour de notre interlocuteur de parler. Bien que les fabricants — surtout les gros fabricants — soient placés sur un plan qui pourrait leur faire perdre de vue le commerce de détail, le Dr Roussel montrera un souci constant de la position du pharmacien détaillant. Ce sera surtout pour essayer de démontrer à son tour qu'il n'y a rien de commun entre les deux positions fabricant et détaillant, et qu'il serait normal qu'elles fussent envisagées différemment au point de vue juridique.

La production en général, qu'elle relève des produits chimiques, pharmaceutiques ou biologiques, n'est plus possible que par des organisations puissantes où le pharmacien, certes, doit tenir sa place et conserver son rôle, mais qu'il ne saurait entreprendre seul, et sans l'aide de moyens financiers puissants.

Certains produits biologiques exigent pour leur étude complète des avances qui se chiffrent souvent par millions, et cela sans que le but vraiment commercial soit précis. Il faut brasser des tonnes de sable pour recueillir quelques pépites. Quel est le pharmacien qui pourrait espérer tenter pareil effort ? En Amérique, en Allemagne, les laboratoires privés travaillent avec une grande liberté et des moyens puissants. Devons-nous nous laisser distancer dans la voie des découvertes scientifiques ?

Voilà ce dont il faut se pénétrer, et ce qui donne au rapport de M. le doyen Radais sa véritable signification.

Par ailleurs, M. le Dr Roussel donnera une réponse précise à toutes nos questions. Voici ces réponses rigoureusement résumées.

1^{re} QUESTION

Ce rapport ne peut être qu'approuvé.

Il n'est pas douteux, en effet, qu'étant donné l'évolution subie depuis l'an XI, date de la loi fondamentale régissant l'exercice de la pharmacie, dans les conditions de l'industrie et du commerce en général, et en particulier, dans ceux des préparation et vente des produits pharmaceutiques et thérapeutiques, les règles anciennes et désuètes régissant l'industrie pharmaceutique doivent faire l'objet d'une adaptation aux conditions nouvelles de la loi économique moderne.

2^e et 3^e QUESTIONS

Si l'on admet, ce qui paraît évident, que les prescriptions de la loi du 21 Germinal an XI ont, avant tout, pour objet de sauvegarder la santé publique, il est évidemment facile d'appliquer aussi bien à des Sociétés qu'à de simples particuliers toutes les dispositions existant actuellement, et qui ont paru jusqu'à ce jour être suffisantes pour sauvegarder la santé publique, telles que : visites, inspection, contrôle, responsabilités pénale et civile, etc.

Il semble également que, pour l'exploitation, aussi bien des laboratoires de fabrication et organismes de vente en gros de produits pharmaceutiques, que pour l'exploitation des officines de pharmacie, toutes les formes de Sociétés prévues par les lois pourraient être employées. A la condition toutefois que toute la partie technique soit assurée par un pharmacien diplômé, responsable au point de vue pénal et civil. Celui-ci aurait seul qualité pour décider, sous sa responsabilité personnelle, si les produits fabriqués et vendus donnent toute garantie au point de vue de la santé publique, et en diriger et surveiller les préparations et fabrication. En ce qui concerne les préparations de remèdes sur « ordonnances », il pourrait être prescrit que seul le pharmacien diplômé pourrait les effectuer.

Pour éviter l'écueil du pharmacien « prête-nom »,

il semblerait indispensable que le pharmacien diplômé fasse partie du personnel dirigeant de la Société, c'est-à-dire en soit, selon la forme de la Société, l'un des administrateurs ou gérant, qu'il se consacre principalement et effectivement à ses fonctions, et ne puisse s'occuper d'aucune autre affaire pharmaceutique que de celle dont il serait le gérant ou l'administrateur ; — en un mot, que le pharmacien gérant soit réellement et effectivement chargé de toute la partie technique, sous sa responsabilité personnelle, et avec pleins pouvoirs pour cette partie technique, et que ses co-administrateurs, co-gérants ou co-associés non-diplômés ne puissent s'immiscer en quoi que ce soit dans ses attributions techniques.

4^e QUESTION

La législation actuelle ne permettant pas l'exploitation d'une pharmacie ou d'un laboratoire de fabrication de produits pharmaceutiques par d'autres que des pharmaciens diplômés, le décès d'un pharmacien ou d'un exploitant de laboratoire de fabrication de produits pharmaceutiques, ne peut modifier en rien ces interdictions légales, en sorte que, si tous les héritiers du pharmacien décédé ne sont pas eux-mêmes tous diplômés pharmaciens, rien ne peut légalement les soustraire à l'obligation de céder la totalité de l'exploitation du défunt à un ou plusieurs pharmaciens diplômés.

Toutefois, si l'exploitation du pharmacien décédé se limitait à des spécialités ayant fait l'objet de *marques de fabrique* lui appartenant, ses héritiers, conformément à la jurisprudence de la Cour de Cassation, auraient la faculté de rester propriétaires des marques, à charge d'en *concéder l'exploitation* à un ou des pharmaciens diplômés.

5^e QUESTION

Cette solution paraît juridiquement très soutenable étant donné l'arrêt de la Cour de Cassation du 6

juillet 1909, et on ne peut que reconnaître que sa pratique a seule permis les progrès réalisés dans la « spécialité pharmaceutique », et développé pour le plus grand bien de la collectivité une des branches les plus prospères du commerce français.

6^e QUESTION

Le jour où la législation relative à l'exercice de la pharmacie aura été adaptée aux conditions économiques actuelles et où, notamment, l'exploitation de laboratoires ou pharmacies par des Sociétés ayant un pharmacien responsable et réellement chargé de toute la partie technique sera permise, les parties n'auront plus de raison d'avoir recours à des procédés illégaux, puisqu'il leur sera possible de rester dans la stricte légalité.

Quant aux conventions particulières pouvant intervenir entre pharmaciens et médecins et destinées à assurer au médecin un profit spécial sur les médicaments par lui ordonnés, il semble que les sanctions prévues par le projet de loi déposé par M. le député Vincent en 1920 soient suffisantes, ces sanctions consistant dans la nullité de la convention ; peut-être pourrait-on prévoir en outre dans ce cas des amendes.

En résumé, il y aurait un intérêt évident à adapter aux circonstances économiques actuelles les règles désuètes régissant l'exercice de la pharmacie. Cette adaptation, dans ses grandes lignes, pourrait se faire en rendant légaux les procédés en usage, évidemment illégaux à l'heure actuelle, mais qui ont démontré par une pratique déjà longue qu'ils ne présentaient réellement aucun danger pour la santé publique et qui ont seuls permis les progrès faits dans la thérapeutique moderne ; progrès qu'un pharmacien privé des capitaux très importants que toutes les recherches de laboratoire nécessitent, n'aurait jamais pu réaliser et industrialiser.

On pourrait lors de la refonte de la législation sur l'exercice de la pharmacie s'inspirer utilement de la

législation allemande qui reconnaît très largement les coopérations des éléments scientifiques et de l'industrie, ce qui lui a permis d'avoir la première place au monde dans le domaine de la chimie et de la thérapeutique. Voyez à ce sujet l'exposé des motifs de la proposition de loi *Vincent*.

*
* *

Avec M. MARCHAND, d'Amiens

Un entretien avec *M. Marchand* est toujours agréable et on en déduit toujours un enseignement d'ordre pratique

M. Marchand est avant tout un réalisateur. Sa doctrine nous pourrions la résumer en quelques mots : Dans la vie des affaires, il convient moins d'étudier que d'agir. L'étude est nécessaire, indispensable, mais elle doit se limiter à la leçon des faits. Agir, c'est étudier avec fruit. Agir c'est se tromper quelquefois, mais les faux-pas constituent des meilleurs enseignements. Agir, c'est prouver.

Au fond, n'est-ce pas là la doctrine de tous les hommes d'affaires, et peut-être la raison de leurs succès ?

.....

A la première question *M. Marchand* nous répond :

On ne peut pas désapprouver une loi qui fixerait les conditions d'exploitation de produits pharmaceutiques entre pharmaciens et apporteurs de fonds.

Il s'agirait de bien établir les conditions de ces associations.

Je ne pense pas qu'on ferait un travail utile en fixant d'avance la part que le capital pourrait occuper dans une association semblable. Dire par exemple que le tiers ou la moitié des actions du capital devront être possédés par les associés pharmaciens n'est pas à mon avis une solution. Je pencherai plutôt pour que ce soient les *parts de bénéfices* qui restent fixées par les statuts, de manière à ce que le capital ne puisse recevoir qu'un taux déterminé des bénéfices de l'exploitation.

On pourrait par exemple, décider que sur les bénéfices une part minimum de un tiers devrait revenir

aux pharmaciens en rétribution non seulement de leurs apports, mais de leur responsabilité et de leur compétence.

Il est cependant trop tôt pour établir d'avance des pourcentages. Le principe que je voudrais voir sauvegarder, c'est le respect du pharmacien.

— En un mot vous admettez qu'on aide le pharmacien par des apports de capitaux, mais vous repoussez l'idée de capitaux enrôlant un pharmacien pour leur simple sauvegarde.

— Précisément. Il ne faut pas que les rôles soient inversés, et que le pharmacien soit considéré comme un prête-nom salarié qu'on prend parce qu'il est nécessaire, mais dont on se débarrasse avec la même facilité. Ainsi que paraissent le faire certaines maisons étrangères.

— Et pour ce qui concerne la pharmacie de détail, car jusqu'ici personne ne m'a parlé d'elle et vous êtes le premier détaillant que je vois ?

— Pour la pharmacie de détail, il ne peut y avoir qu'une règle intangible : La pharmacie aux pharmaciens. Je n'admets pas l'intrusion du capital en ce qui concerne la pharmacie de détail. Si l'on s'écartait tant soit peu de cette règle ce serait rapidement l'éclosion de monstres indésirables.

— Pourtant, vous admettez l'association de pharmaciens.

— Non seulement je l'admets, mais je la prône, et pour notre part nous l'avons réalisée sous la forme d'une société à responsabilité limitée.

La forme d'ailleurs importe peu, car la société à responsabilité limitée n'a pas apporté de novation à la loi de Germinal, comme on a feint de l'interpréter dès le vote de cette loi.

Il faut que chaque associé pharmacien soit maître chez lui. Qu'il ait apporté la totalité de son affaire dans l'association, qu'il soit rémunéré en proportion des bénéfices de sa maison.

— Il n'y a donc rien de changé et pourquoi dès lors une société ?

— Parce que l'association est une mesure de solidarité d'abord, de conservation ensuite vis-à-vis du patrimoine de chaque associé. Si l'un meurt, sa part évaluée d'avance, sera reprise par les autres associés, tout au moins transmise avec moins de difficultés à un successeur.

Il y a enfin le côté économique.

Il faut reconnaître que la pharmacie de petite importance travaille avec le maximum de frais généraux. Avec la société il est possible d'économiser sur ces frais et surtout de bénéficier des achats importants faits par l'organisme central pour le compte de chaque associé. La surveillance, le contrôle de la qualité et des prix des produits achetés est rendue plus facile. Finalement la santé publique et les acheteurs eux-mêmes y trouvent leur compte tout comme les associés qui sont déchargés de certains soucis d'achats, d'échéances, de comptabilité de contrôle, de publicité, ces divers services se faisant en commun par un organisme central.

La société telle que je la comprends est en outre, humainement et confraternellement morale, — si je puis dire, — car il faut y être décidé au *fair-play*.

Pour en apprécier tous les avantages, il est en effet nécessaire qu'une confiance absolue et réciproque y règne, et que règne surtout la bonne volonté de chacun des associés.

Je ne dis point que ce caractère soit partout facile à réaliser. Il est d'excellents confrères qui aiment tout faire par eux-mêmes, adorent la discrétion et craignent les courants d'air. Le tempérament particulariste est respectable, mais il ne correspond pas à notre conception. Pas plus d'ailleurs que ces sociétés où les parts d'intérêt sont disproportionnées, et qui n'ont été créées que pour masquer des combinaisons que la jurisprudence condamne d'ailleurs impitoyablement lorsque celles-ci sont dénoncées aux tribunaux.

En conclusion je reste partisan de modifications de la loi de Germinal destinées à adapter cette loi avec les conditions nouvelles de la fabrication. Mais en ce

qui concerne la pharmacie de détail, j'estime que quelle que soit l'importance d'une telle pharmacie, il est toujours possible de l'exploiter avec les capitaux pharmaceutiques par une association légale.

Modifications dans le premier cas, oui ! c'est souhaitable. Statu quo dans le second..., c'est plus prudent. Entr'aide commerciale et sécurité par l'entente lorsque cela est possible.

*
* *

Et M. Paul Creissent, termine la première partie de son enquête par ces réflexions qui fixent d'ores et déjà sa doctrine :

Il est admissible qu'une modification des dispositions législatives actuelles autorise le capital à s'associer au diplôme, mais il ne conviendrait pas que ces dispositions, qui doivent être tout au plus conservatrices, appellent le capital et l'invitent à des associations où le diplôme ne servirait que de laissez-passer. En un mot ce qu'il faudrait réaliser dans une novation, c'est que le diplôme puisse, le cas échéant utiliser l'apport du capital, et non que le capital trouve dans les dispositions nouvelles, une excellente occasion de se mettre sous le paravent du diplôme.

*
* *

CHEZ M^e TERCINET

Le nom de *M^e Tercinet* est trop connu pour que nous ayons à faire de ce sympathique avocat un long portrait.

Avocat depuis une vingtaine d'années, *M^e Tercinet* s'est trouvé par atavisme pourrait-on dire, entraîné dans le droit pharmaceutique. On l'a donc vu depuis le jour où il a revêtu la toge, mêlé à toutes sortes de procès intéressant la famille pharmaceutique.

La jurisprudence pharmaceutique, si touffue, si diverse, si contradictoire même, n'a aucun secret pour lui. Il se trouve aussi que les pharmaciens l'ont choisi pour conseil dans l'étude et la défense de leurs propres intérêts pour toutes autres questions litigieuses qu'ils ont eu à régler. A tel

point que M^e Tercinet est considéré comme un ami sûr, sur qui les pharmaciens ou les sociétés pharmaceutiques se déchargent de tous soucis intéressant le droit ou la jurisprudence.

.....

PREMIERE QUESTION

Comme le personnage des Plaideurs de Racine avait été élevé : « Dans la crainte de Dieu, Monsieur, et des Sergents », j'ai grandi dans le respect du diplôme de pharmacien. Dans ma proche famille, je ne compte pas moins de quatre pharmaciens diplômés, qui n'ont pas eu à faire appel à des capitaux étrangers pour exploiter leurs officines.

Mais si je tire mon chapeau — ou ma toque d'avocat — devant le pharmacien régulièrement gradué seul propriétaire de son officine, voici des années que je me plains de la *stagnation législative* dans laquelle la pharmacie croupit depuis Germinal an XI, qui est un des plus récents parmi les textes fondamentaux de la pharmacie, les autres datant du XVIII^e siècle. Dès 1825 — ce n'est pas d'hier — il était déjà question de modifier la loi de Germinal an XI, mais tous les projets quels qu'ils soient, n'ont jamais abouti.

J'ai eu l'occasion de faire le mot : *pharmacie*, dernièrement pour le supplément d'un grand recueil de Droit et le casier « législation » (parlons le langage de l'officine) m'est apparu étonnamment vide pour la période de ces trente dernières années.

Aussi pour moi qui suis journellement en contact avec des pharmaciens et des Sociétés pharmaceutiques, je souhaite ardemment l'adaptation du contract de société à la pharmacie, qui ne peut rester à l'écart du mouvement moderne de la concentration des affaires. Aussi ai-je salué d'enthousiasme l'apparition en 1925 de la loi sur la Société à Responsabilité Limitée, qui me parraissait répondre exactement, en raison de son type tenant à la fois des sociétés de capitaux et

des sociétés de personnes, caractère familial et libéral tout à la fois des établissements pharmaceutiques. C'est vous dire que le rapport de M. le Doyen *Radais* bénéficie chez moi comme on dit en style parlementaire « d'un préjugé favorable ». Il est excessif que les exigences de la loi et de la police pharmaceutiques soient identiques pour la fabrication et le commerce de gros et pour le commerce de détail.

DEUXIEME QUESTION

Comment concevez-vous la constitution d'une société pour l'exploitation d'un laboratoire ?

Tout établissement se livrant à la fabrication et à la vente en gros de compositions et de préparations pharmaceutiques devra être exploité soit par un pharmacien, soit par une Société en Nom Collectif dont l'un des membres au moins sera diplômé, soit par une Société en Commandite Simple, dont l'un des commandités gérants sera diplômé, soit par une Commandite par actions dont l'un des gérants sera diplômé, soit enfin par une Société à Responsabilité Limitée dont le ou les gérants seront diplômés.

La fabrication et la vente en gros des substances simples destinées à la pharmacie seront libres et les personnes qui s'y livrent ne seront pas soumises aux conditions ci-dessus énoncées, sauf le cas où elles livreraient sous cachet aux pharmaciens des substances préparées et divisées pour la vente au détail.

Comment je conçois la Société pour l'exploitation d'une officine ? Sous la forme d'une Société en nom collectif entre pharmaciens diplômés. J'exclus toutes les autres formes des Sociétés, eu égard à la responsabilité pécuniaire et professionnelle qui doit peser sur les propriétaires.

Les deux réponses ci-dessus sont la reproduction presque textuelle d'une « loi » votée à trois reprises par le Parlement, il y a trente ans, après avoir été examinée minutieusement et approuvée par les Syndicats

pharmaceutiques intéressés. Il ne lui a manqué pour être définitive que le « coup de pouce » d'un accord synchronique des deux Chambres, avant leur séparation.

A cette époque déjà on considérait qu'il y avait urgence à régulariser de multiples situations illégales et à établir un statut des Sociétés préparant et vendant en gros des spécialités. L'urgence a subsisté. Mais il est bien permis de rendre hommage au parlementaire (on dit tant de mal des parlementaires en ce moment !) qui a su élaborer un texte raisonnable, associant judicieusement le diplôme et le capital sans porter atteinte à la santé publique et ayant recueilli l'assentiment de tous les intéressés. La proposition de loi déposée par M. Vincent, si méritoire à plusieurs points de vue, n'avait pas été aussi bien accueillie.

Ne fut-il pas un précurseur d'ailleurs, ce parlementaire inconnu — il s'appelait M. Bussière — auteur de la proposition de loi dont je viens de reproduire presque littéralement le texte ? Ne proposait-il pas de définir légalement la spécialité — ceci se passait en 1909 — alors que certains Syndicats pharmaceutiques croyaient à peine à son existence et se refusaient à l'admettre dans la pharmacopée ?

Ma conclusion est que le rapport *Radais* n'est que du vieux « neuf ».

Je vote pour la proposition de loi Bussière, qui n'a pas vieilli et qui répond exactement, bien qu'un quart de siècle se soit écoulé, aux besoins modernes du laboratoire et de l'officine, aux nécessités de leur vie juridique et financière. Elle fixe judicieusement le type de l'association pouvant exploiter une officine et détermine librement la nature et les conditions des Sociétés fabriquant et vendant en gros les spécialités.

Elle écarte, on le voit, la Société Anonyme dans tous les cas pour des raisons faciles à deviner : le public n'a pas les garanties qu'il possède en cas d'exploitation d'un laboratoire soit par son propriétaire, soit par des associés en nom, et puis les actions d'une affaire phar-

maceutique risqueraient de s'éparpiller dans le public, plus sensible aux distributions de dividende qu'à une exploitation conforme à la loi de Germinal.

TROISIEME QUESTION

Actuellement après l'année d'exploitation transitoire accordée à la veuve, aux enfants ou héritiers non diplômés du pharmacien décédé, propriétaire de l'officine ou du laboratoire par la loi Astier, il y a obligation de céder le laboratoire ou l'officine à un ou plusieurs pharmaciens diplômés, ou de liquider dans des conditions plus ou moins désastreuses.

Les Tribunaux ont annulé, il y a quelque temps, une Société en nom collectif, constituée entre pharmaciens parce qu'au décès d'un des pharmaciens, les héritiers du défunt avaient pris ses lieu et place. Il faut reconnaître que c'est un peu rigoureux. Le capital, a dit M. le Président Buisson répondant à votre enquête, est un fluide sans caractère personnel ni moral. Il y a du vrai, mais ne peut-on dire que les capitaux laissés dans un établissement pharmaceutique par les ayants-droit du pharmacien sont des capitaux pharmaceutiques. Ne « sentent-ils » pas la pharmacie en quelque sorte ? Dans ce cas et dans ce cas seulement, je verrai la possibilité limitée, type intermédiaire de Société de personnes et de capitaux, les ayants-droit du pharmacien porteurs de parts sociales et des gérants diplômés. Peut-on trouver excessif que les enfants du pharmacien, dont l'un est diplômé, s'associent de cette façon pour conserver un patrimoine familial ? Cette facilité exceptionnelle devrait être assortie d'une clause d'interdiction de cession des parts à une personne étrangère autre qu'un diplômé.

Les Tribunaux admettent ces sortes de clauses comme valables.

QUATRIEME QUESTION

La Jurisprudence (Cour de Cassation, 6 février 1909. Cour de Lyon, 10 fév. 1910) valide les conventions

passées entre un pharmacien seul chargé de la fabrication et de la vente d'un produit avec l'inventeur non diplômé de la formule ou le propriétaire, démuné de diplôme, de la marque apposée sur un produit médicamenteux.

L'indépendance de la marque et du produit lui-même est une création peut-être artificielle des Tribunaux, mais qui correspond tout de même à une réalité. Au fur et à mesure que la propriété immobilière s'affaiblit dans ses effets, où est le vieux droit absolu d'user et d'abuser des Romains ? Des droits nouveaux surgissent, qui consacrent la protection de propriété d'un auteur : hier propriété littéraire, aujourd'hui propriété dite commerciale, demain propriété scientifique. Le droit à la marque pharmaceutique n'est qu'un pas en avant de cette idée juridique en marche. Il est légitime et bien-faisant. Toutefois son application est fort usitée dans la pratique pour masquer des situations illégales, c'est-à-dire l'exploitation par des non-diplômés de produits pharmaceutiques.

CINQUIEME QUESTION

Pour empêcher l'exploitation des spécialités par des groupes de médecins ou de capitalistes avec un pharmacien prête-nom et toutes les affaires de dichotomie plus ou moins déguisées, il faudrait des sanctions pénales autres que celles qui existent aujourd'hui. Les poursuites actuelles qui ne comportent que le délit d'exercice illégal de la pharmacie n'entraînent qu'une amende de peu d'importance, laquelle ne peut dépasser les 500 livres d'amende de la Déclaration royale de 1777. La dichotomie pratiquement est impunie.

Le député Bussière prévoyait une sanction spéciale : une amende de 500 francs à 3.000 francs pour punir les irrégularités dans la constitution des Sociétés pharmaceutiques. Avec les décimes qui décuplent presque les amendes infligées par les Tribunaux judiciaires, cela constituerait une sanction efficace. Et puis la peine de la fermeture, c'est-à-dire de la dissolution de la Société

illégale, qui est fort rarement appliquée, et un châti-
ment dont les effets ne sont pas négligeables.

La nullité des opérations d'une Société irrégulière du point de vue civil et commercial n'est pas fréquemment requise. Elle est appliquée par la jurisprudence avec des tempéraments qui en paralysent la sévérité. Si la nullité d'une Société constituée en marge de la loi ou fonctionnant en fraude non seulement produisait effet dans l'avenir, mais rétroagissait dans le passé ; si les apports étaient restitués aux associés comme si la Société n'avait jamais existé, cette mesure ne serait pas une vaine menace.

Pour terminer, je souhaite l'avènement d'un droit nouveau qui fortifie les Sociétés pharmaceutiques et les mette en mesure de fonctionner dans l'ordre légal. Il ne faut pas exagérer le nombre des situations irrégulières (Stavisky n'a pas commandité de Sociétés pharmaceutiques) ; il y en a sans doute, même parmi les plus importantes du point de vue commercial. Cette fragilité de leurs bases leur confère d'étranges faiblesses ; j'ai vu l'une des plus grosses d'entre elles préférer renoncer à poursuivre une créance justifiée plutôt que de soumettre au Tribunal la régularité de son existence, qui se trouvait discutée par le débiteur. Colosses aux pieds d'argile ! Est-ce là une situation digne de leur labeur, des richesses qu'elles font circuler pour le plus grand profit de l'expansion française ?

Pour reprendre en le déformant quelque peu le mot fameux de Waldeck-Rousseau souhaitant que « le capital travaille et que le travail possède », j'é mets en conclusion que « le capital travaille en pharmacie et que le diplômé possède ».

* *
*

Nous avons déjà exprimé les difficultés que nous rencontrions pour obtenir l'opinion de hautes personnalités sur le rapport *Radais*.

De telles enquêtes seraient décourageantes si l'on n'avait pour objectif que de présenter des personnages importants, leur aspect physique, le milieu dans lequel ils vivent, etc.,

le tout à la manière des quotidiens. Ici ce sont surtout les idées qui importent... Nous devons avouer que les idées sont rares, et c'est peut-être cette absence d'opinions sur un sujet délicat, qui est la raison du mutisme de nos distingués interlocuteurs.

A la Faculté de Pharmacie les bouches sont hermétiquement closes. M. le doyen *Guérin* qui est l'amabilité et la courtoisie même, m'a bien promis d'étudier cette question et de me donner son point de vue particulier. Mais à ma deuxième visite il me montre d'un geste résigné les dossiers nombreux qui peuplent son imposant bureau. J'ai compris. Les charges d'un doyen sont lourdes, en effet, et tellement diverses !

Il me promet pourtant une opinion prochaine, mais comme je lui dis que je la désirerais au plus tôt... pour l'*Evolution*, il me gratifie d'un regard résigné. « Alors ! non seulement vous voulez mon opinion, mais c'est pour la publier ? — Dame ! M. le doyen, qu'en ferais-je pour moi tout seul ? » Mais j'ai encore compris. Un doyen est tenu à une grande réserve, et il ne faut pas le peiner en lui demandant l'impossible.

Nul ne saura donc — ce moment-ci du moins — ce que pense M. le doyen *Guérin* du rapport de son prédécesseur.

* *

J'ai pu cependant m'entretenir de la question avec un professeur bien connu pour son indépendance, sa bonne humeur ; un professeur qui, malgré sa culture immense et son activité intellectuelle prodigieuse est resté l'étudiant de jadis. Malheureusement je ne suis pas autorisé à dire son nom. Tant pis ! Ce fut une alerte conversation, et non pas à proprement parler une interview. Mais le résultat est le même.

* *

Avant toutes choses, nous dit notre distingué interlocuteur, il serait curieux de savoir les raisons pour lesquelles le Ministre de la Santé du moment, — au fond qui est-ce ? Vous n'en savez rien... ni moi non plus... Qu'importe ! — pour quelles raisons ce Ministre a posé sa question. Il a agi certainement sur une demande qui lui a été faite. Par quelle personnalité, ou

quel groupement intéressé ? Ce serait un curieux point d'histoire à élucider.

La forme sous laquelle a été posée cette question à l'Académie de Médecine n'est pas non plus sans valeur. Nous ne connaissons en somme que la réponse de l'Académie, rédigée par son rapporteur, mon distingué collègue *M. Radais*.

Je ne vous apprendrai rien sur *M. Radais*. C'est un savant de haute valeur, et c'est en outre un esprit curieux, un gros travailleur, sérieux, réfléchi, qui sait examiner un problème sous toutes ses faces, entrevoir les conséquences d'un décret ou d'une loi et enfin un professeur qui a toujours recherché la protection des prérogatives de notre diplôme.

Je retiens du rapport de *M. Radais* ces deux phrases :

.... l'Académie considère :

« Qu'il importe de préciser tout d'abord que les produits chimiques ou les drogues simples, dont la production et le commerce sont libres, ne prennent le caractère de produits pharmaceutiques dont la fabrication et la vente sont au contraire réglementées, que lorsque ces matières premières, soit seules, soit sous la forme de médicaments composés, sont mises en vente dans un but thérapeutique :

« Que le développement progressif des établissements se livrant au commerce intérieur et extérieur des produits pharmaceutiques ainsi définis et particulièrement des médicaments préparés à l'avance sous le cachet et la marque du fabricant pour être débités dans les pharmacies de détail nécessite la mise en œuvre de coûteux laboratoires de recherche et de contrôle et de puissants moyens de production et de vente qui exigent des capitaux importants et ont conduit à faire appel au concours financier de non-pharmaciens ».

La première est excessivement importante. Nous le verrons tout à l'heure. La seconde n'est pas fatalement une conséquence de la première.

Je retiens aussi les conclusions du rapport.

« En conséquence, l'Académie estime que pour satisfaire aux besoins légitimes de la production et du commerce des produits pharmaceutiques sans porter atteinte à la sauvegarde de la santé publique, il paraît utile qu'intervienne un statut juridique qui aura pour objet :

1° De définir les conditions dans lesquelles les pharmaciens pourront faire appel au concours financier des non-pharmaciens en matière de fabrication et de vente en gros des médicaments de telle manière que soit réalisée la séparation entre l'aide financière étrangère donnée à l'entreprise et la gestion technique et commerciale réservée aux seuls diplômés ;

2° De déterminer les mesures de contrôle et de surveillance propres à assurer la régularité et la sincérité des pactes sociaux prévus par le statut, ainsi que les sanctions applicables en cas d'infractions constatées ».

Cela m'amènera à considérer pour l'instant le seul cas visé par la deuxième phrase ci-dessus : *médicaments ayant nécessité la mise en œuvre de coûteux laboratoires*, etc. Point n'est besoin d'innover me paraît-il pour être en accord avec la loi. Le laboratoire, l'usine, la publicité même ne sont pas du ressort proprement pharmaceutique. N'importe quels capitaux peuvent assurer ces services coûteux. Mais attention ! L'usine étudie, fabrique, peut faire de la publicité. Cependant, il faudra un pharmacien ou une association de pharmaciens, pour conditionner ce produit et le livrer à la consommation sous une forme thérapeutique.

Cette deuxième partie du problème est moins onéreuse et peut être réalisée soit par les capitaux apportés par le ou les pharmaciens responsables, soit par une simple commandite ou prêt, sans qu'il soit nécessaire de constituer une société comprenant des non-pharmaciens.

C'est le cas par exemple des Usines du Rhône, du moins je le suppose, qui ont donné à *Spécia*, administrée seulement par des pharmaciens, licence d'exploiter des marques appartenant légalement à la grande Société.

Mais comment lier légalement, l'usine et la société exploitante ? Par un contrat de licence d'exploitation qui sera parfaitement légal, à la condition que la *Société des Marques, qui peut se charger valablement de toute la publicité, soit rémunérée par un forfait et non par une redevance directement proportionnelle aux résultats bruts ou nets de l'exploitation du produit.*

Toute la légalité de la liaison réside dans ce distinguo, peut-être un peu subtil, mais à coup sûr inattaquable.

Pour prendre un exemple plus concret, supposons qu'un chimiste non-pharmacien trouve un principe nouveau chimique, physiologique, etc., et qu'il le prépare en vrac grâce à des apports de capitaux de n'importe quelle provenance. Il reste dans son droit. Mais il ne pourra pas transformer lui-même son produit en spécialité. Il lui faudra un pharmacien, et non pas un pharmacien directeur, salarié ou intéressé attaché à l'usine, faisant partie du personnel, mais un pharmacien ou un groupe de pharmaciens autonomes qui recevront licence d'exploiter les marques à créer, ces marques restant la propriété de la Société fabriquant le produit. C'est ce pharmacien qui sera responsable devant la loi de Germinal. Il exploitera les spécialités dont la matière première lui sera fournie à des conditions déterminées par la Société productrice. La rémunération due à cette Société par le pharmacien exploitant sera le résultat d'abord des conditions d'achat des matières premières (modifiables ou réajustables au gré des parties), d'une somme forfaitaire annuelle qui peut être fixée selon le résultat approximatif de l'exploitation des marques (1^{re} année), cette somme étant révisable, même toutes les années.

Comme ce cas est celui qui me semble le plus rapproché des exemples donnés par l'exposé des motifs de M. le doyen *Radais*, il me paraît donc qu'il peut trouver une solution sans rechercher une modification à la loi de Germinal.

Quels sont les autres cas ?

Pour la pharmacie de détail, rien à changer. Tout apport de capital étranger au diplôme est illicite. Quelle que soit l'importance qu'un pharmacien a pu donner à une maison, ses héritiers devront la liquider dans le délai légal, sans conserver des parts de propriété qui resteraient toujours contestables.

S'il y a des spécialités, on pourra les séparer de la pharmacie, et opérer légalement sur la trame générale exposée plus haut.

Je ne rappelle enfin que pour mémoire la présence indispensable d'un pharmacien dans les établissements de gros, drogueries ou commissionnaires. Mais là aucune objection ne paraît jamais devoir être soulevée relativement au capital mis en œuvre dans ces établissements qui n'ont pas de rapport avec le public. Il ne faudrait pas cependant que ces établissements ainsi constitués puissent exploiter des spécialités.

Quel est enfin, demandons-nous, votre opinion sur le système publicitaire dit au rendement ?

C'est une question délicate. Pourtant, dans tous les cas que je connais, je vois un point de départ assez rassurant. Une spécialité intéressante que le pharmacien a pu faire partir par ses propres moyens, et une réussite évidente. Le produit ne demandait qu'à marcher. Un accord intervient entre le fabricant et un groupe (souvent un journal lui-même ou une organisation publicitaire), et une publicité sera entreprise soit auprès du Corps Médical, soit auprès du public.

Le système de la publicité au rendement qui implique ce qui est condamné plus haut, c'est-à-dire la rémunération du groupe publicitaire proportionnellement aux ventes n'est pas légalement possible. On devra donc établir cette rémunération sur un système forfaitaire. Cela est toujours possible, mais quel que soit le moyen, nous avons ici la quasi certitude que le pharmacien fabricant reste le maître absolu de son affaire, et que nous importent après tout ses moyens de publicité ?

Voilà donc une opinion nette qui nous ramène vers le *statu quo*, et l'inutilité d'un texte de loi nouveau permettant l'accès du capital dans les affaires exploitant des spécialités.

Après avoir ainsi fait le tour, très incomplet, nous devons l'avouer, des intéressés en la matière, nous dirons que nous nous rallions aussi à cette manière de voir.

Nous nous y rallions non pas à proprement parler parce que les arguments que donne M. le doyen *Radais* nous paraissent mauvais. Non ! Ces arguments nous les approuvons au contraire. Mais il convient de réfléchir aux conséquences de toute loi nouvelle. Or, l'arme nous paraît ici à deux tranchants.

Nous sommes d'accord que quelque chose pourrait être tenté pour une association légale du diplôme et du capital. Ce serait une espèce de régularisation d'un état de fait illégal, d'accord. Cependant, n'est-il pas à craindre que si une pareille loi était instituée, elle ne servit pas la profession. Elle pourrait en effet, donner prétexte à une invasion de capitaux qui s'investiraient dans la pharmacie sous le paravent de diplômés réduits au simple rôle de prête-noms.

Jusqu'ici, il y a des situations illégales, bien sûr. Mais la plupart n'ont pas été créées dans l'illégalité. Elles sont devenues illégales par leur développement accéléré, ou la disparition de leur créateur. Telles qu'elles existent elles ne sont pas plus dangereuses pour la pharmacie ou la santé publique qu'elles ne le deviendraient régularisées par le plus anodin texte de loi.

Cependant ces difficultés actuelles, ces contrats difficiles à établir, ont déterminé le capital à rester craintif, et un peu en dehors des affaires de la pharmacie. Si un texte rend un jour légale cette intrusion du capital dans les affaires pharmaceutiques nous assisterons inévitablement à une ruée de tentatives que nous pourrions regretter. Les agences de publicité, les grands journaux trouveraient là un champ nouveau d'activité qui serait susceptible de modifier profondément l'exercice des professions pharmaceutique et médicale. Des associations

dichotomiques pourraient se constituer, et c'est peut-être là le plus gros danger.

Les médecins ont des idées très fausses sur le rendement des spécialités. Ils restent pleins d'admiration devant les grands fabricants qui ont réussi. Ils regrettent qu'un moyen légal ne leur permette pas d'être associés à une prospérité qu'ils contribuent eux-mêmes à créer. Ils comprennent mal que si un fabricant peut réaliser de gros bénéfices parce qu'il est seul, ces bénéfices s'évaporeront s'il fallait faire participer quelques centaines d'associés dans une société régulière.

Au fond, toutes les tentatives faites dans ce sens ont donné de mauvais résultats. Légalisées elles ne seraient peut-être pas susceptibles d'en donner de meilleurs, mais c'est toute la déontologie qui serait ainsi chavirée, par des tentatives plus ou moins audacieuses. Quel danger moral ! Ces raisons nous incitent à conclure personnellement ainsi :

Une modification à la loi de Germinal ne nous paraît ni utile ni souhaitable en la matière. Les abus actuels n'en seraient pas corrigés, mais simplement légalisés, des abus nouveaux seraient à craindre par l'appel des capitaux qu'une telle loi ne pourrait manquer de susciter.

Mais ce n'est là qu'une opinion personnelle.

Nous sommes heureux cependant d'avoir la liberté de l'émettre dans « l'Evolution Pharmaceutique ».

Paul CREISSENT.

*
**

E) L'AVENIR. — Cette importante enquête reflète les préoccupations quasi unanimes de conserver aux seuls pharmaciens la faculté d'exercer la pharmacie, c'est-à-dire, pratiquement, de fabriquer et de vendre en gros des produits pharmaceutiques.

Lorsqu'on sait les études laborieuses et difficiles qu'un pharmacien a dû faire pour obtenir son diplôme, lorsqu'on connaît les responsabilités effrayantes qui

pèsent sur lui, lorsqu'on évalue la confiance sans limite que le public met en lui par la seule psychose qu'éveille son crédit et sa valeur professionnelle, on n'en est pas surpris.

Vouloir associer des non-diplômés — non responsables par conséquent — à une entreprise technique qui nécessite précisément les plus grandes responsabilités parce que sa mission première est de protéger la santé publique, c'est vouloir délibérément troubler les mœurs d'un pays, c'est tenter de renouveler l'expérience, cependant si concluante et si peu heureuse, de la Révolution. Où sont donc les responsabilités dans la fabrication et la vente en gros ?

Écoutons ce que disaient à ce sujet les *Ecoles de Pharmacie* en 1901 (1) :

« Si le législateur.... pensant que, pour les préparations vendues sous cachet aux pharmacies, le contrôle pharmaceutique qu'exerce le diplômé attaché à l'établissement producteur peut être substitué à celui de pharmacien détaillant, il serait sage de spécifier que, dans le cas particulier *de fabrication et de vente en gros* de préparations médicamenteuses vendues sous cachet, ces opérations commerciales ne pourront appartenir *qu'à des pharmaciens* ou à des sociétés constituées entre pharmaciens. On éviterait de la sorte l'ingérence de tiers non-pharmaciens dans la préparation de ces médicaments, ingérence d'autant plus à redouter que, dans le cas de sociétés où les non-pharmaciens seraient en majorité, l'indépendance morale du diplômé chargé de la surveillance pourrait se trouver en opposition avec ses propres intérêts : *on ne comprendrait pas, d'ailleurs, que la préparation de remèdes fabriqués en gros et destinés à être vendus tels quels au public, fût l'objet de garanties moindres que celles que la loi exige pour les préparations similaires exécutées dans les officines.* »

Dans son rapport du 30 mars 1903 sur la proposition de loi Astier-Cruppi, ce dernier s'exprimait ainsi :

(1) Rapport Vincent.

« Nous poserons d'abord, en principe, que le *pharmacien spécialiste* doit être assimilé au pharmacien détaillant, au point de vue de la *responsabilité envers le public*, par cette raison que son produit est préparé et divisé par lui en vue de la vente au détail.

Dans ces conditions, si ce spécialiste commet une fraude, si la composition du produit livré par lui n'est pas conforme aux mentions de l'étiquette ou s'il y a de son chef altération, falsification des substances entrant dans cette composition, quelle sera la personne responsable envers le public ? Le détaillant seul, dira-t-on : c'est une grosse erreur.

.....

Sous le régime qui tend à organiser notre proposition, la situation légale à cet égard change du tout au tout. Alors que virtuellement on doit, dans notre hypothèse, présumer la faute des pharmaciens détaillants, dans le système de la proposition, on doit au contraire, présumer sa non-culpabilité.

En effet, la loi nouvelle, à la différence de l'ancienne autorisant le pharmacien à vendre des spécialités sous cachet d'autrui : c'est-à-dire avec l'obligation de ne pas rompre ce cachet, il est clair que, en cas de fraude commise par le spécialiste, la bonne foi du détaillant ne peut être suspectée en principe.

D'autre part, il ne faut pas oublier que la loi nouvelle comporte aussi l'obligation d'inscrire sur l'étiquette de son produit, le nom et la dose des substances médicamenteuses entrant dans sa composition. Etant donnée cette nouvelle situation, comment pourrait-on soutenir *a priori* que le pharmacien détaillant, en revendant une spécialité déloyale, a commis un délit ?

Pour qu'il y ait délit, la première de toutes les conditions est qu'il y ait eu, chez l'accusé, intention de nuire ; or il est inadmissible que le pharmacien détaillant puisse être présumé avoir eu l'intention de nuire à la personne à laquelle il aurait vendu un produit dans ces conditions, puisqu'il a dû faire confiance à ces conditions mêmes.

De ce qui précède, nous concluons que dans l'hypothèse où nous nous plaçons, le pharmacien détaillant ne peut être atteint en principe par aucune responsabilité et que seul, le spécialiste doit subir les conséquences pénales ou civiles de la tromperie dont il est l'auteur.

.....il est évident pour tous, qu'en matière de préparations pharmaceutiques, le seul contrôle sérieux est celui qui s'exerce *au moment de la préparation*.

On reconnaît donc, puisqu'on veut que, dans les sociétés dont il s'agit, la fabrication se fasse sous la surveillance d'un pharmacien, que cette précaution est à la fois nécessaire et suffisante pour la santé publique. »

**

N'est-il pas à craindre que les sociétés de fabrication en gros qui seraient formées entre pharmaciens et non-diplômés — intégralement commercialisées par conséquent — sacrifient la qualité des médicaments à des intérêts personnels et que la santé publique ait à en souffrir ? L'esprit de lucre est-il à ce point jugulé qu'on n'espère plus le voir réapparaître ? La spéculation coupable est-elle à jamais disparue ? Ne vivons-nous pas encore des heures où se perçoivent, hélas ! des « glissements de moralité » et où certains, abandonnant le droit chemin, préfèrent s'engager dans des sentiers de traverse ? Peut-on demander aux hommes d'être des « demi-dieux » ? Actuellement, forgée par des traditions plus que séculaires, la mentalité du pharmacien est toute imprégnée de probité professionnelles. Croit-on pouvoir trouver, d'emblée, dans une association de diplômés et de non-diplômés, cette même âme collective, ce même esprit de corps, cette même conscience pharmaceutique ? Les responsabilités ne seraient-elles pas émoussées alors que les populations et les pouvoirs publics doivent constamment avoir devant eux et près d'eux, à leur portée, responsabilité technique et responsabilité morale et matérielle ?

Non, il ne faut pas que les capitalistes peu scrupuleux puissent placer sur les entreprises de produits pharmaceutiques le capital de leurs illusions : il faut que ces

affaires restent saines et continuent d'entourer l'Humanité de leur sollicitude scientifique.

C'est M. le Doyen Radais qui précise : que les règles fondamentales de la profession de pharmacien fixées à une époque où les fabrications et la vente des remèdes se trouvaient centralisées dans les seuls officines ouvertes au public, *ne sont pas moins nécessaires aujourd'hui au fonctionnement de laboratoires spécialisés dans la production et la vente en gros de médicaments*, surtout lorsqu'ils sont mis sous cachet et protégés par une marque de fabrique en vue du débit par les pharmaciens détaillants.

C'est M. Albert Buisson qui déclare avec sa haute autorité de Président du Tribunal de Commerce de la Seine et d'industriel en produits pharmaceutiques : Ce qui me paraîtrait nécessaire, c'est que les *Administrateurs* d'une société créée pour la fabrication ou l'exploitation de produits pharmaceutiques fussent *tous pharmaciens*, sans exception.

C'est M. le Docteur Roussel qui indique que les sociétés prévues par les lois pourraient être employées à la condition toutefois que toute la partie technique soit assurée par un pharmacien diplômé, responsable au point de vue pénal et civil.

C'est M. Marchand, Secrétaire Général de l'Union des Pharmaciens de Picardie, qui mentionne qu'il ne faut pas que les rôles soient inversés et que le pharmacien soit considéré comme un prête-nom salarié qu'on prend parce qu'il est nécessaire, mais dont on se débarrasse avec la même facilité, ainsi que paraissent le faire certaines maisons étrangères.

C'est M. Paul Creissent qui écrit : En un mot ce qu'il faudrait réaliser dans une novation, c'est que le diplôme puisse, le cas échéant, utiliser l'apport du capital et non que le capital trouve dans les dispositions nouvelles une excellente occasion de se mettre sous le paravent du diplôme : le diplôme servant de laissez-passer !

C'est M^e Tercinet, avocat de talent, spécialisé dans les questions relevant de la pharmacie, qui souhaite

ardemment l'adaptation du contrat de société à la pharmacie qui ne peut rester à l'écart du mouvement moderne de la concentration des affaires. Il est excessif ajoute-t-il, que les exigences de la loi et de la police pharmaceutiques soient identiques pour la fabrication et le commerce de gros et pour le commerce de détail.

■
**

F) LE FUTUR STATUT JURIDIQUE. — Mais ces réflexions faites, ces opinions exprimées et enregistrées, l'avis de l'Académie de médecine étant recueilli, doit-on demeurer figé dans la contemplation du passé ?

Ne vaut-il pas mieux avoir le sens du présent et le souci de l'avenir ?

La grande pharmacie n'est-elle pas « une surprise » pour le règlement de 1777 et la loi de Germinal an XI ? Faut-il qu'elle reste en dehors du progrès économique, de l'évolution sociale et se tienne à l'écart des avantages certains que procure l'industrie : produits meilleurs et à meilleur marché ? L'essor qu'ont pris les Sociétés dans tous les pays doit-il s'arrêter aux portes de la pharmacie et laisser aux Nations étrangères le soin de nous inonder de leurs médicaments dont le renom, aussi haut soit-il, n'atteint pas toujours celui des marques françaises ?

Mais les pharmaciens diplômés ont-ils toujours à leur disposition les capitaux importants qu'exigent leurs installations coûteuses, leurs exploitations modernes et leurs débouchés de plus en plus nombreux ?

Poser le problème, c'est le résoudre.

Comme nos éminents devanciers, comme tous ceux qui prennent la peine d'étudier ces questions si complexes mais si passionnantes de l'économie nationale, comme M. le *Doyen Radais* qui estime que les pharmaciens pourront faire appel au concours financier des non-pharmaciens en matière de *fabrication et de vente en gros des médicaments*, nous pensons que l'heure est venue de doter les firmes pharmaceutiques d'un *statut juridique*.

Si le principe de la société commerciale est admis, posons cette autre règle que *seuls les pharmaciens diplômés* auront la gestion technique et commerciale de l'entreprise.

Par ailleurs, efforçons-nous de réaliser au sein des sociétés pharmaceutiques industrialisées, cet autre principe, si souvent rappelé, de l'indivisibilité de la propriété et de la gérance.

La chose ne nous paraît pas insoluble et si l'on veut bien nous suivre dans nos explications, nous espérons démontrer que la lettre et l'esprit de la loi de Germinal doivent, ici encore, présider à l'élaboration du statut projeté.

Éliminons tout d'abord de la discussion les *Sociétés en nom collectif* et les *Sociétés à responsabilité limitée* qui peuvent se prêter d'ores et déjà à la sauvegarde des principes énoncés ci-dessus. Dans l'un et l'autre cas, *tous les associés sont pharmaciens*. En l'espèce, *tous sont gérants*, par conséquent *tenus sur leurs biens propres*, dans la première hypothèse, et jusqu'à concurrence de leurs apports dans la deuxième.

Dans la *société en commandite simple*, les commandités seront *tous diplômés et tous gérants*, par conséquent *seuls responsables et solidaires* puisque les commanditaires restant étrangers à la gestion sociale ne le sont pas, ou plutôt ne le deviennent que jusqu'à concurrence de leur avoir dans l'entreprise.

Dans la *société en commandite par actions*, laquelle réunit un élément personnel (les commandités *tous pharmaciens-gérants*) et un élément matériel (les actions négociables), les diplômés seront encore *responsables in infinitum* du passif social *et solidaires* ; la responsabilité impliquant nécessairement une liberté absolue.

Dans ces diverses formes de Sociétés, la *raison sociale* devra comprendre, naturellement, le ou les noms des pharmaciens associés et gérants, ce qui constituera une garantie pour la santé publique.

Il ne semble pas qu'il y ait de difficulté sérieuse à

admettre ces sociétés commerciales au bénéfice du futur Statut juridique. C'est peut-être le moment de signaler ici qu'elles ont été autorisées, il y a quelques années, dans nos *Protectorats*, pour la production et la vente des produits pharmaceutiques.

La *Tunisie* et le *Maroc* ont innové sur la métropole.

Le décret beylical du 10 mars 1927 (J. Officiel tunisien du 28 mai 1927) complétant le décret du 31 mars 1913 dispose, en effet, dans son article 7, § 3, que les établissements de produits pharmaceutiques doivent être exploités soit par un pharmacien, soit par une société en nom collectif dont l'un des membres au moins est pharmacien, soit par une société en commandite simple dont l'un des commandités est pharmacien, soit enfin par une Société en commandite par actions dont l'un des gérants est diplômé ; l'associé pharmacien, commandité ou gérant étant dans tous les cas responsable. Ce décret est inspiré de l'article 22 de la proposition de loi Emile Vincent.

Au Maroc, c'est un *dahir* en date du 3 mars 1928, complétant celui du 12 avril 1916, qui a étendu les mêmes dispositions qu'en Tunisie aux établissements se livrant à la production de produits pharmaceutiques.

Le législateur tunisien et le législateur marocain ont donc admis la plupart des sociétés commerciales dans lesquelles le pharmacien, chargé de la conduite de l'établissement, est lui-même un associé connu et responsable. Mais ils ont réservé leur décision pour les *Société anonymes*.

Ces sociétés constituent, en effet, en la circonstance, le nœud de la question, le point névralgique du statut à intervenir.

*
**

La *Société anonyme*, par définition, entreprend et travaille sous le signe de l'anonymat. Le contrat social tend, en effet, à réunir des capitaux et n'intervient pas dans les questions de personnes.

Si la société anonyme est impersonnelle et qu'elle n'a pas de raison sociale (la dénomination commerciale est chose différente), on sait qu'elle est administrée par des actionnaires qui prennent le nom d'*administrateurs*.

Ces administrateurs, ce Président du Conseil d'Administration, cet administrateur-délégué, sont tenus à une gestion personnelle ; ils ont des responsabilités dans la conduite de la société vis-à-vis des actionnaires.

Dès lors, qui empêche de décider que dans une Société de fabrication et de vente en gros de produits pharmaceutiques, *tous les Administrateurs seront des diplômés* ? Et comme les administrateurs sont déjà des actionnaires responsables, c'est-à-dire des personnes mettant en commun leurs fonds sociaux, qu'est-ce qui s'oppose à ce que, comme cela se pratique couramment, on exige des pharmaciens, membres du Conseil d'Administration, la possession d'un *minimum d'actions* représenté par le dixième ou le vingtième, par exemple, du capital social ?

Cette double condition remplie : administrateurs tous pharmaciens responsables et minimum de capitaux dans l'entreprise, il semble ici encore que le principe de la réunion de la propriété et de la gérance soit, sinon intégralement respecté, tout au moins partiellement observé.

*
**

Nous nous rencontrons dans cet ordre d'idées avec M. l'Avocat Général *Chartrou*, nous sommes en accord avec ce haut magistrat lorsque, dans les conclusions qu'il a développées à l'audience de la Cour d'appel de Paris (3^e Chambre), arrêt du 23 juillet 1930 (1), cité plus haut en ce qui concerne la Société en nom collectif transformée en commandite par suite du décès d'un pharmacien diplômé-gérant et déclarée nulle, il dit, au sujet de la *thèse de l'adaptation* de la jurisprudence pharmaceutique aux nouvelles conditions économiques :

(1) Archives du Droit médical et de l'Hygiène (Février 1933).

« Il (le juge) doit aller plus loin, d'après la *thèse de l'adaptation*, et reconnaître la régularité des Sociétés en commandite ou par actions, à la condition expresse que tous les *gérants* ou *administrateurs* soient *diplômés*. Ainsi, du reste, il n'ira pas à l'encontre des textes, car : 1° le gérant sera propriétaire pour partie, c'est-à-dire co-propriétaire de l'officine, et 2° le but cherché par la loi sera respecté, parce que les gérants ou administrateurs dirigent seuls la Société et ont à l'égard des autres associés une indépendance suffisante. »

..

Parlant de la *société en nom collectif* qui implique la participation de tous les associés pharmaciens dans l'Administration de l'entreprise, M. le Professeur Renard, de la Faculté de Nancy, dans son traité « *Le droit de la profession pharmaceutique* » ajoutait à la page 68 :

« Il n'y a pas de raison pour ne pas autoriser la *société en commandite* et la *société anonyme* sous les mêmes conditions ; tel est très exactement le régime juridique des coopératives d'approvisionnement entre pharmaciens, mais en outre, puisque le contrat de gérance est aussi bien interdit entre pharmaciens qu'entre pharmaciens et profanes, nous n'apercevons pas pourquoi ne pas élargir la tolérance et ne pas admettre toute *société anonyme* ou *en commandite*, dont l'acte constitutif réserverait à des *associés diplômés* les charges du conseil d'administration ou les places de commandités, les soumettrait à l'obligation de gestion personnelle, exigerait autant d'administrateurs ou de commandités que d'officines à exploiter et imposerait à chacun d'eux une délégation à l'une de ces officines ; la pharmacie pourrait ainsi, non point accéder au mouvement moderne de la concentration des affaires, mais défendre, au prix des moindres sacrifices, les positions traditionnelles qu'elle se fait un point d'honneur de maintenir, et puis le développement des coopératives d'approvisionnement, le groupement qu'elles provo-

quent entre les pharmaciens au détail, l'accroissement de la solidarité et des initiatives syndicales à la faveur de la loi du 12 mars 1920, ne poussent-ils pas la profession pharmaceutique *vers d'irrésistibles transformations* ».

*
**

Timidement, très rarement même, la thèse de l'adaptation de la pharmacie à des sociétés entre diplômés et non-diplômés a été l'objet d'une jurisprudence favorable (C. appel Lyon 22 mai 1861) ⁽¹⁾ (C. d'appel Toulouse 6 juin 1905) ⁽²⁾.

Mais la Cour de Cassation n'a pas eu à en connaître... et encore s'agissait-il de diplômés ayant liberté absolue. Cependant ces exceptions marquent une tendance dans l'évolution de la jurisprudence vers l'élaboration d'un droit nouveau.

Néanmoins, cette thèse se recommande d'autorités importantes : ⁽³⁾

« 1° Les arrêtestes du Sirey qui, depuis 1860, soutiennent énergiquement cette manière de voir : « Nous avons émis et nous maintenons l'opinion, disent-ils, que les associés non-diplômés peuvent faire gérer les pharmacies par leurs associés diplômés ; il est suffisant que les gérants ou administrateurs soient propriétaires de la pharmacie pour partie... ».

2° Bon nombre d'auteurs lui sont favorables : Briand et Chaudé (Méd. lég. t. II n° 676), Dubreucq (Jurisp. méd., n° 381), Weil (Exerc. illég. méd., n° 89), Renard (Droit de la prof. pharm., page 65), Baudry-Lacantinerie (t XX, n° 70, p. 49, les Pandectes, V° Art. de guérir, n° 537). ».

*
* *

(1) Sirey (1862-2-39).

(2) La Loi (10 Juillet 1905).

(3) Conclusions de M. l'Avocat Général Chartrou. Arrêt de la Cour de Paris (23 Juillet 1930) précité.

G) DROITS DES HERITIERS — EXPLOITATION DE LA MARQUE. — Diverses questions secondaires, mais cependant d'intérêt certain, viennent se greffer sur celle des sociétés de gros gérées ou administrées par des pharmaciens diplômés.

Il y a d'abord celle de la veuve ou des héritiers de l'associé. Que deviennent les capitaux en cas de décès ?

Dans la société en nom collectif ou à responsabilité limitée, la part peut être vendue et elle le sera soit au bénéfice d'un tiers, soit au profit des associés vivants si cette clause a été prévue dans le pacte social ou si les associés vivants le décident à l'unanimité.

Ces sociétés peuvent également se transformer en société en commandite, de sorte que les capitaux pourront rester employés dans l'affaire ; les personnes sans diplôme qui en disposent deviennent alors de simples commanditaires. Il est toujours préférable de prévoir ces modifications éventuelles dans les statuts originaux.

Pour ce qui est de la *société anonyme* ou en *commandite*, l'administrateur ou l'associé-gérant, décédé laisse à ses héritiers les capitaux qu'il a mis dans l'entreprise et les ayants-droit peuvent très bien ne pas les retirer s'ils ont confiance dans l'affaire. Une indemnité de départ peut également être prévue dans les statuts de la société.

Mais si l'associé pharmacien décédé était l'inventeur d'une *marque*, d'une spécialité qui fût restée sa propriété personnelle bien qu'exploitée par la société ? Qu'advierait-il dans ce cas ?

La question n'est pas nouvelle. M. Bogelot, Avocat à la Cour de Paris en entrevoyait la solution en concédant à un pharmacien (à la société, en l'occurrence) le droit de vendre le produit revêtu de la marque, moyennant une redevance *fixe annuelle* sans que les héritiers-propriétaires aient à savoir si la société vend peu ou beaucoup d'unités. Ce serait alors un véritable droit de bail et le propriétaire qui touche son loyer n'est en rien intéressé à la prospérité d'un commerce

où le commerçant demeure *maître absolu*. La jurisprudence serait ainsi parfaitement respectée.

Dans l'interview donnée à « *l'Evolution pharmaceutique* » ⁽¹⁾, M. Albert Buisson et M. Paul Creissent sont d'accord pour dire :

« Oui ! le privilège de la marque ! A la condition bien entendu, que le propriétaire d'une marque pharmaceutique donnant licence à un pharmacien pour l'exploitation de cette marque, soit rémunéré par une *somme forfaitaire* et non proportionnellement aux résultats de l'entreprise ».

*
**

Nous avons précisé que dans les sociétés en nom collectif et à responsabilité limitée, comme dans les commandites, tous les associés, nécessairement diplômés et gérants, étaient *connus et responsables* sur leurs propres biens ou jusqu'à concurrence de leur apport.

Nous avons également indiqué que si la société anonyme ne comportait pas de raison sociale, ses Administrateurs, *tous diplômés*, seraient connus et non seulement responsables vis-à-vis des actionnaires, mais tenus également, en fait, sur leur patrimoine, puisqu'ils seraient propriétaires d'un minimum d'actions, lesquelles seraient immatriculées à leur nom. On pourra peut-être faire cette remarque : mais pourquoi exiger la possession par les pharmaciens diplômés, d'actions à forme nominative dans la société anonyme alors que cette obligation n'est pas prévue dans la société en commandite par actions ?

Tout simplement parce que dans la société anonyme, les administrateurs, responsables vis-à-vis de leurs mandants, — les actionnaires — ne le deviennent matériellement vis-à-vis du public (garantie financière inséparable de la garantie technique) que s'ils sont — dans une proportion minimum — co-propriétaires du capital social, alors que dans la commandite, si les

(1) N° Octobre-Décembre 1933.

pharmaciens-gérants ne sont pas obligatoirement détenteurs d'actions, ils sont cependant tenus indéfiniment sur leurs propres biens : eux seuls sont connus et responsables, solidairement.

La délimitation demandée dans le rapport de M. le Doyen Radais est donc bien nette et parfaitement respectée ; d'une part, les diplômés chargés de la gestion technique et commerciale ayant tous une liberté pleine et entière ; d'autre part, les apports de capitaux.

D'un côté, l'aide financière avec ses avantages et ses risques, ses pertes ou ses bénéfices, sans immixtion aucune dans la gestion, et de l'autre côté, dominant l'entreprise, l'organisant et la dirigeant dans ses moindres détails, procédant aux recherches et aux inventions, lançant les produits nouveaux ou s'attachant à maintenir les anciens dans la faveur du public, les techniciens, les pharmaciens diplômés.

• •
* *

H) CONTROLE ET SURVEILLANCE. — Mais cette modification éventuelle de la législation, cette liberté plus large, ces facilités plus grandes accordées à la grande industrie pharmaceutique doivent avoir, comme contre partie, l'organisation d'un *contrôle* rigoureux et d'une *surveillance* sévère.

Dans les nombreux entretiens que nous avons eus pour nous éclairer sur la question, il nous a semblé surprendre chez nos aimables interlocuteurs, un sentiment, je ne dis pas d'inquiétude, le mot serait trop fort, mais d'appréhension confuse. Il ne faudrait pas qu'à la faveur d'un régime plus libéral, on se trouvât non plus en présence d'entreprises sérieuses, constamment tournées vers le soulagement des malades, mais en face d'une exploitation, sinon de la santé publique, tout au moins du public tout court.

Des abus sont vite commis et il vaut mieux les prévenir que d'avoir à les déplorer et à les réprimer.

Ceci nous amène, dans un désir de documentation,

à signaler le mouvement qui s'est dessiné en Allemagne contre le grand nombre de spécialités, pléthore due aux trop grandes libertés laissées aux fabricants de produits pharmaceutiques. Le contrôle qui était réservé jusqu'ici aux seules pharmacies deviendrait applicable à la production hors pharmacie.

Voici l'article paru à ce sujet dans le « *Siècle médical* » : (1)

« Il y a plus d'un an que la société pharmaceutique allemande et la société allemande de médecine ont adressé un mémorandum au Ministre de l'Intérieur du Reich dans lequel elles ont exposé le malaise résultant du trop grand nombre de nouvelles spécialités pharmaceutiques et l'anarchie qui règne dans leur production (Voir le « *Siècle Médical* » du 1er mai 1930).

On a voulu voir l'influence du Paracelse, foncièrement chimiste, même dans ses théories médicales, chef de l'Ecole iatro-chimiste, dans la part très importante que tiennent en Allemagne, de tout temps, les préparations chimiques dans l'arsenal de la thérapeutique. On sait aussi la préférence qu'ont les médecins allemands pour la médication chimique polyvalente, pour les formules complexes. Une réaction très nette se fait sentir dans le sens contraire depuis la guerre, réaction due autant à une révision des valeurs en médecine (la soi-disant « crise de la médecine ») que justement l'importance croissante des spécialités qui, elles, tendent à simplifier l'ordonnance médicale.

La mémorandum des deux sociétés sus-indiquées constate qu'il est désormais impossible au médecin allemand de se reconnaître dans l'extrême variété des produits pharmaceutiques. Il n'a pas le temps d'en faire une expérience personnelle, qui doit être à la base d'une ordonnance consciencieuse, tandis que sa conscience médicale lui ordonne de ne négliger aucune possibilité de progrès et de se tenir au courant des nouveautés pharmaceutiques, ce qui devient proprement impossible.

(1) N° de Septembre 1931.

A l'insistance de la publicité pharmaceutique s'ajoute encore l'exigence du public, pris d'une préférence exclusive pour les spécialités, ce que les Allemands désignent sous le nom de « fringale médicinale » (*Arznei Hunger*).

Les deux sociétés demandent donc qu'un *contrôle* soit apporté à la production pharmaceutique.

Elles invoquent particulièrement l'exemple du *Council of Pharmacy and Chemistry*, institution de caractère privé, fonctionnant depuis plus de vingt-cinq ans et qui s'est donné pour tâche de soumettre à un examen approfondi tous les produits médicaux lancés aux Etats-Unis. Le *Council* publie le résultat de ses examens de contrôle et exerce par là, grâce uniquement à son autorité morale, un contrôle effectif.

Il y a quatre ans, une Commission similaire a été constituée en Allemagne, par la collaboration bénévole et désintéressée de quelques éminents cliniciens, pharmacologues et pharmaciens. Mais les deux sociétés ne se contentent pas de cette institution et ont demandé une loi spéciale.

Cette loi vient d'être mise au point et publiée, à l'état de projet.

La loi décrèterait donc l'extension du contrôle, jusqu'ici limité aux pharmaciens, à la production hors pharmacie de préparations médicinales. La fabrication serait désormais liée à une licence commerciale spéciale et resterait sous le contrôle permanent des autorités. La loi, dans sa forme présente, se bornerait à poser les principes d'une législation pharmaceutique générale qui serait complétée par une série de décrets à venir.

Le projet de loi se trouve actuellement soumis aux intéressés, corps médical, pharmaciens et industriels pharmaceutiques ».

*
*
*

C'est pourquoi nous estimons que toute société qui serait constituée en vertu du nouveau statut juridique

pour la *fabrication et la vente en gros* des produits pharmaceutiques devrait être l'objet d'une *autorisation* particulière.

Cette autorisation serait donnée par *arrêté inter-ministériel* du Ministre du Commerce et du Ministre de la Santé publique, après avis favorable d'une *Commission spéciale* instituée à cet effet près des Facultés ou des Ecoles de pharmacie. La Commission comprendrait des personnes qualifiées, y compris des représentants des syndicats pharmaceutiques, pour examiner le côté technique et le côté financier des sociétés projetées.

La *surveillance* serait confiée au corps des Inspecteurs de pharmacie à l'expérience et à la vigilance desquels on ne saurait trop rendre hommage.

*
**

D) SANCTIONS. — Le débit irrégulier (places publiques, foires, marchés...) des médicaments est puni d'une amende de 25 à 600 francs (art. 36 loi du 21 Germinal an XI et loi du 29 Pluviose an XIII) et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de trois à dix jours en plus.

Les infractions à la police de la pharmacie pour exercice illégal (tenue d'une officine par un non-diplômé, inobservation de certains règlements, fautes légères, imprudences, etc.) sont des *délits contraventionnels* ou encore des délits « *non intentionnels* » (Loi du 21 Germinal an XI et Déclaration royale 25 Avril 1777). Les sanctions se traduisent par une amende maximum de « 500 livres » (3.500 francs de notre monnaie actuelle).

Quant aux infractions qui découlent du droit pénal général (législation répressive de l'avortement, falsification des substances médicamenteuses, inobservation du secret professionnel, vente d'un stupéfiant sans ordonnance, etc.), elles constituent des *délits ordinaires*, des délits proprement dits.

La répression s'exerce également et au même titre, contre la *complicité*. Dans son rapport, n° 5.664 (séance de la Chambre des Députés du 6 Février 1919) M. Emile Vincent s'exprimait ainsi sur l'article 35 de la proposition de loi :

« Nous avons fait disparaître de l'article primitif de la Commission, la *peine de prison* pour les raisons suivantes :

Une première condamnation peut en effet résulter d'un mince délit, tel que commet le pharmacien par un oubli d'étiquette, par l'observation incomplète des règlements qui régissent la tenue de l'armoire aux poisons, etc... De semblables fautes peuvent être assez fréquemment relevées lors des inspections annuelles. Si la récidive entraîne des pénalités trop graves, on incitera les inspecteurs à une indulgence excessive dans l'exercice de leur mandat ; en présence d'une faute qui mériterait une répression légère, ils préféreront s'abstenir plutôt que d'exposer ultérieurement le coupable à des pénalités hors de proportion avec le délit ».

D'autre part, dans le rapport (Annexe n° 231, séance du 23 Janvier 1920 de la Ch. des Députés) qu'il a présenté sur sa propre proposition de loi, M. Emile Vincent fait au sujet des sanctions les déclarations ci-après :

« Ces articles (27-28-29-30-31-32) sont relatifs aux *pénalités*.

Dans le texte soumis à votre Commission figurait un article 31 ainsi conçu :

« En cas de poursuite judiciaire suivie d'une condamnation, le tribunal peut ordonner la fermeture de toute officine ouverte ou exploitée dans des conditions contraires aux dispositions de la présente loi, notwithstanding appel ou opposition ». Une très vive discussion s'est installée à ce sujet.

Un certain nombre de nos collègues ont pensé qu'il pouvait arriver que la fermeture d'une officine fût ordonnée plus ou moins arbitrairement, quelque-

fois à la suite de poursuites n'ayant pas un caractère de gravité exceptionnelle et que d'autre part cette peine pouvait conduire non seulement à punir le coupable mais encore à frapper des innocents.

La Commission, à la majorité, a conclu au rejet de l'article ».

*
**

Il est bien certain que la plupart des pénalités prévues dans la proposition de loi Vincent étaient envisagées plus pour l'exploitation des officines que pour le fonctionnement des sociétés de fabrication et de vente en gros. La question n'est donc plus entière, à présent que la modification projetée de la loi de Germinal n'est envisagée qu'au bénéfice de ces sociétés.

A des facilités nouvelles dans la production en gros, doivent correspondre en cas de violation de la loi, des sanctions plus sévères : amendes plus élevées, fermeture provisoire et même définitive de l'établissement (dissolution de la société).

« Si un jour la loi sur la pharmacie vient à être modifiée, écrit M. Bogelot (1) on peut être assuré que le tarif des pénalités sera remonté et très sensiblement. Il n'est pas douteux que la loi future comportera des *peines de prison* contre ceux — « les pirates » — qui se livreront à l'exercice illégal de la pharmacie ».

*
**

J) PROJET DE LEGISLATION NOUVELLE EN MATIERE DE FABRICATION ET DE VENTE EN GROS DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES. — Nous avons vu que la législation en matière de pharmacie est de droit étroit ; qu'elle est « pénale et policière » et qu'elle est limitée à cette profession. Par suite les textes légaux susceptibles d'intervenir à l'avenir devront en tenir compte et s'en inspirer afin de protéger avant tout la *santé publique* qui ne doit pas devenir l'enjeu des spéculateurs.

(1) Bulletin des S.P. (Mars 1929).

Dès lors, les dispositions de la future loi pourraient, semble-t-il, car l'intervention du législateur est nécessaire en la circonstance, puisqu'il s'agit de modifier la loi de Germinal, être conçues comme ci-après :

Article 1er. — *Tout établissement se livrant à la fabrication et à la vente en gros de produits pharmaceutiques, devra être exploité soit par un pharmacien soit par une société en nom collectif où à responsabilité limitée, soit par une société en commandite dont les associés ou les commandités seront tous diplômés et gérants, soit par une société anonyme dont les administrateurs seront tous des pharmaciens diplômés. Dans ce dernier cas, les administrateurs devront posséder un minimum d'actions égal au 1/20 ou au 1/10... du capital social ; les actions des administrateurs seront nominatives.*

Les contrats qui interviendront pour la constitution du pacte social devront obligatoirement fixer :

1° *La rétribution des associés-gérants ou des administrateurs ;*

2° *L'intérêt statutaire dû au capital ;*

3° *La part des bénéfices revenant à la gérance ou à l'administration, d'une part, et aux capitaux investis, d'autre part.*

Les sommes totales ainsi allouées aux associés-gérants ou aux administrateurs seront au moins égales à deux fois celles revenant au capital engagé.

Article 2. — *Le « compérage » médico-pharmaceutique est et demeure interdit :*

Article 3. — *Les sociétés constituées par application de la présente loi ne pourront l'être qu'après autorisation donnée par arrêté interministériel revêtu de la signature du Ministre du Commerce et du Ministre de la Santé publique, sur avis favorable d'une Commission spéciale siégeant près des Facultés ou des Ecoles de médecine et de pharmacie.*

La surveillance de ces sociétés est confiée au Corps des Inspecteurs de pharmacie.

Article 4. — *Toute infraction à la dite loi sera punie d'une amende de 5.000 francs à 30.000 francs et, en cas de récidive, pourra entraîner la fermeture temporaire ou définitive de l'établissement, sans préjudice de peines d'emprisonnement variant entre 3 et 10 jours.*

CHAPITRE SEPTIEME

Conclusions

Arrivé au terme de cette revue, nous nous excusons, après avoir fait effort pour la rendre aussi complète que possible, de l'avoir constellée de nombreux textes légaux et de jurisprudence dont la seule lecture peut paraître aride, mais dont l'examen attentif est de nature à éclairer d'une lueur impressionnante le sujet que nous nous sommes imposé.

Sous l'égide de la loi de Germinal, l'officine doit rester la pierre angulaire de la pharmacie, mais les maisons de gros pourront, sous le régime de l'avenir, accroître davantage la valeur de leurs produits et rivaliser de science et d'initiative pour les faire aimer et rechercher des consommateurs, pour en faire apprécier définitivement « le cachet » à l'étranger et porter plus haut encore le renom déjà si grand de la spécialité pharmaceutique française.

Le pharmacien détaillant demeurera l'intermédiaire indispensable, mais devant les contingences économiques et les exigences de tous ordres qui sont souveraines et dont aucun domaine ne peut s'affranchir, des maisons spéciales prépareront et vendront les médicaments les plus variés. Aucune entrave d'ordre juridique ne sera plus apportée au *commerce de gros* des spécialités et les sociétés productrices feront l'application logique, dit M. le Professeur Perreau (1) du

(1) Législation et jurisprudence pharmaceutiques.

bienfaisant principe social de la division du travail, source d'avantages précieux pour les malades, les pharmaciens et les médecins, et dont les abus trouveront toujours une suffisante répression dans les règles du droit commun.

Comme l'a, par ailleurs, justement écrit M. le Professeur Perrot ⁽²⁾, de la Faculté de Pharmacie de Paris, la spécialisation et le machinisme dans l'exercice de la profession n'excluent pas la culture générale, mais l'exigent. La vie professionnelle est si complexe, les sciences et les techniques sont si variées que tout homme qui a acquis une culture générale solide se trouve contraint un jour d'avoir une *compétence spécialisée*.

Les grandes firmes pharmaceutiques en donnant aux produits chimiques et aux drogues simples, dont le commerce est libre, tout l'essor permis n'ont-elles pas déjà adjoint à leur importante industrie des annexes, des laboratoires et des usines ?.. N'ont-elles pas déjà pénétré dans la voie où le législateur semble devoir entrer, si tant il est vrai que les besoins et les mœurs précèdent souvent les lois ? Et en cela, il faut reconnaître qu'elles n'ont pas eu tort. Ne faut-il que nous, Français, nous comptions sur nos propres ressources et nos propres inventions en présence du nationalisme économique qui étreint et pervertit le monde entier, en présence de l'égoïsme qui pousse certains peuples à refuser aux autres les bienfaits de la science qui ne devrait pas, Elle, avoir de frontières...

« Le professeur Poppelreuter de l'Université de Bonn, Maître de la psychologie scientifique, vient de préciser dans le journal officiel du parti naziste, le *Völkischer Beobachter*, une théorie du nationalisme technique absolument contraire aux idées courantes, sur le libre-échange international de la science. La libre exportation des produits de l'esprit, estime-t-il, peut être avantageux lorsqu'il s'agit d'ouvrages litté-

(2) Extrait d'un article de M. Paul Garnal. Bulletin des S.P. (Octobre 1931).

raires « faisant comprendre l'Allemagne au monde », euphémisme pour désigner la propagande intellectuelle. Cette libre exportation peut se concevoir aussi pour les sciences abstraites : philosophie, mathématiques. Mais elle devient dangereuse pour la science appliquée et pour les techniques d'origine nationale. L'Allemagne doit adopter la formule de « l'égoïsme sacré » : Nous, Allemands, nous ne donnerons désormais de science à l'étranger qu'autant que nous en recevrons en échange » (1).

Pour ces diverses raisons, la loi de Germinal ne cadre plus avec les besoins de l'heure présente, il faut une législation plus libérale, plus extensive en faveur des maisons qui se spécialisent dans la production des préparations pharmaceutiques.

Mais comme l'art de guérir exige des garanties d'expérience appropriée, des compétences techniques que seul procure le diplôme, une responsabilité personnelle et financière représentée par la gérance et la propriété sinon totale, tout au moins partielle de l'entreprise, par une « co-propriété de co-associés sous-jacente à la propriété de la société » (1), il importe de n'autoriser la formation des nouvelles sociétés que sous ces garanties.

Ces sociétés ainsi constituées, gérées et administrées exclusivement par des pharmaciens, c'est-à-dire par des professionnels ayant liberté absolue et pleine indépendance, prenant et revendiquant leurs responsabilités, verront affluer vers elles les économies et les capitaux ; elles seront naturellement prospères et loin de compte avec celles, trop nombreuses hélas ! dans certains milieux, qui n'ont souvent d'autre aboutissement, en confiant leurs destinées à des administrateurs incapables ou fatigués, que de drainer et de ruiner l'épargne....

Cette prospérité sera la résultante normale du

(1) Journal l'Information, 5 Janvier 1934.

(1) M. le Professeur Renard. Le droit et la propriété pharmaceutiques.

travail des pharmaciens, des techniciens, des hommes de science, qui, chaque jour, par de nouvelles découvertes, par de nouveaux progrès, perfectionnent les conditions de production et développent le champ d'utilisation des spécialités et des médicaments.

Par cela même que les sociétés pharmaceutiques — qui, par ailleurs, suivront le sort des sociétés commerciales — seront en mesure de se procurer des capitaux importants, elles pourront faire appel au concours auxiliaire de compétences diverses (ingénieurs, chimistes, médecins, etc...) et s'attacher, comme conseils, des valeurs scientifiques qui trouveront tous, dans une large rémunération, la récompense légitime de leur savoir et de leur esprit pratique.

Les pharmaciens ne doivent pas être débordés par les capitalistes, car le jour où ils ne seraient plus qu'un prête-nom, l'intérêt pécuniaire serait vite le seul objectif des sociétés pharmaceutiques. Ces dernières seraient alors de simples exploitations commerciales n'ayant d'autre souci que de réaliser des bénéfices, la santé publique dût-elle en pâtir. Encore faudra-t-il que le législateur veille à interdire les *trusts* qui, une fois maîtres du commerce au détail, fixeraient des cours artificiels très élevés, exploiteraient à leur guise les consommateurs et desserviraient l'intérêt public.

La loi future sur la fabrication et la vente en gros des produits pharmaceutiques ne doit avoir en vue que l'art de guérir, elle ne doit s'inspirer ni d'intérêts particuliers ni de l'opinion politique des partis ; elle doit être scrupuleusement d'intérêt général. Or l'intérêt public n'est pas aussi rapidement variable qu'on serait tenté de le croire ; il se transforme progressivement en même temps que se modifient les mœurs et que s'accumulent les trésors de la science.

Dans l'intérêt de la cause pharmaceutique elle-même, les modifications légales à intervenir doivent donc rester compatibles avec la santé publique, qu'elles doivent avant tout préserver et servir de la façon la plus efficace.

Science et conscience, étroitement associés au *travail et au capital*, générateurs de mieux-être et de richesse, voilà croyons-nous, la vraie formule.

Et pour rassurer les gardiens de l'orthodoxie pharmaceutique et les faire évoluer vers des textes plus souples et plus en rapport avec les nécessités de l'époque, nous rappellerons cette phrase pleine d'à-propos du grand économiste, M. le Professeur Ch. Gide :

« Le travail ne peut créer la richesse que dans la mesure où il sait suivre ou parfois devancer le désir du consommateur ». (1)

(1) Comptoir national de la Pharmacie française (Juin 1922).

Nous ne voulons pas terminer cette étude sans remercier sincèrement nos éminents Maîtres, Messieurs les Professeurs des Facultés de Paris et de Nancy et de l'Ecole de médecine et de pharmacie d'Amiens, de leur bienveillance au cours de nos années de scolarité. Pleins d'indulgence et de science, ils ont fait pénétrer en nous le goût du savoir et de l'expérience et si, en entreprenant ce travail, nous avons eu foi dans sa réussite, c'est à eux que nous en sommes redevable.

Au moment où nous les quittons pour nous engager, à notre tour, dans le grand chemin de la vie, qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression émue de nos hommages respectueux et de nos sentiments affectueux et reconnaissants.

A M. le Professeur Douris, Président, et à MM. les Professeurs Pastureau et Simonnet, Membres du Jury, nous renouvelons l'assurance de notre vive gratitude.

Vu et proposé,

Nancy, le 19 Mars 1934

Le Président du Jury,

Signé : DOURIS.

Vu et bon à imprimer

Nancy, le 21 Mars 1934.

Le Doyen de la Faculté de Nancy,

Signé : SEYOT.

Vu et permis d'imprimer,

Nancy, le 22 Mars 1934.

Le Recteur de l'Académie de Nancy,

Président du Conseil de l'Université,

Signé : Dr BRUNTZ.

Table des Matières

<i>Introduction</i>	9
CHAPITRE 1 ^{er} . — <i>Aperçu historique</i>	15
CHAPITRE II. — <i>Du remède secret à la spécialité pharmaceutique</i>	21
CHAPITRE III. — <i>Exploitation des pharmacies</i> ..	37
A) Le diplôme et le monopole	37
B) L'indivisibilité de la propriété et de la gérance	43
C) Sociétés et conventions illicites	46
D) Sociétés et conventions licites	63
CHAPITRE IV. — <i>Expression juridique et raison sociale des sociétés commerciales</i>	69
1° Société en nom collectif	70
2° Société en commandite simple	71
3° Société en commandite par actions	75
4° Société anonyme	76
5° Société à responsabilité limitée	78
6° Dissolution et liquidation des sociétés de pharmaciens	94
7° Conventions valables par dérogation au droit commun	95
8° Les coopératives de pharmaciens	96
CHAPITRE V. — <i>L'évolution de la pharmacie</i> ..	101

CHAPITRE VI. — <i>La fabrication et la vente en gros des produits pharmaceutiques</i>	105
A) Proposition de loi Bussière	111
B) Proposition de loi Emile Vincent	112
C) L'avis de l'Académie de Médecine et le Rapport de M. le Doyen Radais	118
D) Une enquête	120
E) L'avenir	148
F) Le futur statut juridique	153
G) Droit des héritiers. Exploitation d'une marque	159
H) Contrôle et surveillance des nouvelles sociétés pharmaceutiques	161
I) Sanctions	164
J) Projet du droit pharmaceutique nouveau .	166
CHAPITRE VII. — <i>Conclusions</i>	169

Table alphabétique

A

Administrateur provisoire	95
Agents de change	106
Aperçu historique	15
Apport d'un pharmacien à une société en commandite	48
Association entre pharmaciens et médecins	60
Associés diplômés	63, 154, 166
Associés non-diplômés (illicéité)	46, 49, 55
Autorisation pour la formation des sociétés de vente en gros	163, 167
Avenir (L') de la pharmacie	148
Avis de l'Académie de Médecine (Fabrication en gros)	118

B

Bailleurs de fonds	72
Brevets d'invention	34

C

Cause illicite	27
Colportage	41
Combinaisons illicites	46
Commandités	72, 154
Commanditaires	72, 154
Commissionnaires en spécialités	41

Commission spéciale pour autoriser les sociétés de vente en gros	163,	167
Compérage médico-pharmaceutique	60,	167
Complicité	63, 67,	165
Compositions pharmaceutiques		39
Conclusions de l'Avocat-Général Chartrou		156
Conclusions de la thèse		169
Concurrence illicite et déloyale		35
Contrôle des sociétés futures	161,	167
Conventions illicites		46
Conventions licites		63
Conventions valables par dérogation au droit commun		95
Coopératives de pharmaciens		96
Co-propriété	160,	171
Courtage		41

D

Dahir		155
Débit au public	26,	41
Débit irrégulier		164
Déclaration royale du 25 Avril 1777	19, 37, 44, 57,	83
Décret du 18 Août 1810		22
Décret du 3 Mai 1850		23
Décret du 14 Septembre 1916 sur les substances véné- neuses		25
Décret du 13 Juillet 1926 sur la spécialité		32
Décret beylical		155
Délits		164
Dépôt d'une marque		35
Dépôt de médicaments		44
Diplôme du pharmacien		37
Dissolution et liquidation des sociétés de pharmaciens		94
Dommages-intérêts (Syndicats)	40,	63
Drogueries	26, 38,	97
Drogues simples		38
Droit nouveau (projet)		166

E

Eaux minérales	39
Enseigne commerciale	71
Enquête de la revue l' « Evolution pharmaceutique » (M. Creissent)	120
Etre moral juridique (la société)	74, 81
Exercice illégal de la pharmacie	40, 41, 58, 60, 164
Exploitation d'une marque	35
Exploitation des pharmacies 49, 55, 121, 127, 130, 140,	145
Exploitation d'une officine par plusieurs diplômés, 56, 67, 75,	94
Exploitation de plusieurs officines entre diplômés	64
Exportation	39
Expression juridique et raison sociale des sociétés commerciales	69
Evolution (L') de la pharmacie	101

F

Fabrication et vente en gros des produits pharmaceu- tiques	105, 167
Femme achetant une officine pour son mari.....	59
Fermeture de l'officine	63, 165, 168
Futur statut juridique	166

G

Germinal (loi de)	21, 117, 119, 164 169
Gérants (responsables et solidaires)	71, 154, 160, 166
Gérance et propriété	43
Gérance (contrat de)	56, 65

H

Héritiers et veuve (droits)	96, 159
Hôpitaux	96

I

Indivisibilité de la propriété et de la gérance	43
---	----

Importation des spécialités étrangères sérums	25
Inspection des pharmacies	26, 164, 167
Interview de M ^e Bogelot	121
» de M. Albert Buisson	125
» de M. le D ^r Roussel	128
» de M. Marchand	132
» de M ^e Tercinet	135
» d'un Professeur	142
Introduction	9

L

Liquidateur	95
Liquidation des sociétés de pharmaciens	95
Livraison des médicaments à domicile (Colportage) ..	41
Loi de Germinal an XI, art. 32 et 36, art. 25	21, 42
Loi sur la répression des fraudes (1905)	26
Loi sur la vente en gros (Projet de droit nouveau) ..	167
Louage de services	59

M

Maroc (législation pharmaceutique)	155
Marque de fabrique. Exploitation 34, 49, 55, 56, 121, 127, 130, 140, 145,	159
Matériel de la pharmacie	59
Médecins	
Convention avec pharmacien	60
Fourniture de médicaments	43
Compérage	61, 167
Médicament	38, 55, 88
Monopole	37
Mutuelles	96

O

Officine (propriété et gérance)	59, 64, 94
Officines (gérance de deux)	56, 64
Ordonnance royale du 25 Avril 1777	19, 37, 57, 83

P

Pénalités	164,	168
Pharmacien spécialiste (responsabilité)		150
Police des pharmacies	26, 164,	166
Préparations pharmaceutiques		39
Prête-nom	46, 57,	63
Projet de législation nouvelle		167
Propharmacie		43
Propositions de loi Mille, Barthe, Peyroux, Lefebvre du Prey		107
Proposition de loi Bussière		111
Proposition de loi Emile Vincent	107,	112
Propriété et gestion de l'officine	43, 56,	59
Publicité		49

R

Raison sociale	71, 79	154
Rapport de M. le Doyen Radais sur le statut nouveau applicable à la fabrication et à la vente en gros des produits pharmaceutiques		118
Règlement du Parlement de Paris du 23 Juin 1748 ..		19
Remède secret (du) à la spécialité		21
Répression des fraudes (loi de 1905)		26
Responsabilité envers le public	37, 57, 149,	151

S

Santé publique	10, 82, 149,	166
Sanctions		164
Serment des apothicaires de Nancy		16
Sérums	26,	39
Sociétés anonymes	62, 63, 76, 77, 113, 155,	166
Sociétés à responsabilité limitée ..	78, 80, 89, 94, 154,	166
Sociétés en commandite simple	49, 71, 154,	166
Sociétés en commandite par actions	75, 154,	166
Sociétés en nom collectif	62, 70, 94, 154	166
Sociétés en participation	62,	82

Sociétés et conventions illicites	46
Sociétés et conventions licites	63
Société de fait	89, 95
Spécialité (La) pharmaceutique	28
Spécialités pharmaceutiques étrangères	25
Statut juridique futur	153, 166
Substances vénéneuses (Loi du 12 Juillet 1916. Décret 14 Septembre 1916)	25
Surveillance des sociétés futures	161, 167
Syndicats de pharmaciens (dommages-intérêts) ..	40, 63
Spndicats de pharmaciens (représentants au sein de la Commission chargée d'autoriser les futures so- ciétés)	164

T

Toxiques	39
Traités avec autrui par une société illicite	27, 55
Trusts	172
Tunisie (législation pharmaceutique)	155

U

Usurpation	35
------------------	----

V

Vente en gros et au détail	48, 75, 105, 117, 167
Veuves et héritiers	96, 122, 159
